

Diplôme national de master

Domaine - sciences humaines et sociales

Mention - histoire civilisation patrimoine

Parcours - cultures de l'écrit et de l'image

Mémoire de master 1 / juin 2017

**Les mouvements de solidarité avec  
les accusés de Burgos à Paris  
(novembre – décembre 1970) : Étude  
matérielle et historique d'un corpus  
de tracts antifranquistes**

**Benjamin LIOT**

**Sous la direction de Me Évelyne COHEN**

Professeure des Universités Histoire contemporaine – École Nationale Supérieure  
des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB – Université de Lyon) -  
Laboratoire de Recherches Historiques Rhône-Alpes (UMR CNRS 5190)

## *Remerciements*

*Mes remerciements s'adressent tout d'abord à Me Cohen pour son regard critique et bienveillant tout au long de ce projet de mémoire.*

*Mes pensées vont à mes parents et mes grand-parents dont le soutien sans faille s'est avéré déterminant.*

*Ania, pour ta patience et ta présence.*

**Résumé :** *Au début du mois de décembre 1970 s'ouvre le procès de Burgos où sont accusés 16 militants basques, appartenant à l'ETA, d'avoir participé à l'assassinat du commandant de police Melitón Manzanos en 1968. Dès le mois de novembre, des manifestations de solidarité se multiplient en France, et plus particulièrement à Paris, pour dénoncer la condamnation à mort de six d'entre-eux par le Tribunal Militaire de Burgos. Deux mois d'une intense mobilisation laissent un matériau documentaire inexploité où quantité de tracts témoignent des aspirations antifranquistes et d'une importante solidarité internationale durant ces années contestataires...*

**Abstract :** *In the beginning of December 1970, the judgment of sixteen basque opponents who belong to the ETA, accused of the murder of a policeman Melitón Manzanos was opening. Since November, many demonstrations of solidarity took place in France, especially in Paris, in order to denounce the death-penalty required by the Military Court of Burgos. During two months, an intense manifestation left an unexploited documentary source in which many tracts give a testimony to the antifranquist mobilizations and an important international solidarity all along this deceny of struggle.*

**Keywords :** *Antifranquisme – antifascisme – contestation – ephemera – E.T.A – extrême-gauche – gauchisme – indépendantisme – internationalisme – manifestations – Procès de Burgos – régionalisme – Tract*

### **Droits d'auteurs**

Droits d'auteur réservés.

Toute reproduction sans accord exprès de l'auteur à des fins autres que strictement personnelles est prohibée.
--



# Sommaire

<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b><u>PARTIE 1 : PRÉSENTATION MATÉRIELLE D'UN CORPUS DE TRACTS</u></b>	
<b><u>ANTIFRANQUISTES.....</u></b>	<b><u>11</u></b>
1. <b>Éléments pour une analyse matérielle : Entre précaution et critique....</b>	<b>11</b>
2. <b>Fonds d'archives et parcours de recherche : un objet fuyant.....</b>	<b>12</b>
3. <b>Obstacles à la recherche : dispersion des fonds et difficultés d'accès aux sources.....</b>	<b>12</b>
4. <b>Pour une revalorisation du tract : au service d'une mémoire de l'éphémère.....</b>	<b>15</b>
<b>PARTIE 2 : LE TRACT OU LA TRACE DE ÉPHÉMÈRE : UN DISCOURS D'ACTION AU CŒUR DES SOLIDARITÉS AVEC LES ACCUSES DE BURGOS.....</b>	
1. <b>Le tract au cœur de l'évènement contestataire : une voix qui porte l'espoir au-delà des Pyrénées.....</b>	<b>18</b>
2. <b>Le tract dans l'action : poursuite et répression des militants-distributeurs.....</b>	<b>20</b>
3. <b>Genèse d'un objet fuyant : la manifestation, un éphémère moment d'unité.....</b>	<b>23</b>
4. <b>Le tract de Burgos, témoin privilégié d'un renouveau de l'antifranquisme en France.....</b>	<b>24</b>
<b>PARTIE 3 : LE TRACT DE BURGOS FACE AU TERRORISME BASQUE : RÉPERTOIRE DE LUTTES ET D' ACTIONS .....</b>	
1. <b>Faire face à la justice expéditive de Franco : le tract comme ferment spirituel.....</b>	<b>29</b>
2. <b>Chronologie d'un procès fondateur pour l'ETA : entre révélation et légitimation de la lutte antifranquiste basque.....</b>	<b>31</b>
3. <b>Des tracts au service d'une médiatisation du nationalisme basque : L'ETA sur la scène internationale.....</b>	<b>33</b>
4. <b>L'immigration ou la difficile intégration dans les manifestations antifranquistes.....</b>	<b>35</b>
<b>PARTIE 4 UNITÉ ET FRACTURES AU SEIN DES MANIFESTATIONS DE BURGOS.....</b>	
1. <b>La solidarité manifestante sous la tutelle du Secours Rouge : autonomisation et unification des mouvements d'extrême-gauche... </b>	<b>38</b>
1. <b>Le Secours Rouge aux avant-postes de la contestation.....</b>	<b>38</b>
2. <b>L'activisme guerrier des maoïstes au sein du Secours Rouge.....</b>	<b>42</b>
3. <b>L'appui des groupes trotskystes aux initiatives gauchistes : entre une volonté de ralliement et une persistance des fractures.....</b>	<b>44</b>

4. Implications et insubordinations anarchistes durant les manifestations de solidarité.....	47
2. Un moment manifestant multiforme : solidarité et concurrences politiques.....	48
1. Genèse des mouvements de solidarité : Paris en retard et la province en tête de cortège.....	48
2. Les universités, refuges de l'écrit militant.....	48
3. La manifestation du 1er décembre sous le flambeau du Secours Rouge.....	49
4. L'illusion d'unité de la manifestation du 3 décembre.....	51
3. La fabrique d'une « Artillerie politique » .....	52
1. Discours de lutte, discours de propagande du tract antifranquiste.....	52
2. Manifestants et manifestations.....	54
3. Imprimeries militantes et productions marginales.....	56
 CONCLUSION.....	 59
BIBLIOGRAPHIE.....	63
 ANNEXES.....	 69

## *Sigles et abréviations*

AJS : Alliance de la Jeunesse Socialiste

AMR : Alliance Marxiste Révolutionnaire

CNT : Confédération Nationale du Travail

ETA : Euskadi Ta Askatasuna

FLP : Frente de Liberación Patriótico

LC : Ligue Communiste

MIL : Movimiento Ibérico de Liberación

OCI : Organisation Communiste Internationale

SR : Secours Rouge

SRI : Secours Rouge International

TOP : Tribunal de Orden Publico

VLR : Vive La Révolution

# INTRODUCTION

---

*« Chacun de nous est fait des autres avant et autour de lui, et lui même participe à la formation de tous ceux qu'il rencontre ; le « je » dépend toujours d'autrui, le « nous » des autres : c'est la seule immortalité qui vaille ! »*

Tzvetan TODOROV, *Vivre seuls ensemble. La signature humaine*

Le procès de Burgos apparaît au monde comme un point culminant de la lutte antifranquiste en France. En 1970, seize militants basques – dont six risquent la peine capitale – sont inculpés pour avoir participé à l'assassinat du commandant Melitón Manzanos deux ans auparavant. Ce procès aux allures cruelles et parodiques, rappelant les heures sombres de la dictature franquiste, suscite dans le monde entier des élans de solidarité. A Paris et dans sa région, celle-ci s'exprime avant tout par la rue, donnant lieu à une production massive d'appels à rassemblements, à travers meetings, assemblées générales ou manifestations de rue. Les structures syndicale et politique – avant tout de gauche – mobilisent leurs forces pour sensibiliser l'opinion publique et dissuader le régime franquiste d'exécuter ces crimes annoncés. Aux côtés d'une presse très active – militante ou sympathisante – les tracts forment un matériau essentiel dans la diffusion de la pensée humaine et infiniment réactive. Ces imprimés d'action, en investissant le champ des manifestations antifranquistes, constituent un riche matériau pour l'étude des discours révolutionnaires. Cette émergence d'une solidarité antifranquiste en France fait écho aux contestations intérieures en Espagne – principalement dans le pays basque – et ainsi leur donner une pleine résonance. Cette mobilisation se caractérise par sa nature multiforme, ralliant à sa cause les milieux antifranquistes les plus mesurés et les forces d'extrême-gauche les plus virulentes. Un discours d'action se manifeste par une production militante des plus diverses, rassemblant affiches, bulletins et journaux en tous genres, acquis à la cause des revendications identitaires au Pays-Basque et opposées aux méthodes répressives de la dictature franquiste. A travers le prisme des tracts antifranquistes, nous souhaitons cerner l'amplitude du répertoire d'action et de discours politiques. Objet discret et anonyme, ce document offre toutefois un rayonnement unique sur l'action manifestante qui trahit autant la concorde que les fractures dans le paysage politique français. En l'espace des deux mois de novembre et décembre 1970, un large éventail du spectre politique et militant s'est déployé au sein de ces manifestations de solidarité. Cette hétérogénéité des forces politiques autorise une approche comparative de ces tracts, à travers leur dimension rhétorique et leur environnement matériel. Si les tous premiers élans de solidarité avec les accusés de Burgos naissent à la fin du mois d'octobre à Paris – à l'initiative du Comité Basque contre la répression – les premiers tracts appelant à une mobilisation de rue ne paraissent qu'au début du mois de novembre. Jusqu'au 30 décembre et la commutation des peines par le général Franco, une intense production militante est dispersée tout à travers la capitale. A travers l'étude d'une soixantaine de tracts antifranquistes, nous souhaitons tracer les lignes de jonction et de rupture qui

délimitent l'appréhension politique des événements de Burgos. Derrière la solidarité de circonstance à l'égard des accusés, des fractures persistantes agitent le paysage politique français. Du positionnement à l'égard des mouvements indépendantistes basques, aux contestations antifascistes, en passant par la question de la lutte armée, les positions des formations politiques, syndicales et populaires sont traversées par de réelles différences concernant la question de l'antifranquisme. Ce questionnement initial fut l'occasion de saisir la grande diversité des perceptions françaises à l'égard des problématiques basques et des questions révolutionnaires. Enfin, cette recherche appelle à reconsidérer l'objet-tract comme une source légitime à la compréhension des mécanismes politiques du milieu militant des années 1970. Objet de communication, de revendication et de manifestation, le tract acquiert une fonction active qui détermine une unité politique. Il peut paraître anodin de s'intéresser à un objet ayant envahi les rues à tel point qu'il vienne à « s'invisibiliser », mais c'est précisément la discrétion qui l'entoure qui suscite de telles interrogations. Derrière un tract se cache toujours un anonyme, militant convaincu et investi de son rôle médiateur, qui sacrifie son autorité à la faveur d'une voix collective. La volatilité du tract pose au chercheur de réelles difficultés pour reconstituer le cheminement tortueux qui s'étend depuis sa rédaction jusqu'à son récepteur, passant par diverses étapes de reproduction et de distributions. Car pour exister, le tract doit survivre à deux écueils : il doit susciter une convergence des positions politiques et déboucher sur une action réelle. Il a fallu reconsidérer l'objet d'étude comme une porte d'entrée pour comprendre un fait manifestant, borné à une temporalité courte et d'une étonnante densité pour y plonger un regard critique. Ainsi fut-il nécessaire d'accepter les difficultés à reconstituer le parcours tumultueux de ces documents : intimement liés à l'évènement, ces objets éphémères sont condamnés à une disparition rapide et dans cette perspective, il est bien souvent difficile de restituer leur mémoire, autrement qu'avec grande partialité. Notre étude voudra répondre à cette exigence en relevant, à travers le patrimoine documentaire de la BDIC, la proximité des luttes spirituelles et militantes qui ont unit les militants antifranquistes au peuple d'Espagne.

***Dans quelle mesure les tracts antifranquistes produits lors du procès de Burgos se partagent-ils entre propagande et information?***

***En quoi se sont-ils illustrés comme un vecteur d'action indispensables pour les mobilisations de solidarités ?***

***Ce discours de crise a-t-il eu un impact déterminant sur l'émergence d'une unité manifestante malgré la persistance de fractures politiques et idéologiques ?***

## PARTIE 1 : PRÉSENTATION MATÉRIELLE D'UN CORPUS DE TRACTS ANTIFRANQUISTES

---

### 1. ÉLÉMENTS POUR UNE ANALYSE MATÉRIELLE : ENTRE PRÉCAUTION ET CRITIQUE

Notre corpus est composé de 64 tracts reconstitués à partir de centres d'archives dont nous n'avons pu proposer un recensement exhaustif. Limité par un document que la nature destine rarement à la conservation, l'archivage des tracts se passe le plus souvent d'un travail détaillé et pointilleux dans sa description. Les archives de la police ont fourni à ce corpus un bataillon conséquent d'objets dignes d'étude. Accompagnés souvent d'un rapport rédigé sur le vif – le jour même ou le lendemain de sa réception – les tracts constituent une source insuffisamment exploitée au regard d'autres documents d'archives. Comme le souligne Patrick Champagne, « L'historien doit le plus souvent se satisfaire de témoignages incertains, intéressés et contradictoires (rapports de police, comptes-rendus d'une presse peu professionnelle et soumise à la censure politique, mémoires de particulier...). Néanmoins, l'accès et la quantité des documents disponibles n'a cessé de croître, autorisant désormais l'historien à de plus précises analyses des manifestations de rue mais également de toutes les implications politiques qu'elles engendrent. »<sup>1</sup>. L'espace de cet objet politique est non seulement multiple mais sans cesse à réinventer. On le distribue de main à main, individuellement, avec une attention, un regard, une parole souvent identiques certes, mais scellant un échange tacite entre le distributeur et le récepteur. Peu importe qu'il y jette un coup d'œil évasif ou qu'il s'efforce de lire attentivement le document, le fait d'être récepteur de l'objet ne suppose pas qu'il le soit du message. Seule une lecture hâtive détermine le sort qu'il réserve à l'objet, sacrifié sur un trottoir, jeté en boule dans une poubelle avoisinante ou méthodiquement plié et conservé dans sa poche pour relecture. Aussi anodin soit-il, le tract agit comme un *signal* sur son récepteur. Dans leur ensemble, les documents retrouvés n'ont pas de singularité graphique ou matérielle susceptibles de les distinguer des pratiques habituelles dans la production de tracts. Il s'agit d'une collection de tracts éparpillée et originale qui jusqu'à maintenant n'a fait l'objet d'aucune étude spécifique. Les tracts sont utilisés par les chercheurs plus pour leur qualité illustrative que pour leur fonction explicative, menant inévitablement à une dévalorisation d'une source historique non-négligeable. On leur préfère l'esthétique visuelle des affiches et des banderoles<sup>2</sup> ou la densité textuelle des brochures et journaux militants. Un oubli regrettable frappe le tract et le relègue bien bas dans cette hiérarchie des sources. C'est à cette injustice que nous avons souhaité apporter quelque réponse, aussi modeste soit-elle, par l'étude d'un corpus de tracts produits sur une courte période entre le mois de novembre et décembre 1970 à Paris. Cette extrême concentration offre l'avantage d'une lecture comparative entre ces écrits éphémères. Devant les innombrables difficultés que nous avons pu rencontrer, notamment dans l'identification de leurs auteurs, il est apparu nécessaire de concentrer notre attention sur les modalités discursives de cette source documentaire.

<sup>1</sup> CHAMPAGNE, Patrick, *La manifestation comme action symbolique*, p. 334

<sup>2</sup> ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, ARTIÈRES Philippe, « La Banderole. Histoire d'un objet politique », Éditions Autrement, coll. « Leçons de choses », 2013, 156 p. », *Clio*, 2/2014 (n° 40), p. 285-287. <http://www.cairn.info/revue-clio-femmes-genre-histoire-2014-2-page-285.htm>

## 2. FONDS D'ARCHIVES ET PARCOURS DE RECHERCHE : UN OBJET FUYANT

En ce qui concerne les tracts retrouvés, il apparaît une très grande diversité des supports et des formes typographiques employées (encre de couleur, titres manuscrits ou imprimés). Une première distinction est immédiatement visible entre les tracts produits par les mouvements lycéens ou universitaires, rudimentaires et pour la plupart ronéotés, avec les tracts des partis et groupes traditionnels, bien plus riches, soignés, parfois illustrés. Pour ce qui est des documents retrouvés dans les archives de la Préfecture de Police, des rapports de police accompagnant les tracts mentionnent de nombreuses informations liées au contexte de distribution, parfois même de production : lieu, date, identité du distributeur, durée de distribution, parfois le volume du tirage. Même partielles et très conventionnées, ces informations contextuelles apportent un des éléments essentiels dans la lecture des tracts. A ces informations recueillies le jour même, ou rédigées le lendemain, on peut accorder une certaine fidélité à la réalité des faits : les forces de police sont, quelle que soit la situation, présentes sur les lieux ou au contact des témoins directs. Elles offrent également un témoignage sur les méthodes de distribution employées par les militants : distribués à la main ou lancés à la volée parmi les foules, les méthodes divergent selon le contexte. Ainsi, certains groupes d'étudiants ou militants du Secours Rouge produisent volontairement des tracts d'un format réduit et d'une présentation sommaire, pour inonder les rues et les foules passantes de leur message. Les informations concernant le tirage sont plus rares mais témoignent elles-aussi d'une forte disparité entre mouvements étudiants et de plus puissantes structures politiques ou syndicales : le tract<sup>3</sup> du Secours rouge, signé par l'ETA, est édité à 200000 exemplaires. Le tract, un contre-pouvoir au service d'une expression politique décentrée et informelle : Madeleine Barnoud, conservatrice à la Bibliothèque Nationale de France, le tract se présente comme un "contre-pouvoir"<sup>4</sup>. Le tract combat souvent par le rire, l'humour et le pastiche étant alors des outils de la subversion, ce que l'on peut déceler déjà dans ces parodies de slogans politiques. Vecteur d'un message engagé, le tract antifranquiste est cependant empreint d'une plus grande fermeté, voire d'une certaine violence. Il est dès lors difficile de distinguer ce qui tient de l'information et ce qui s'apparente à de la propagande.

## 3. OBSTACLES À LA RECHERCHE : DISPERSION DES FONDS ET DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX SOURCES

Présents sous deux formes, les tracts récoltés par la Préfecture de police font automatiquement l'objet d'une description des conditions et du contexte de la distribution du tract. Sont contenues dans le document préliminaire, les nom et nature de l'organisme correspondant, la date et le lieu de distribution et surtout l'intention qui émane du tract. Car les tracts ne contiennent pas toujours d'invitation à manifester, quand ils ne contiennent parfois aucune proposition

<sup>3</sup> Tract du secours Rouge – ETA « Halte aux crimes franquistes », distribué à partir du 27 novembre 1970

<sup>4</sup> Barnoud, Madeleine. « Littérature éphémère et sources de l'histoire ». Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 1996, n° 3, p. 26-29. Disponible en ligne : <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1996-03-0026-005>>. ISSN 1292-8399.

## PARTIE 1 : PRÉSENTATION MATÉRIELLE D'UN CORPUS DE TRACTS ANTIFRANQUISTES

d'action concrète. Enfin, aux côtés du descriptif de tract, la plupart des dossiers contiennent un exemplaire du tract ou une retranscription imprimée à la machine du texte. Les archives de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine adoptent assez rarement de classification précise pour les tracts fondée sur des aspects matériels. Aussi sont-ils des documents le plus souvent dispersés parmi les archives concernant les luttes antifranquistes en France et en Espagne. Seule une pochette spécifique rassemble une vingtaine de tracts antifranquistes entre 1969 et 1974 dont une dizaine en lien direct avec le procès de Burgos. En guise de conclusion, Valérie Tesnière soutient que la politique archivistique de la BDIC doit répondre avant tout à un impératif international qui parvienne à tisser ou raffermir les relations entre des histoires nationales ou populaires différentes :

"À ce titre, la diversification des sources archivistiques qu'il s'agisse de la presse ou de l'image, est indispensable, tout autant que la mise en place d'une exploitation différente, à savoir la conception d'un thésaurus sous tendu par l'expérience du front et par l'action politique du temps de paix et prenant appui sur les sources les plus variées. La documentation devient en quelque sorte une science fondée sur l'expérience, avec ses propres techniques ; la bibliothèque spéciale devient un laboratoire à l'appui d'un champ de recherche en cours de définition, les relations internationales."

Parmi les autres productions, le recours aux documents iconographiques<sup>5</sup> affiches, autocollants, photographies destinées à une même diffusion, même si les canaux peuvent changer. Les tracts conservés à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine sont le plus souvent mêlés à un large champ documentaire où se rassemblent affiches, prospectus, bulletins d'information, journaux militants. Initialement consacrée à l'archivage des sources ayant trait à la Première guerre mondiale, la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine a élargi ses champs de recherche à l'histoire de l'immigration et des mouvements sociaux français et étrangers. Elle a recueilli le fichier manuscrit des articles du *Monde*, ou pour ce qui concerne les archives iconographiques, une collection importante des photographies d'Elie Kagan de manifestations, grèves ou mouvements sociaux. L'image fixe ou animée vient en complément de cette histoire transversale. Comme le souligne Michelle Zancarini-Fournel, dans *Le moment mai 68*, " dans l'histoire du temps présent, les images ont pris une place considérable ". Une documentation iconographique très fournie se rapporte aux manifestations antifranquistes, des affiches, une poignée de photographies et quelques documents télévisuels constituent de "puissants supports de mémoire ". Néanmoins, les images des manifestations antifranquistes n'ont pas acquis la notoriété que d'autres manifestations : de nombreuses sources ont disparues et il est difficile de reconstituer une histoire partielle des manifestations antifranquistes.<sup>6</sup> Le projet éditorial de la BDIC s'est accompagné de deux publications essentielles autant à la valorisation de ses collections qu'à la reconstitution d'une mémoire des luttes. Mis à part les fonds d'archives extrêmement volumineux des tracts de Mai 68<sup>7</sup>, il n'existe pas de projet de collecte ou d'archivage comparable en ce qui concerne d'autres mouvements sociaux durant les années 1970.

<sup>5</sup> Nous entendons par production iconographique l'ensemble hétérogène de tracts, de livrets, d'affiches ou des banderoles qui ont inondé les manifestations antifranquistes parisiennes. Cette étude ne prétend pas à une recherche exhaustive des sources documentaires liées de près aux manifestations, une grande partie de ces publications étant par nature éphémère, mais se fonde sur les collections d'archives de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC).

<sup>6</sup> Nous entendons par production iconographique l'ensemble hétérogène de tracts, de livrets, d'affiches ou des banderoles qui ont inondé les manifestations antifranquistes parisiennes. Cette étude ne prétend pas à une recherche exhaustive des sources documentaires liées de près aux manifestations, une grande partie de ces publications étant par nature éphémère, mais se fonde sur les collections d'archives de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC).

<sup>7</sup> Sur mai 68, un gros versement a eu lieu par une association, Mémoires de 68, fondée en 1989. L'ouvrage Mai 68. Guide des sources d'une histoire à faire.

Dès 1968, de nombreux tracts invitent à la solidarité envers les victimes de la répression franquiste.<sup>8</sup> Durant plus d'un mois, des actions se multiplient en leur faveur, alternant entre manifestations et rassemblements de soutien. Les différences politiques et spirituelles des groupes militants est révélatrice d'une très grande hétérogénéité de l'antifranquisme des années 1960-70. Une union de circonstance rapproche les tenants d'une extrême-gauche antifranquiste et des démocrates catholiques : le 15 février, une trentaine de fidèles se réunit dans l'historique Église espagnole de la rue de la Pompe dans le riche quartier du 16ème arrondissement pour une veille de prières et de communion. Le lendemain en fin d'après-midi, de jeunes militants communistes paraissent sur l'étroit parvis pour distribuer des tracts alertant de la répression de l'État franquiste.<sup>9</sup> Le contraste saisissant entre les groupes manifestants illustre la désunion réelle dans les modes d'action à adopter : la communion pieuse des manifestants catholiques<sup>10</sup> semble peu conciliable avec les revendications criantes d'une jeunesse plus radicale. Néanmoins, même s'ils demeurent peu visibles dans les manifestations qui surviennent l'année suivante, l'expression d'un mécontentement parmi les milieux catholiques est le résultat d'une lassitude voire d'une franche opposition au régime franquiste, dont l'inertie et le retard politique affligent la communauté espagnole. Même fréquentée par de nombreux proches du régime en exil, l'église compte aussi des fidèles d'origine populaire et parfois sensibles aux échos antifranquistes. Même épisodiques, les solidarités à l'égard des résistances espagnoles sont constantes en France durant ces années contestataires jusqu'à la mort de Franco en novembre 1975. Elles saisissent l'occasion des grands procès comme des instantanés d'une dictature instituée pour mobiliser une opposition conséquente. Le cas espagnol est quelque peu passé sous silence durant la fin de l'année 1969 : malgré des articles réguliers dans la presse d'extrême-gauche, aucune mobilisation d'envergure n'a lieu jusqu'au procès de Burgos et les manifestations qui s'en suivirent.<sup>11</sup>

Ce corpus constitue un ensemble riche de données lexicales et discursives sur la parole politique ou militante. La multiplicité des formes que peut prendre le tract (éphémères électoraux, tracts militants, appels à manifestations, satires et caricatures...) induit une richesse documentaire considérable pour l'historien mais avant tout pour l'archiviste.<sup>12</sup> Bien que le tract soit un document public, sa consultation peut être rendue difficile dès lors qu'il est lié à des archives privées

<sup>8</sup>"Le Fascisme renaît en Europe". Le Comité d'Action Ouvriers-Étudiants fait distribuer un tract dans le quartier Latin, le 27 janvier 1969. Le lendemain, un tract est distribué à la faculté d'Assas contre la « répression qui s'exerce en Espagne » et l'état d'exception en Pays Basque espagnol. La solidarité passe par une critique de la coopération entre le général Franco et le général De Gaulle à travers la politique répressive contre les réfugiés. Le Comité d'action Travailleurs-Étudiants s'aligne sur le même constat d'une connivence entre les deux gouvernants dans un tract au titre suivant "Le régime gaulliste est parent du franquisme".

<sup>9</sup>A 18h30, de jeunes gens engagent une distribution de tracts intitulés "Halte à la répression de l'État franquiste!". Signé par Action Syndicale du Travail, par le Groupe d'Émigrants Révolutionnaires, par l'Action communiste, par la Jeunesse Communiste Ibérique (POUM), les Groupements Anarchistes, le Cercle d'Étudiants Populaires, le Mouvement Communiste Marxiste-Léniniste d'Espagne invitant à la participation à la semaine d'action contre la répression franquiste du 21 au 28 février.

<sup>10</sup>Il n'est pas difficile de souligner le contraste entre l'injonction et ce titre interminable du tract diffusé par les fidèles « Un groupe de chrétiens ont occupé l'Église espagnole de la rue de la Pompe de samedi soir au dimanche soir. ».

<sup>11</sup>Aucun tract n'est retrouvé dans les archives de la police entre mai et septembre 1969, preuve d'un essoufflement des solidarités avec le pouvoir en question.

<sup>12</sup> GAULTIER-VOITURIEZ Odile, « Archelec, les archives électORALES de la Vème République, du papier au numérique », Histoire@Politique, 3/2016 (n°30), p. 213-220

## PARTIE 1 : PRÉSENTATION MATÉRIELLE D'UN CORPUS DE TRACTS ANTIFRANQUISTES

récentes. L'accès aux sources, dont la date est inférieure à 50 ans<sup>13</sup>, ne sont communicables que sous dérogation en respect au droit à la vie privée. Or de nombreux rapports de police sur les manifestations sont nominatifs et donc difficilement accessibles : les compte-rendus de manifestation font régulièrement mention de leurs auteurs, comportant signature et matricule des agents de police ou plus fréquemment des agents des renseignements généraux. Par chance, nombreux sont les centres d'archives à rassembler ce type de document et facilitent grandement leur consultation. Ainsi, les archives de la Préfecture de Police conservent un exemplaire de chaque tract ayant fait l'objet d'un procès-verbal<sup>14</sup>.

Dans un article spécialisé, Odile Gaultier-Voituriez souligne les difficultés entourant la conservation et la transmission des fonds documentaires d'éphémères. Malgré le dépassement de la protection de la vie privée, il demeure de nombreux obstacles à la diffusion et une « distorsion » entre l'archive papier et l'archive numérique.<sup>15</sup> « Une masse considérable de documents électoraux a été rassemblée, mêlant matériel de propagande éphémère – tracts, professions de foi officielles et bulletin de vote par élection – mais aussi affiches, discours, dossiers de candidats, documents officiels numéros de périodiques et résultats communiqués par la presse. »<sup>16</sup>. L'objet tract se retrouve submergé au sein d'une masse documentaire abondantes, dont le résultat ne peut que lui être défavorable. En concurrence avec les affiches aux qualités graphiques plus immédiate et aux effets plus spectaculaires, le tract souffre de quelque désaveu parmi ce champ documentaire. Contrairement à ces documents, l'absence d'une autorité entraîne un certain désintérêt des collectionneurs et des chercheurs. Obtenus par le biais de dons personnels spontanés ou plus souvent provoqués, les tracts échappent presque toujours au circuit éditorial<sup>17</sup> : « ils ne font pas l'objet de publications officielles et ne relèvent pas du dépôt légal ». Ce matériau demande un réel travail de collecte volontaire : « Les éphémères n'ont pas l'obligation de dépôt légal, même si le service des recueils de la Bibliothèque nationale de France en reçoit un certain nombre en don. ».

Il est souvent difficile de retracer le parcours de ces tracts en raison d'une absence régulière d'indication géographique. Rares sont les documents sur lesquels sont inscrits l'imprimerie ainsi que les conditions de production. Les tracts maoïstes, libertaires et divers autres documents isolés, sont dénués de ce genre d'informations. Souvent l'œuvre de militants isolés ou de groupes non-domiciliés, ces tracts surprennent par le rejet de toute autorité : absence d'un auteur, de sigles ou de toutes autres informations. Les imprimés éphémères s'inscrivent dans le panorama plus large du non-livre, en tant qu'ils n'ont pas d'unité intellectuelle et qu'ils échappent au circuit éditorial<sup>18</sup>. La valeur du

<sup>13</sup> Archives de France, Les délais de communicabilité des archives : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/static/5610>

<sup>14</sup> Selon les aléas de la conservation, on retrouve certains tracts orphelins de leur procès-verbal et pour certains procès-verbal dégrafés, on constate une absence des tracts référents. Dans de rares cas, certains tracts possèdent plusieurs exemplaires dispersés parmi les dossiers d'archives. En l'absence de procès-verbal, on peut toutefois supposer que le même tract a été distribué en plusieurs lieux ou à des dates différentes.

<sup>15</sup> « La mise à disposition de sources numérisées sur le web implique différentes législations : droit d'auteur, droit à l'image, droit à l'oubli et données personnelles. [...] Les documents d'information, relevant du droit d'auteur, regroupent les tracts (œuvres complexes), les affiches (œuvres graphiques) et les discours transcrits (œuvres dérivées).

<sup>16</sup> Odile Gaultier-Voituriez est responsable du centre de documentation du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), de la documentation, des archives et de l'édition scientifique. Elle s'est employée à la numérisation et à la mise en place d'une interface pour rendre accessibles près de 10000 éphémères électoraux, intitulé « Archelec ».

<sup>17</sup> Certains documents font exception à l'idée couramment admise que le tract est un document marginal, extérieur à toute régulation, exclu de tout circuit éditorial. Certains tracts ou bulletin sont délibérément adjoints en annexe de journaux militants. Le journal *Rouge*, organe de la Ligue Communiste relaie à deux reprises des tracts antifranquistes durant cette période à destination de ses militants dans le but de faciliter leur reproduction en province.

<sup>18</sup> les « aléas » de l'imprimerie, selon son élégante formulation : cartons, émissions, épreuves et tout le matériel d'accompagnement d'une publication, le paratexte : prospectus, bulletin de souscription, papiers de couverture, ex-libris, étiquettes... »

tract tient en partie à sa fragilité, même si toute valeur est en soi grandement relative.<sup>19</sup> La pluralité des définitions confirme l'étendue matérielle et symbolique de l'objet-tract : sa qualité orale prime pour la Library Association, tandis que l'historien Alain Clinton lui préfère l'argument éditorial, fondé sur un double rapport de gratuité et de diversion<sup>20</sup>. Si toute tentative de définition demeure infructueuse, il lui faut revenir à sa qualité première, fondée sur un rapport au temps fugace et incertain. Non que l'éphémère n'ait pas su résister aux épreuves du temps, mais qu'il se définit par une non-résistance au temps. Dépendant de l'évènement, le contexte du message est sa raison d'être. Si en France, la diffusion de tracts se libère de ses chaînes, au même titre que toute la production imprimée, dès les lois de 1881 sur la liberté de la presse. Ces situations outre-atlantiques ne sont comparables qu'avec la situation de l'Espagne franquiste sous laquelle l'écrit est étroitement contrôlé par le régime dictatorial.

#### 4. POUR UNE REVALORISATION DU TRACT : AU SERVICE D'UNE MÉMOIRE DE L'ÉPHÉMÈRE

*« Écrits de la propagande noire, grise ou blanche, les tracts ont fabriqué l'histoire : ils sont pour ainsi dire les plus fidèles miroirs du passé. »*

Zvonimir NOVAK<sup>21</sup>, *Agit-tracts*

Du tract à l'affiche, de la banderole aux drapeaux, les documents qui avoisinent les manifestations constituent de précieux éléments d'analyse. Ils sont autant de traces d'un moment éphémère où les foules se rassemblent avec l'intention de se constituer de manière homogène, derrière des revendications partagées ou consenties. L'étude de cette documentation doit permettre de reconstituer la phase de préparation, les échanges multiples entre militants, associations, partis ou syndicats en amont de la manifestation : travail des relations publiques avec la presse, travail de mobilisation des groupes sociaux, organisation du service d'ordre, détermination des slogans, choix de l'ordonnancement du cortège. Le tract est autant une survivance qu'un dénominateur commun aux manifestations. Support privilégié des démonstrations de rue, il s'inscrit dans une démarche de mise en communication des mouvements de corps, comme complément et comme support. Il participe à la constitution d'une imagerie commune, où les représentations symboliques et les discours d'actions fermentent ensemble au sein d'un même document. Le tract s'installe comme un élément incontournable au sein de l'espace manifestant comme le souligne Michèle Jacob-Hermès :

" La période de Mai 68 signe l'apogée du genre : le caractère revendicatif et insurrectionnel de la « littérature » de rue » que constitue le tract, sa capacité

<sup>19</sup> « Pour John PEMBERTON, les éphémères sont « des documents produits en relation avec un évènement particulier et qui ne sont pas destinés à survivre à la circonstance de leur message. [...] Si les éphémères sont mal conservés par les institutions, c'est parce qu'ils sont mal pensés. »

<sup>20</sup> CLINTON Alain, *Printed ephemera. Collection, organisation and access*, London, Clive Bingley, 1981, p. 15

<sup>21</sup> NOVAK, Zvonimir, *Agit-tracts, Un siècle d'actions politiques et militaires*, Paris, L'Échappée, 2015, 352 p.

## PARTIE 1 : PRÉSENTATION MATÉRIELLE D'UN CORPUS DE TRACTS ANTIFRANQUISTES

à contrer la presse, y compris la télévision naissante, considérées comme aux ordres du pouvoir gaulliste et de son Ministère de l'Information, sont au zénith. " <sup>22</sup>

Pour saisir le tract, il faut comprendre sa matérialité et ses implications contextuelles. Objet anodin, recouvert par un usage devenu inconscient, le tract est avant tout le support d'un *échange*. Par sa forme et son message, il transmet autant d'idées que de symboles proches d'un environnement des luttes. Le tract se définit au sens le plus large comme une feuille imprimée qu'on distribue ou qu'on affiche, pour diffuser une information (parfois interdite et clandestine) de nature politique. <sup>23</sup> « Le mot tract est issu du latin « tractatus » <sup>24</sup> (qui a donné « traité » en français), coupé en deux pour produire un effet sonore éclatant empli de significations. A l'oreille, il exprime tout autant l'idée de concision que celle de virulence voire de fugacité ». Le terme tract tarde à conquérir une assise lexicale : ce n'est qu'en 1968 que le terme acquiert une dimension politique qui jusqu'alors lui faisait défaut. ». Il faut saisir cet objet à travers un détour par la sociologie des imprimés. Une première distinction spécifie la place du texte par rapport à l'objet imprimé auquel il est irréductible. « En tant que produit, l'imprimé suit une trajectoire pour rejoindre les lecteurs. Une fois confectionné, il transite dans des circuits de distribution pour atteindre des lecteurs, attendus ou inédits, sans induire nécessairement de leur part un mode de lecture. » <sup>25</sup>. L'objet-volant ou objet-vaillant, se confronte à la réalité d'un parcours difficilement traçable. L'inédit, la surprise est qu'il traverse les âges pour nous parvenir malgré le chemin tortueux de l'histoire. Au-delà de ces conditions matérielles initiales, le tract n'en reste pas moins un moyen éphémère et irrégulier de communication. Le tract s'apparente à une publication de circonstance, suspendue à l'événement qui lui donne sa raison d'être, et voué à une disparition rapide pour des raisons matérielles et contextuelles. Document fébrile, exposé aux conditions de sa diffusion, en plein air, de main en main, il se substitue parfois au mot d'ordre, à l'appel. Ajoutons à cette fragilité, sa volonté de toucher un public immédiat, et par cette occasion de sceller un lien symbolique où chaque participant accède à une revendication partagée.

<sup>22</sup> JACOBS-HERMÈS Michèle, Quand les tracts racontent notre histoire politique, 04 fév 2016  
<http://information.tv5monde.com/info/quand-les-tracts-racontent-notre-histoire-politique-85879>

<sup>23</sup> Selon la définition du Grand Robert dans son édition de 1988.

<sup>24</sup> LOYER Emmanuelle, *Mai 68 dans le texte*, Éditions Complexe, 2008, p. 16

<sup>25</sup> BLANCHARD Arnaud, « Le monde jéhoviste des imprimés », Archives de sciences sociales des religions, 134 | avril - juin 2006, mis en ligne le 11 juillet 2009, consulté le 07 avril 2017. disponible en ligne : <http://assr.revues.org/3396>

## **PARTIE 2 : LE TRACT OU LA TRACE DE ÉPHÉMÈRE : UN DISCOURS D’ACTION AU CŒUR DES SOLIDARITÉS AVEC LES ACCUSÉS DE BURGOS**

### **1. LE TRACT À LA CROISÉE DE L’ORAL ET DE L’INSCRIT : UNE VOIX QUI PORTE L’ESPOIR AU-DELÀ DES PYRÉNÉES**

« *Tout discours opère toujours une reconstruction du passé, consciente ou inconsciente, à l’aune du présent.* »<sup>26</sup>

Florence Joshua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l’engagement*

Le tract est avant tout l’objet d’une parole orale, ou tout du moins, oralisée. Dans son étude<sup>27</sup>, Michel Demonet interroge le tract en tant que recours face à la disparition de la voix et l’absence d’aucun support à la parole manifestante. « A défaut du document oral introuvable, nous avons choisi un objet écrit à diffusion populaire. ». Ce choix répond plus à des raisons méthodologiques qu’à un projet scientifique dédié au tract dans toute sa spécificité, quand bien même la nouveauté de l’objet laisse une étendue vierge de connaissance à conquérir. Contrairement à l’oral, la trace écrite est émise dans des situations unilatérales : l’émetteur est seul et le destinataire n’a que l’être d’une représentation. L’écrit non-individuel donne la parole aux groupes ou du moins y prétend. La parole du tract ressemble fort à une voix jetée à travers champ dans le vide et l’inhabité : là où le tract est diffusé, la voix s’effeuille parmi les foules et les masses. Son récepteur est insoupçonné, inconnu ou indéfini : le tract prétend naturellement procéder à une forme de connivence avec son lecteur. Nous aurons l’occasion de revenir sur les fonctions communicatives du tract : la singularité du tract est qu’il se déploie aux frontières du discours et du support. Pour dire autrement, le tract est un canal singulier de communication entretenant des codes linguistiques bien définis.

Nous avons fait le choix de conserver cette définition qui permet de limiter un corpus déjà très dense. « une feuille volante, de format maximum 21x27 double, imprimée ou ronéotypée, à diffusion publique et gratuite ». Aussi dérisoire qu’elle puisse paraître, cette définition recouvre une immensité de formes et de formats différents. Néanmoins, durant les années 60, on constate une véritable *standardisation* de l’objet-tract. Objet de pouvoir et d’influence, dont l’usage est dominé par des pratiques politiques et syndicales, on lui sacrifie ses qualités esthétiques au profit d’une communication efficace, dont la sobriété rime bien souvent avec une certaine fadeur. Le texte recouvre le document aux dépens des images et dessins. Quelques exceptions peuvent trancher avec un objet déjà fort conventionné (titre manuscrit)<sup>28</sup>. Les différences les plus difficiles à saisir concernent les méthodes de reproduction typographique : ronéotype, duplicateur à

<sup>26</sup> JOHSUA Florence, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l’engagement*, Paris, La Découverte, coll. « SH / Laboratoire des sciences sociales », 2015, 324 p.

<sup>27</sup> DEMONET Michel, *Des tracts en mai 68 : mesures de vocabulaire et de contenu*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Armand Colin, 1975, p. 16

<sup>28</sup>L’aspect artisanal de la plupart de tracts de Mai 68 se prolonge durant toute la décennie. Novak Zvonimir prétend avoir dépouillé près de 100000 tracts provenant de ces années contestataires et n’avoir découvert qu’une infime minorité qui se distingue du format conventionnel, dactylographié et monochrome, à peine plus de quelques centaines.

alcool, impression offset ou litho, tract imprimé. Dans ce dernier cas, M. Demonet souligne qu'il est bien souvent le privilège des partis, qui possèdent l'infrastructure matérielle faisant défaut aux groupuscules ». Ce moyen d'impression permet les très gros tirages (plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires). On les trouve, au moment de 68, au PSU (formats et typographies diverses), et au PCF (tracts imprimés sur papier journal, parfois en deux couleurs).

Le tract et son discours privilégient une fonction *conative* (c'est-à-dire centrée sur le destinataire du message) à la fonction *émettrice* (centrée sur l'émetteur du message). Elles lui associent également une fonction expressive tendant à influencer sur l'émotivité de son lecteur. Mais sa finalité réside dans sa fonction *performative*, c'est à dire dans sa capacité à stimuler une action à travers le discours : appel à manifestation, déclencheur d'action... Le scripteur<sup>29</sup> du tract ne peut se confondre avec l'émetteur : le premier est considéré comme le rédacteur du tract, celui qui rédige le texte tandis que le second se positionne comme l'autorité responsable de la production du tract. En ce sens, l'émetteur prime sur le scripteur pour plusieurs raisons : il est rare que le texte soit le produit d'un individu seul et isolé dont l'intention et le résultat de sa production lui sont associés. En second lieu, le tract n'a que plus de puissance lorsqu'il représente une communauté d'individus aux convictions partagées : si le tract revêt une ambition fédératrice, il va de soi qu'il est souvent le résultat d'un collectif. Comment saisir l'identité de l'émetteur si sa propre fonction est minorée ? Qu'il soit le fait d'un militant autonome ou même d'un sympathisant actif, le discours témoigne nécessairement de points communs : tout groupe politique ou social connaît des phénomènes d'homogénéisation dont le discours est autant le témoin qu'une réelle cause. Le tract écrit échappe à l'espace institutionnel au sein duquel s'épanouit une littérature, étroitement indexé par des systèmes de catalogage. Pourtant, il adopte rarement la posture d'anonymat que l'on serait tenté de lui prêter et dont il pourrait faire un atout. Les tracts de Burgos effectuent une sorte de dédoublement, en s'adressant à un public bilingue, et en optant pour des stratégies différentes lorsqu'ils s'adressent à l'un ou l'autre. Le tract échappe par la même occasion à toute valeur littéraire, relégué au niveau secondaire d'un écrit mineur. Par son discours empreint des stéréotypes, abondant de répétitions et de maladresses, le tract sacrifie la finesse d'écriture et la richesse du propos au profit d'une lecture immédiate voire instantanée.<sup>30</sup>

« En ce qui concerne le tract, producteur et diffuseur sont la plupart du temps confondus dans le rôle unique du militant. ». Ajoutons à la définition du « producteur » une distinction entre l'auteur et le concepteur du tract. Avant de concevoir la forme et le message qui composent l'objet, l'auteur manifeste une intention communicatrice, partagée entre les différents membres du groupe de soutien. Durant cette phase de maturation intellectuelle, les rôles de chaque acteur d'un groupe peuvent se confondre dans une phase de rédaction. De son côté, le concepteur du tract peut se distinguer entièrement du producteur, qui associe l'intention rédactionnelle avec la supervision matérielle.<sup>31</sup> Il appose souvent un signe de reconnaissance ou un logo susceptible d'identifier plus rapidement encore l'identité du document. On parle de logotype<sup>32</sup>

<sup>29</sup>Le scripteur, c'est-à-dire l'individu ou le collectif qui rédige les tracts au sein du groupe. Or nous ne savons rien de l'identité des scripteurs, nous ne savons pas s'ils avaient été stables au sein d'une organisation donnée, ni s'ils s'étaient socialement et culturellement homogènes entre les différentes organisations différentes, ni si leurs textes avaient été relus collectivement et avaient reçu l'aval complet du groupe. ».

<sup>30</sup> BOTREL Jean-François, « Pour les éphémères, des nomenclatures sans frontières ? », Fabula / Les colloques, Les éphémères, un patrimoine à construire, disponible en ligne : <http://www.fabula.org/colloques/document2941.php>, page consultée le 07 avril 2017.

<sup>31</sup> Le tract est le produit d'une « individualité collective ».

<sup>32</sup> Du grec logos (« parole, discours ») et tupos (frappe formant une empreinte de monnaie).

correspond à un discours figé, d'un mot, le plus souvent un nom servant à désigner un groupe. S'il est le plus souvent associé au discours commercial, on le retrouve dans la propagande politique et militante. Comme ornement des tracts, le logo sert à la reconnaissance immédiate d'une autorité<sup>33</sup> : « si de nombreux tracts se contentent d'une simple signature au bas, certains groupes s'efforcent de fournir une image de marque, en imposant l'idée d'une permanence et d'une régularité à travers ce moyen éphémère et irrégulier de communication. ».

Quel est ce public anonyme et indéfini (voire indéfinissable) qui est suggéré à travers le tract ? Nous avons préféré garder floue cette variable non que le tract ne vise aucun public précis dès lors qu'il ne l'évoque pas, mais surtout, il soutient l'existence d'un public feint ou supposé. A défaut donc de pouvoir cerner clairement ce destinataire, nous évoquerons cet imaginaire que se partagent les tracts de Burgos de leurs lecteurs. Tout d'abord, parmi les documents récoltés, nombreux sont rédigés en deux langues, français et espagnol. Évidemment, l'objet n'est pas de s'adresser à un public bilingue mais d'élargir au maximum le champ des lecteurs dont les intérêts peuvent converger dans ces mouvements de solidarité pour les accusés de Burgos. La recherche d'un public hispanophone ou hispanique revient à considérer les populations issues de l'immigration comme les plus sensibles au discours antifranquiste et au thème de la répression en Pays Basque (même si aucun tract n'est exclusivement rédigé en langue étrangère). D'autre part, l'initiative de rédiger un tract bilingue ne se borne pas exclusivement aux groupes de solidarité. Enfin, des tracts rédigés en langue portugaise viennent aussi apporter leur soutien aux accusés basques. Les documents exhumés reflètent donc par une relative unité de discours l'indignation générale que provoque le procès de Burgos. Les tracts participent à la production d'une information révisée à la lumière du discours révolutionnaire : en ce sens, ils font contre-poids à la propagande franquiste. Des contradictions internes viennent cependant se glisser en filigrane et ne manquent pas de rappeler les fractures entre ces partis : ce que ces mobilisations ont de collectif n'efface pas les désunions dans les formes du discours et dans l'action d'un groupe à l'autre.

## **2. LE TRACT DANS L'ACTION : POURSUITE ET RÉPRESSION DES MILITANTS-DISTRIBUTEURS**

*« Sans doute voit-on se répandre une forme d'écriture populaire et spontanée : le tract clandestin et anonyme »*

Jean-Paul Sartre, Situation II

A partir de 1968, un nouveau rapport s'instaure entre manifestations et État. "Tout cortège est politique, en ce qu'il est un facteur d'agrégation sociale, un rapport à l'espace prenant sens dans une relation à la cité, ou encore en ce qu'il implique l'existence de groupes préalablement constitués.". L'immersion d'une forme de violence avec mai 1968 ainsi que le refus de se conformer à des pratiques antérieures, à ce que la jeunesse de 68 nomme les "défilés-promenade", cortèges formalisés entre un service d'ordre prévenant toute forme de débordement. Mais également, les mouvements naissants ne rompent pas entièrement avec ces méthodes précédentes." Ainsi la manifestation, fût-elle violente, demeure

<sup>33</sup>CARMINE, Gilles, « Les imprimés commerciaux », p. 240-254 dans COMBIER Marc et PESEZ Yvette (dir.), *Encyclopédie de la chose imprimée du papier @ l'écran*, Paris, Retz/Her, 1999, 544p.

manifestation dans ce qu'elle implique de reconnaissance tacite des codes, fruits de deux siècles de relations complexes entre la rue et l'État-nation. L'éruption des passions de 1968 a quelque peu épuisé les luttes de l'année 1970. « La révolution devenant de plus en plus hypothétique, au cours des années 1970, la dimension revendicative de la contestation ne cessera ainsi de s'affirmer ». Les mouvements de solidarités avec les accusés des procès de Burgos est nourrie d'une accumulation des forces révolutionnaires et du souvenir des événements de 1968. Néanmoins, les luttes du mai international - a défaut d'être généralisées - est active dans un nombre conséquent de pays - ont autant nourri l'engagement à l'étranger, ont autant impulsé les mouvements de solidarité qu'ils les ont éclipsé. Ces nouvelles formes que prend le fait manifestant est une des raisons de l'accroissement du nombre des manifestations dans les années 70. Aussi la diversification des formes d'expression contestataires entraîne-t-elle une croissance du fait manifestant. "On peut sans grand risque d'erreur attribuer à ces manifestations la responsabilité de la croissance du nombre des démonstrations constatées dès les années 1970. Jusqu'au début des années 1970, la France demeure engagée dans des combats "globalisants", des luttes transversales qui dépassent les frontières et ne se résument à aucun critère professionnel, générationnel ou géographique. La riposte à la guerre américaine du Vietnam ou au renversement de régime de Salvador Allende par le général Pinochet sont des événements contemporains des luttes antifranquistes durant les dernières années du régime. Les années 70 voient une croissance exponentielle des manifestations. La seconde moitié de la décennie suivante est marquée par un recul des journées inter-professionnelles au profit de mouvements catégoriels, plus émiettés. On assiste à une diversification des flux manifestants. La libéralisation des usages politiques de la rue. La loi du 31 décembre 1975 réintroduit Paris dans le droit commun sans conférer au maire élu les pouvoirs de police demeurés la prérogative du préfet de police, sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

Pour reconstituer le parcours des tracts, il faut porter son attention sur les espaces du tracts, lieux d'échange où se déploie l'activité sociale des militants. Les lieux de distribution sont définis par la population qui les fréquente et par leur localisation géographique. Lieux de sociabilisation ou lieux de passage, le tract doit atteindre soit un public en grand nombre soit un public plus sensible aux revendications. Jouant sur le terreau fertile des mouvements étudiants de mai 1968, les distributeurs s'emparent régulièrement des parvis lycéens ou entrées d'université pour diffuser leurs appels à manifester. Les agents de police prêtent une attention particulière aux tracts et à leurs distributeurs, en ciblant des lieux de rencontre névralgiques, revêtant une couleur symbolique particulière ou simplement définis par une forte affluence. Dans ce processus d'appropriation politique de la rue, où la voix accompagne la main et le tract, une passation symbolique du pouvoir d'information est en jeu. Les forces policières sont souvent capables d'identifier en fonction de la couleur politique du tract et du lieu de distribution, et effectuent des contrôles réguliers des espaces de rencontre. Les distributeurs de tracts sont donc activement surveillés par la police, parfois même poursuivis par les forces de l'ordre. Dans le numéro du 14 décembre, un communiqué relève l'arrestation de militants le dimanche 6 décembre. Certes moins contraignant et répressif, l'encadrement juridique prend des formes plus diffuses qui ne sont pas sans peser sur les pratiques du tractage.<sup>34</sup> Aux formes de contrôle qu'exerce le pouvoir sur la diffusion de tracts, d'autres risques tels que la confrontation avec des opposants ou le

<sup>34</sup>CONTAMINE Jean-Gabriel, « Le tract, à quoi bon ? », *Vacarme*, 4/2008 (n° 45), p. 68-71. disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-vacarme-2008-4-page-68.htm> : « À la liberté d'expression a en effet été opposé un ensemble de principes — maintien de l'ordre et de la tranquillité publics, impératif de sécurité routière, respect du bon fonctionnement des entreprises, ou, depuis peu, sauvegarde de l'hygiène publique et de l'esthétique — au nom desquels la pratique du tractage s'est vue restreinte. [...] Plus généralement, la jurisprudence souligne l'interdiction de diffuser des tracts qui, par leurs couleurs et leurs formes, seraient peu aisément distingués de documents officiels. »

rappel à l'ordre de la police rappellent combien le tractage ne va pas de soi. Le militant incarne un engagement politique, perçant la neutralité de l'espace public par sa parole revendicative ou dénonciatrice. Nombreuses sont les critiques de la part des intellectuels engagés qui dénoncent des faits de violence à l'encontre des distributeurs de tracts. « La répression envers les organisations d'extrême-gauche et leurs militants se fait plus pressante. Elle se traduit notamment par la multiplication des interpellations de vendeurs de journaux et de diffuseurs de tracts sur la voie publique [...] »<sup>35</sup>. Parmi les procès-verbaux retrouvés, on constate certaines altercations avec des militants : lors d'une distribution isolée aux abords des usines Suresnes, un échange de coups survient entre un militant maoïste et un contremaître le 15 novembre.

Il faut souligner que la législation est muette sur un grand nombre de formes d'usages du tract écrit. Celle-ci a très peu évolué au cours du siècle dernier, laissant aux citoyens une large liberté de diffusion de cet objet politique. Aucune réglementation nationale ne constitue d'entrave sérieuse à la distribution de tracts : en dehors d'un risque de trouble à l'ordre public ou à la circulation et d'un entassement de déchets, la distribution de tracts ne doit faire l'objet d'aucune limitation. Néanmoins, les collectivités locales se saisissent régulièrement d'arrêtés municipaux pour interdire la distribution de tracts au mépris de la liberté de la presse et d'opinion. A Paris, les réglementations n'excluent pas encore de lieux spécifiques comme c'est le cas actuellement pour un grand nombre de lieux de rassemblement comme la place de l'Étoile ou de la République. Dans les années 1970, le tract s'épanouit grâce à un vide ou un manque de limitation juridique : selon les dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, tout écrit rendu public doit porter l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur. Notons que cette loi associe le distributeur de tract au « colporteur ». Cela n'empêche en aucun cas la répression des militants distributeurs par la police ou par des agents de sécurité privée<sup>36</sup> : le drame qui conduit à la mort de Pierre Overney témoigne des pressions exercées contre les militants de rue et du climat de violence recouvrant l'extrême-gauche d'après 1968.<sup>37</sup>

### **3. GENÈSE D'UN OBJET FUYANT : LA MANIFESTATION, UN ÉPHÉMÈRE MOMENT D'UNITÉ**

Il faut étudier la manifestation<sup>38</sup> comme un fait politique à part entière qui survient épisodiquement mais dont la fréquence ne cesse de croître depuis son institutionnalisation dans les années 30. Pour reprendre la définition que donne Olivier Fillieule, « une manifestation est un déplacement collectif organisé sur la voie publique aux fins de produire un effet politique par l'expression pacifique d'une opinion ou d'un rassemblement. ». Il faut prendre garde à ne pas confondre la manifestation avec d'autres formes de "démonstrations de rue telles que le

<sup>35</sup>VIRMONT Jean-Claude, « Les emprisonnements des maoïstes et la détention politique en France (1970-1971) », Criminocorpus, Justice et détention politique, le Régime spécifique de la détention politique, mis en ligne le 06 octobre 2015.

<sup>36</sup>« Chez Renault même, une police privée est créée en 1971. » dans ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *La France du Temps présent*

<sup>37</sup>Le 25 février 1972 à 14h30, le militant maoïste Pierre Overney est tué de deux coups de feu par un agent de sécurité des usines Renault-Billancourt. Sa mort conduit à une des manifestations les plus importantes rassemblant 200000 personnes et le soutien unanime de toutes les gauches françaises.

<sup>38</sup>FAVRE, Pierre, *La Manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, 1990, 392 p.

rassemblement qui est statique, la procession, qui est religieuse, ou l'attroupement, qui lui est désorganisé. Le siècle dernier suivit un long processus de *naturalisation* de la manifestation, intégrée par la société comme un moyen d'expression et d'impression politique. L'évènement manifestant est autant le miroir d'une identité politique pour l'individu qu'un espace d'intégration sociale. Si la manifestation est une composante inséparable du fonctionnement démocratique, elle se distingue néanmoins d'autres formes d'implications politiques du citoyen. En ce sens, la manifestation « se distingue de beaucoup d'autres moyens d'expression par deux séries de traits spécifiques : le fait qu'il comporte la possibilité d'une confrontation violente avec les gouvernants, garants de l'ordre public (ou plutôt avec leurs substituts) et le fait, singulier pour une action politique, que son déroulement soit par nature imprévisible ».

Pierre Favre propose d'après les éléments d'analyse à disposition, de classer les manifestations selon trois catégories : *initiatrice*, *de crise* et *routinière*.<sup>39</sup> Les manifestations de rue, analyseur des processus d'euphémisation<sup>40</sup> de la violence physique et de sophistication des mécanismes de domination symbolique. Elles sont à ce titre de plus en plus "routinisées" et possèdent toutes les apparences d'une sorte de "rituel politique", selon S. Collet<sup>41</sup>. Reconstituer le langage des manifestation (leur "rhétorique") passe par l'étude "du vocabulaire, des slogans inscrits sur les pancartes, les banderoles, les tracts et les badges. ". L'accès à l'analyse des manifestations connaît pourtant plusieurs obstacles : si la recherche dans ce domaine est aussi jeune, c'est que les sources documentaires sont à l'image de la manifestation elle-même, éphémères. Comme le souligne Pierre Favre dans son étude du *moment manifestant*, "les comptes-rendus journalistiques ou savants des manifestations ne s'arrêtent que brièvement à la manière dont celles-ci s'organisent et aux protagonistes en présence dans l'espace concret de la rue". Les acteurs volontaires ou passifs des manifestations sont nombreux : les manifestants en premier lieu, puis le service d'ordre manifestant éventuel, et une nébuleuse constituée de simples spectateurs ou de manifestants parallèles, qui détournent certains usages ou manifestent une identité distincte du groupe majoritaire. Enfin, les forces de l'ordre viennent conclure ce paysage de la manifestation. Cette répartition des différents acteurs qui investissent ce *moment manifestant*, à la fois passager et absorbant, demeure difficile à saisir dans sa complexité. Écrire une histoire de l'évènement manifestant revient à suspendre un instant par nature éphémère, sur le fil de la mémoire, aléatoirement étiré au dessus d'un gouffre d'inconnues. Qu'un groupe de personnes emplisse de leur présence souvent démonstrative un espace public, pour faire valoir le bien-fondé d'une lutte pour des millions d'hommes et femmes vivant à des centaines de kilomètres, de l'autre côté des Pyrénées, n'allait certainement pas de soi. Cette modeste étude désire ajouter quelque connaissance et reconnaissance du drame espagnol au XXème siècle. Par l'étude des représentations médiatiques des manifestations antifranquistes nous cherchons à reconstituer la mémoire de l'éphémère. La manifestation politique se définit par son immédiateté, de la naissance fulgurante à la disparition fuyante. Évènement ponctuel, la manifestation souffre de ce caractère insaisissable.

<sup>39</sup>FAVRE, Pierre, *La Manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 33

<sup>40</sup>CHAMPAGNE, Patrick, *La manifestation comme action symbolique*, p. 332

<sup>41</sup>COLLET S., « La manifestation de rue comme production culturelle militante », 1982

#### 4. LE TRACT DE BURGOS, TÉMOIN PRIVILÉGIÉ D'UN RENOUVEAU DE L'ANTIFRANQUISME EN FRANCE

Étudier ces manifestations antifranquistes suppose non seulement de revenir sur les cibles réelles de ces mouvements, c'est-à-dire des destinataires supposés ou réels de ces manifestations, et de comprendre les démarches parallèles à ce type de mouvement. Se sont-elles accompagnées de délégations, d'un dépôt de motion ou d'une tentative d'investissement physique du lieu de décision. Il s'agit ici de tenter de reconstituer non seulement le message, les enjeux mais également les ambitions réelles de ces manifestations. Symboliques, lorsqu'il s'agit de commémorer l'anniversaire de la Guerre Civile, lorsque l'objet de la manifestation concerne la libération ou la grâce d'un prisonnier dans l'œil d'une justice autoritaire. Enfin, les manifestations antifranquistes se concentrent autour des lieux de pouvoir et de symboles du régime espagnol que recouvre la capitale. Notre choix s'est porté sur la production écrite que suscite la manifestation, avant, pendant et après la manifestation. Nous avons donc fait le choix de concentrer notre attention sur les manifestations durant le procès de Burgos, période où la solidarité antifranquiste s'est exprimée avec le plus d'intensité. Jamais aucun événement politique espagnol n'avait suscité en France une telle mobilisation depuis la Guerre Civile. L'exécution<sup>42</sup> du dirigeant communiste clandestin Julian Grimau en 1963 n'avait pas suscité de telles manifestations dans la capitale, en raison d'un procès expéditif. Les manifestations antifranquistes ont leur propre réseau d'associations et de groupes politiques en exil, particulièrement structuré et ancré dans le paysage militant, elles possèdent toutefois une grande plasticité. Le défilé d'un cortège espagnol à chaque manifestation du premier mai, ou la présence visible de drapeaux républicains, basques ou catalans dans les manifestations "internationalistes" apporte la preuve de la capacité d'adaptation des militants et des structures antifranquistes ( *manifestations routinières* ). D'autre part, les manifestations antifranquistes en France, entre 1968 et 1975, sont suspendues à une logique de l'évènement immédiat et cristallisateur des tensions, comme les procès ou condamnations à mort de militants espagnols depuis le procès de Burgos en 1970 à l'exécution des militants du MIL en septembre 1975 ( *manifestation de crise* ). Enfin, il faut reconnaître à toute manifestation antifranquiste des formes *initiatrices* au sens où toutes partagent le vœu de la disparition du régime autoritaire espagnol. Elles sont à ce titre tiraillées entre la difficulté constante de susciter l'engagement de militants au-delà des milieux immigrés et le risque d'être noyées dans l'esprit de contestation généralisée qui découle de mai 68. Les militants antifranquistes ciblent donc les symboles du régime espagnol en France. Ainsi, les habitudes des distributeurs de tracts antifranquistes, et notamment lorsqu'ils sont rédigés en espagnol, se tournent vers les lieux d'arrivée des immigrés espagnols comme à la gare d'Austerlitz ou à l'Église Espagnole située rue de la Pompe dans le XVIème arrondissement, lieux privilégiés de la colonie espagnole à Paris.<sup>43</sup>

Il importe de resituer l'engagement antifranquiste au reflet de l'évolution politique et économique du régime espagnol durant les années 60. La relative ouverture de la politique franquiste dans les années 60, dans sa conception sociale

<sup>42</sup>Arrêté en novembre 1962, il est exécuté six mois plus tard, le 20 avril, après seulement deux jours de procès.

<sup>43</sup>Le Quai d'Orsay se plaint régulièrement de la propagande anarchiste et communiste auprès du Ministère de l'Intérieur.

et dans sa position diplomatique, influence sensiblement les représentations populaires en France. D'autre part, le gouvernement franquiste, désireux de soigner son image à l'étranger, s'ouvre largement au tourisme... Mais déjà peut-on entrevoir un délitement de la dictature franquiste à la fin des années 60. D'autres limites sont propres au « fait manifestant ». Par sa grande plasticité, les manifestations demeurent difficiles à évaluer. La diversité des mouvements antifranquistes, la fragmentation des forces de gauche ainsi que le caractère spontané, des manifestations antifranquistes accroît la difficulté à saisir le corpus. L'étude des manifestations antifranquistes en France suppose une étude croisée des événements d'un côté et de l'autre de la frontière franco-espagnole. Sans entrer dans le détail des relations diplomatiques bilatérales entre les deux pays, dont les manifestants n'ont pas nécessairement connaissance, l'élément déclencheur des manifestations antifranquistes peut provenir d'un événement français ou espagnol. Ainsi la mobilisation des forces engagées dans la lutte contre la dictature franquiste peut survenir à l'occasion de mobilisations ouvrières ou étudiantes étrangères et de leur répression presque systématique par le régime franquiste, mais également de l'atteinte judiciaire en France de la communauté espagnole ou de militants antifranquistes. Si la Seconde République résiste dans l'imaginaire anarchiste, elle suscite la sympathie de tous les mouvements humanistes et la fascination de tous les mouvements révolutionnaires. Rien d'étonnant à ce qu'elle soit fréquemment évoquée dans les tracts retrouvés. En Espagne, une génération qui n'a pas connu la guerre grandit, des contacts s'amorcent avec les exilés, avec les dirigeants politiques et les intellectuels, qui donnent un ton à l'opposition antifranquiste de cette période : le désir de réconciliation nationale et de rencontre des deux Espagne. Quelques subtilités laissent apparaître des traitements historiques différents. Entre idéal collectif et désastre anticipé de la Guerre civile, les discours interagissent différemment les uns des autres. Les mouvements de solidarité avec des victimes du franquisme ne sont pas nouveaux en France, mais ils connaissent un sursaut certain durant la dernière décennie du régime considérée par les historien comme un temps d'agonie. Les manifestations en solidarité des jeunes catalans Julian Grimau et Salvador Puig Antich ont engendré de vives effusions manifestantes en France. S'inscrivant dans un paysage manifestant d'après mai-1968, les manifestations antifranquistes lors du procès de Burgos sont une occasion pour la gauche et l'extrême-gauche française de témoigner leur aspirations internationales voire internationalistes.

Un nouveau type de militants rejoint la mouvance antifranquiste traditionnelle, structurée autour des structures monumentales comme le PCF. Les premières peuvent s'entendre au niveau plus substantiel face à la lutte contre le gouvernement franquiste : elle justifie de leur présence en France. Souvent proche de l'antifascisme, ces structures traditionnelles doivent coexister avec de nouvelles formations et de nouveaux acteurs pour lesquelles le combat contre le franquisme est plus diffus et surtout, suspendu à un anticapitalisme, même si des nuances demeurent entre les organisations. Dans cette période marquée par la brutalité politique, la résurgence des condamnations à mort du gouvernement franquiste et la distance du gouvernement français vis à vis de ces engagements, les nouvelles formations naissent aussi de la rencontre entre réfugiés de longue date et les jeunes immigrés. Nouvellement arrivés, cette dernière génération redécouvre la mémoire de leurs parents, voire de leurs grand-parents. De ce fossé culturel entre ces générations, que le vécu sépare mais que la lutte rassemble, celle contre l'ennemi à une idée commune de liberté, de lutte sociale, naît une solidarité de circonstance. Pourtant, il existe bien des désaccords que le spectre politique des structures antifranquistes symbolise parfaitement. Les jeunes militants espagnols se concentrent dans les structures dédiées à cette lutte et nouent peu de liens avec les français antifranquistes. "L'œcuménisme qu'elle [l'extrême-gauche] affiche en ces moments dramatiques alors que les procès se succèdent et que les sentences sont de plus

en plus lourdes, n'est qu'apparent. Chaque groupe cherche à apparaître, à donner son point de vue personnel et à s'exprimer de façon autonome."<sup>44</sup>

De nouveaux courants différents, tels que le nationalisme basque ou le courant anarchiste, rejoignent une tendance à la radicalisation des certains mouvements issus du socialisme et du communisme. Cette opposition est traversée par de réelles failles stratégiques : on peut distinguer un antifranquisme républicain d'un antifranquisme révolutionnaire, dont l'origine sociale et politique des militants diverge beaucoup. Le processus d'assimilation des militants à ces mouvements suit différentes trajectoires : les partisans du premier suivent naturellement une inclination particulière pour l'Espagne ou manifestent un intérêt presque biologique selon des origines communes tandis que les seconds lui préfèrent une internationalisme guidé par l'adhésion à certaines composantes de l'extrême-gauche, dans le sillon des mouvements de mai 1968. D'autres facteurs, comme la proximité géographique ou linguistique, concernent assez peu le cas parisien mais s'expriment plutôt en province, notamment dans le pourtour pyrénéen. "Ces oppositions marquent des désaccords avec les pratiques politiques de l'exil et tendent à avancer des stratégies d'affrontement direct avec le franquisme afin de hâter la chute de celui-ci."<sup>45</sup>. Le nationalisme basque prend de nouvelles formes avec la scission au sein du Partido Nacional Vasco (PNV) en 1959, une fraction dissidente crée l'ETA la même année. Elle se définit comme un mouvement révolutionnaire de libération nationale. Elle tue pour la première fois en 1968 le commissaire de police à Bilbao, Melitón Manzanas. L'antifranquisme trouve une place particulière au cœur des années 68 grâce à une nouvelle génération qui recourt au répertoire graphique et aux slogans révolutionnaires<sup>46</sup> : les jeunes français découvrent les poètes libertaires et chanteurs espagnols comme Paco Ibanez. Ils trouvent dans les publications du *Ruedo Ibérico*, nées de l'exil, les livres et la connaissance de l'histoire de l'Espagne et de préparer son avenir. Comme le souligne Guy Hermet, "Le jeu de miroir et de solidarités croisées entre France et Espagne s'enrichit des aspirations et luttes d'une génération née en France, imprégnée de culture hispanique, et partie prenante de la culture française. ». En Mai 1968, l'université espagnole est immergée dans l'agitation politique permanente qui, depuis 1965, l'a transformée en foyer visible de l'opposition à la dictature. Tous les courants politiques antifranquistes jouent un rôle actif dans le mouvement étudiant. Les plus influents dont les groupes libertaires et ceux qui se disputent la direction des « syndicats démocratiques » : le Parti communiste d'Espagne (PCE) et le Front de libération populaire (FLP), une organisation de jeunes militants révolutionnaires dont la référence commune est d'être à la gauche du PCE. Les échos du Mai français sont parvenus par le truchement de l'exil antifranquiste et par les étudiants qui ont eu l'audace, chose peu courante de ce temps-là, de gagner la France pour participer directement aux événements qui enflammaient l'enthousiasme et l'imagination de ceux qui voulaient faire de l'Université l'étincelle de la « lutte finale » contre le franquisme. Les nouvelles et les rares lettres sont dévorés par les étudiants les plus politisés et diffusés sous la forme de feuillets ronéotypés et de compte-rendus qui en exaltent

<sup>44</sup>MARCOS Violette, *L'antifranquisme en France (1944-1975) : le rôle prépondérant du Sud-Ouest*, Portet-sur-Garonne, Éditions Loubatières, 2013, p. 176

<sup>45</sup> MARCOS Violette, *L'antifranquisme en France (1944-1975) : le rôle prépondérant du Sud-Ouest*, Portet-sur-Garonne, Éditions Loubatières, 2013, p. 178

<sup>46</sup>DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *L'Espagne, passion française 1945-1975 : guerres, exils, solidarités*, Paris, Les Arènes, 2015, p. 248

**PARTIE 2 : LE TRACT OU LA TRACE DE ÉPHÉMÈRE : UN DISCOURS D'ACTION AU CŒUR DES  
SOLIDARITÉS AVEC LES ACCUSÉS DE BURGOS**

le caractère épique.<sup>47</sup> La thématique qui a alors le plus d'impact est celle de la jonction entre « ouvriers et étudiants ». Elle apparaît comme naturelle pour des raisons à la fois sociales et politiques.

<sup>47</sup>ROMERO Miguel, article « Antifranquisme », p. 118-125 dans ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Didier, SILBERTSTEIN Patrick, *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008

## PARTIE 3

# LE TRACT DE BURGOS FACE AU TERRORISME BASQUE : RÉPERTOIRE DE LUTTES ET D' ACTIONS

---

### 1. FAIRE FACE À LA JUSTICE EXPÉDITIVE DE FRANCO : LE TRACT COMME FERMENT SPIRITUEL

"L'histoire du franquisme est tout autant celle d'un homme que celle de l'opposition qu'elle a générée."<sup>48</sup> Ces mots de Paul Preston résonnent dans toute lecture de l'histoire contemporaine de l'Espagne comme une invitation à saisir le politique derrière le social. Près de quarante ans d'un pouvoir autoritaire ont passé, sans partage officiel, malgré des failles patentes et des peurs croissantes. Le procès de Burgos en est une, au détour de l'histoire, un moment de vacillement dans l'histoire monument du régime franquiste. La justice de Franco est le plus souvent rendue de manière discrète entre les murs épais des geôles du pays, mais il arrive qu'elle fasse l'objet d'une résonance médiatique lorsque le prisonnier est garrotté ou que le verdict a figure d'exemple dans le but de terroriser la population.<sup>49</sup> Les trois condamnations à mort en 1963 avaient alerté l'opinion internationale, faisant écho des tragédies franquistes depuis la Guerre Civile. Le procès de Burgos annonce un cataclysme au sein des mouvements antifranquistes : la perspective funeste d'une nouvelle condamnation à mort d'opposants au régime ravive le souvenir de la mort tragique de Julian Grimau en 1963. Arrêté le 7 novembre 1962, il est accusé de rébellion militaire par le régime. "Quelles qu'aient pu être les faits reprochés à Julian Grimau, il est avéré que c'est bien un procès pour la forme qui lui a été intenté et que tout était joué le jour de son arrestation."<sup>50</sup> Julian Grimau est condamné le 18 avril 1963 à la peine de mort après quatre heures de procès. Une très forte mobilisation s'en est suivie. "Pendant des semaines, les projecteurs furent braqués sur l'Espagne et sur ce procès aux allures inquisitoriales, depuis Rome, Paris, Bonn ou Londres, Bruxelles, Moscou ou Washington.". Malgré l'appel à la clémence de nombreux chefs d'État, dont De Gaulle, le pape Jean XXIII et Khrouchtchev, il est finalement exécuté le surlendemain. Un épisode trouble du régime qui mit en lumière les failles du régime et la protestation intérieure, latente, qui se fait entendre aux heures. Les mouvements antifranquistes réactivent une propagande intense d'interpellation du pouvoir politique et de la population française pour l'annulation d'une telle sentence. La solidarité à l'égard de l'Espagne s'est nourrie d'événements mobilisateurs tout au long de la dictature, dont le dernier acte de cette tragédie fut la mise à mort de Salvador Puig Antich en 1974. Les antécédents font office de prise de conscience du risque fasciste de la mort des accusés de Burgos. Le régime est en proie aux vacillements sont le procès en est révélateur. Certes, le procès s'inscrit dans une période de regain des tensions communautaires au Pays basque espagnol.

<sup>48</sup> PRESTON Paul, *La política de la venganza : el fascismo y el militarismo en la España del siglo XX*, Barcelona : Península, 2014, p. 126

<sup>49</sup> Entre 1963 et 1975 quatre hommes vont l'apprendre à leur dépens : Julian Grimau (1963), Francisco Granado (1963), Joaquin Delgado (1963) et Salvador Puig Antich (1974).

<sup>50</sup> RODRIGUES, Denis, *L'Espagne sous le régime de Franco*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 566

Dès 1968 avec l'État d'exception dans le Pays-basque, la répression s'accélère. L'indifférence du pouvoir français, encouragé par le régime espagnol dans sa coopération contre les terroristes de l'ETA. Il s'agit ainsi pour le pouvoir gaulliste d'alerter contre les oppositions intérieures à la suite des événements de mai 1968. En Espagne aussi le remuement de la contestation se fait sentir à travers de nombreuses grèves volontaires et manifestations étudiantes. La stratégie du blocage héritée des modes opératoires depuis la Seconde République, historiquement menée par les libertaires de la Confédération Nationale des Travailleurs ou par les communistes de l'Union Générale des Travailleurs fait vaciller quelques mois le pouvoir franquiste. Les oppositions à Franco sont multiformes et les questions identitaires ressurgissent après une longue période de cristallisation des tensions et d'un ressentiment. Dès 1968, l'écho des mouvements contestataires en Espagne ainsi que le déclenchement d'une phase armée par les indépendantistes basque engendre un durcissement du contexte social et politique. Les événements violents alimentent une répression féroce de la part du régime franquiste à la fin de la décennie : lorsque le 2 août 1968 est assassiné le commissaire Melitón Manzanas, le régime franquiste décrète l'état d'exception à peine trois jours plus tard. Le 20 janvier 1969, Enrique Ruano, étudiant et militant du FLP (Front de Libération Patriote), est assassiné par la police. Cela provoque un développement de la contestation au sein des universités auquel le régime franquiste répond par « l'état d'exception ». Les organisations antifranquistes montrent alors une capacité réelle de résistance et de réorganisation. Quelque mois plus tard, le réquisitoire du juge militaire de Burgos à l'encontre des militants « etarras » donne une nouvelle occasion pour l'opposition antifranquiste de descendre dans la rue. D'après les données officielles, 1595 grèves ont eu lieu pendant cette période, la plupart liées à cette mobilisation, rassemblant en tout près de 365000 travailleurs, et cela malgré une forte répression. Le 28 décembre, à la condamnation à mort de six accusés, la mobilisation répond avec une telle intensité que Franco cède aux pressions populaires et politiques de tous bords en commuant les peines trois jours plus tard. Il s'agit du premier succès politique de la lutte contre la dictature depuis 30 ans. C'est là que se forment les organisations et les politiques mises en œuvre dans les années suivantes, avec la conviction que le « crépuscule de la dictature » a commencé.

Il est souvent reproché au mouvement antifranquiste de n'avoir été que qu'un mouvement minoritaire, « d'avant-garde ». Mais dans un contexte de répression dure et généralisée, il ne pouvait en être autrement. Si d'autres oppositions ont surgi parmi les piliers institutionnels et moraux de la dictature, leurs voix sont restées minoritaires. Les secteurs franquistes favorables à « l'ouverture » ont été aussi timorés que dérisoires : les voix dissonantes parmi les militaires ou les critiques morales au sein du clergé ont été le fait d'une minorité fortement isolée et écrasée sous le poids des trente années d'un régime trop bien « ficelé », selon l'expression fameuse de son dirigeant, pour que puissent naître toutes possibilités d'un renversement politique en vue d'une transition vers la démocratie. Ainsi, seuls les milieux étudiant et ouvrier sont parvenus à manifester leur épuisement et leur colère contre le régime, au prix de nombreux morts et d'innombrables arrestations.

« Tandis que des manifestations en faveur de l'amnistie se déroulent à Barcelone et dans toute l'Espagne, l'évêque de Saint-Sébastien et l'administrateur

apostolique du diocèse de Bilbao critiquent tout à la fois, dans une récente lettre pastorale, la violence des terroristes et la « violence institutionnelle » qui s'exerce à l'encontre des Basques. ».<sup>51</sup>

Le très riche article de Eléna de la Souchère revisite la fabrique culturelle qui meut le Pays Basque. Des désirs d'indépendance couplés aux désirs d'unité avec les trois provinces françaises, le pays basque affirme sa lutte au premier plan grâce aux lumières pointant vers Burgos. Néanmoins ce même procès et les agissements de quelques centaines d'activistes devrait « permettre au gouvernement d'atteindre trois objectifs : obtenir des pouvoirs spéciaux pour réprimer les mouvements de grève dont le Pays basque est périodiquement le théâtre, effrayer la bourgeoisie basque et regrouper autour du régime l'opinion espagnole alarmée par le spectre du séparatisme basque. ». L'article souligne l'évolution des positions du clergé basque face aux événements. Contrairement au bas-clergé longtemps acquis aux aspirations nationalistes, les prélats entretenaient avec le pouvoir une relation étroite quitte à se présenter en fonctionnaires du régime. Mais les poursuites engagées contre l'abbé Echave et contre d'autres ecclésiastiques ont obligé deux des prélats du Pays basque, Mgr Argaya (Saint-Sébastien) et Mgr Cirarda (Bilbao), à publier une lettre pastorale qui place sur le même plan la violence terroriste et la violence institutionnelle. « En accumulant une série de maladroites juridictions et politiques, le gouvernement espagnol a fait du jugement des seize militants basques un détonateur étonnant. » conclut-elle. « En entendant les cris de « militaires, assassins », l'armée espagnole a compris qu'elle avait commis une erreur en acceptant de faire porter le jugement des seize militants basques devant un conseil de guerre. »<sup>52</sup>.

## **2. CHRONOLOGIE D'UN PROCÈS FONDATEUR POUR L'ETA : ENTRE RÉVÉLATION ET LÉGITIMATION DE LA LUTTE ANTIFRANQUISTE BASQUE**

Dans les années 1960, un mouvement ouvrier émerge en Espagne et dévient une référence fondamentale de la lutte contre la dictature. Son caractère effectif apparaît lors des grèves dans les mines des Asturies en 1962, durement réprimées par le pouvoir, qui n'a que renforcé l'identité ouvrière dans ces provinces marquées par une longue histoire de luttes. Ces événements marquent l'acte de naissance des Commission Ouvrières (CC.OO.) qui se démarquent des syndicats ouvriers historiques, tels que la Confédération Nationale du Travail (CNT) ou l'Union Générale des Travailleurs (UGT). L'identité de tous les avocats n'est dévoilée que tardivement : ce n'est qu'au dernier moment avant l'ouverture du procès que la presse apprend que la défense de Izco allait être assurée par José Antonio Echevarrieta, frère du militant E.T.A. abattu en juin 1968 par la garde civile. Parmi les accusés, six d'entre eux sont condamnés par le Tribunal à la peine capitale : Francisco Javier Izco de la Iglesia, Eduardo Uriarte Romero, Mario Onaindia Nachiondo, Joaquin Gorostidi Artola, José Maria Dorronsoro, Francisco Javier Larena Martinez. A posteriori, la première moitié des années 1970, apparaît aussi marquée par un gauchisme fébrile qu'entretint la surenchère entre organisations révolutionnaires. Le procès de Burgos annonce un cataclysme au sein des mouvements antifranquistes : la perspective funeste d'une nouvelle condamnation à mort d'opposants au régime ravive le souvenir de la mort tragique de Julian Grimau en 1963. Les

<sup>51</sup> Le Monde, Elena De La Souchère, Malgré la répression, le nationalisme basque affirme sa vivacité, décembre 1970. journaliste au Monde Diplomatique pour les sujets internationaux. Spécialiste de l'Espagne, elle publie de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'Espagne en français comme en espagnol. Elle collabore à la traduction de l'ouvrage de Sergio Vilar

<sup>52</sup> Le Monde, BAILBY Edouard, Le procès de Burgos a mis en lumière les divergences au sein de l'armée, janvier 1971 Grand reporter à l'Express de 1964 à 1979, attaché de presse de l'Unesco de 1981 à 1989, Édouard Bailby collabore à diverses publications françaises et étrangères.

mouvements antifranquistes réactivent une propagande intense d'interpellation du pouvoir politique et de la population française pour l'annulation d'une telle sentence. Revenons brièvement sur le déroulement du procès et sur les faits qui jalonnent la mobilisation antifranquistes. Début septembre, suite à l'arrestation d'une dizaine de militants basques proches de l'ETA, la Capitainerie Générale de Burgos requiert la peine de mort pour six d'entre eux et quelques centaines d'années de prisons pour les autres.<sup>53</sup> Le mois de novembre est marqué par la visite des mères et des épouses des accusés à Rome, reçues par le Pape Paul VI, et par le soutien des évêques de Bilbao et de Saint Sébastien. Le 2 décembre, un groupe autonome, proche de l'ETA, enlève le consul honoraire de la République Fédérale Allemande. A l'ouverture du procès, le consul étant introuvable, la presse espagnole agite le drapeau contre une responsabilité de la France dans la protection des militants basques. En estimant qu'il se trouverait en France, la presse espagnole incrimine la France dans son double-jeu diplomatique à l'égard de l'Espagne et cible particulièrement la presse française faisant preuve d'une « scandaleuse partialité » selon les termes de Gisèle Halimi.

Si le procès est finalement organisé en séance publique<sup>54</sup>, les personnes autorisées à y assister sont limitées. Pour la première fois sous le règne de Franco, les accusés peuvent se défendre en public et, profitant de la couverture médiatique internationale, dénoncer la torture pratiquée par le régime. Les tracts dénoncent la parodie de justice militaire du régime franquiste : en reportant au troisième jour l'interrogatoire des accusés, les juges considèrent par la même occasion leur voix comme d'une valeur secondaire aux côtés des « preuves » avancées. La stratégie médiatique visant à dénoncer la peine de mort de six accusés provoque une injustice factuelle avec les dix autres accusés risquant des peines de prison. Le mot d'ordre altère entre l'exigence d'une libération inconditionnelle ou d'une amnistie des peines de mort. Le Secours Rouge entretient la confusion en demandant que soient « sauvés » les six condamnés à mort, en reléguant les dix autres accusés en arrière-plan. Si selon Gisèle Halimi, témoin privilégié du procès, cette situation différenciée est le résultat d'une volonté politique : en instaurant un clivage dans les peines requises, le Tribunal chercherait par la même occasion à désolidariser les prévenus qui jusque là ont fait preuve d'une unité sans faille. Exemple, ce procès l'est aussi par la dureté du chef d'accusation : l'assassinat d'un commissaire par un groupe armé est le premier du genre depuis la fin de la Guerre Civile. Parmi les accusés, figure Eduardo Uriarte, peut-être le théoricien le plus politisé appartenant au groupe E.T.A. Il serait un des auteurs du bulletin *Zutik* (« Debout ») ; parmi les militants les plus lettrés, engagés politiquement, Gorostidi aide aussi à la publication du journal *Zutik* et de tracts subversifs. Surtout, il est au sein de l'organisation clandestine, un pilier humain qui sert l'armement des combattants, l'organisation de réunions ou d'actions des plus spectaculaires : ainsi, il est promu *herrialdeburu* (responsable politique). « Il devient évident que c'est bien à un organisme tout entier, à l'E.T.A., qu'est fait ce procès. »<sup>55</sup>. Le procès de Burgos laisse une trace profonde dans la mémoire antifranquiste jusqu'à la mort de

<sup>53</sup>VILAR, Sergio, *Historia del antifranquismo : 1939-1975*, Barcelone, p. 406

<sup>54</sup>Gisèle Halimi précise, dès les premières pages, que les entrées dans le tribunal sont étroitement contrôlées et limitées aux familles des accusés et aux journalistes. Si la forte médiatisation suscite une grande affluence de journalistes espagnols et étrangers, il reste que toutes personnes désirant assister au procès est refusée sans motif valable pour des raisons de sécurité et par une grande méfiance de troubles durant les audiences.

<sup>55</sup>PELLISTRANDI Benoit et SIRINELLI Jean-François, *L'histoire culturelle en France et en Espagne*, Casa de Velazquez, Madrid, 2008

Franco en 1975. Dans les écrits qui suivent le dénouement du procès de Burgos, la répression au Pays basque et la mobilisation internationale qui s'ensuivit demeurent des faits marquants de l'histoire des luttes antifranquistes.

### **3. DES TRACTS AU SERVICE D'UNE MÉDIATISATION DU NATIONALISME BASQUE : L'ETA SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE**

L'organisation se définit par sa longévité et par une pratique intégrée de la violence : depuis sa première action meurtrière en 1968, l'ETA comptabilise 830 assassinats. La part nationaliste est centrale, d'un racisme initial, elle substitue une forme nouvelle d'ethnocentrisme comme substrat à la communauté de culture.<sup>56</sup> Des tensions naissantes des années 1960-70, ce sont les thèses préférant la lutte nationaliste qui l'emportent sur la tendance socialiste révolutionnaire. En 1953, des étudiants lancent le groupe EKIN (en français « Agir ») qui devient à la création d'ETA son propre embryon. Seul au début des années 1960 sont posés clairement les principes visés par l'ETA : la libération nationale du territoire basque et la libération économique et sociale du citoyen basque.<sup>57</sup> L'ETA née en 1961 d'une scission d'une part de ses militants avec le Parti Nationaliste Basque (Partido Nacionalista Vasco) apparaît précocement dans le paysage mouvant de l'extrême-gauche indépendantiste espagnole.

« En effet, en 1959, un mouvement clandestin, d'abord à caractère culturaliste, fait son apparition en Espagne : l'ETA (Euskadi ta askatasuna, "Pays basque et liberté"). Les autorités franquistes le déclarent subversif et dans le courant des années soixante l'ETA fait le choix de l'action armée. Les exactions de l'organisation ETA ont un retentissement international et les autorités françaises vont se servir de la peur que suscite l'ETA pour isoler Enbata du reste de la classe politique locale (Malherbe, 1980, p. 69). Même si la tendance notabiliaire d'Enbata rejette la violence et se désunit de l'ETA, l'arrivée de jeunes avait radicalisé les positions du mouvement. En 1967, Enbata prend le pli de ses militants de gauche, la direction historique est renversée et se montre, contrairement à ses prédécesseurs, plutôt favorable à l'ETA.»<sup>58</sup>

L'ETA est le fruit d'une scission survenue en 1967, entre une fraction "tiersmondiste", favorables à la lutte armée et d'inspiration marxiste-léniniste et "ethnolinguiste", préférant le combat politique. L'organisation adopte dès sa création une filiation avec le Parti Communiste (selon sa propre auto-dénomination "Kommunistak") : dans une lettre du Comité Exécutif, les vaincus de la Vème Assemblée, se déclaraient "socialistes", refusant la "doctrine marxiste-léniniste dans son idéal philosophique et dans sa tactique politique"<sup>59</sup>. Après 1967, avec la Vème assemblée de l'ETA, l'organisation se définit comme marxiste-léniniste. Dès lors, l'organisation clandestine offre pour réponse privilégiée la réplique militaire. Partagée entre nationalisme et socialisme, l'ETA de l'après 1968 s'adapte aux aléas politiques de l'Espagne. Pour le mouvement basque, la crise de l'année 1968 révèle d'autres conséquences avec une progressive radicalisation du mouvement : l'année de

<sup>56</sup>BABY Sophie, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velazquez, 2012, 528 p.

<sup>57</sup>CAUNÈGRE, Guy, Pays Basque, une nation sous le feu de E.T.A., Villeurbanne, Éditions Golias, 2000, p. 24

<sup>58</sup>IZQUIERDO Jean-Marie, « Trajectoires nationalistes. Les nationalismes en Pays Basque français et espagnol », Pôle Sud, 1/2004 (n° 20), p. 47-61 (disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-pole-sud-2004-1-page-47.htm>)

<sup>59</sup>VILAR, Sergio, *Historia del antifranquismo : 1936-1975*, p. 409

l'assassinat du commissaire Manzanos est aussi celle de la première victime déclarée du groupe terroriste par la police franquiste. Au cours du mois de juin, Txabi Etxebarrieta et un garde civil meurent au cours d'une fusillade. Dès lors, la présence policière s'étend à l'ensemble du Pays Basque, déversant dans un maillage répressif d'une grande densité. Peu de tracts témoignent de ce parcours tortueux que connaît l'ETA de sa naissance jusqu'à sa légitimation dans le paysage politique régional. Mis à part quelques événements révélateurs, comme les assassinats assez médiatisés ou la déclaration de l'état d'exception au Pays-basque, peu de documents témoignent d'une connaissance pointue de l'actualité régionale. Il existe au sein de l'ETA un profond « abîme » entre nationalistes et socialistes que les conditions du franquisme ont passé sous silence. La répression du régime visant autant les vellétés identitaires que les revendications sociales ne pouvait que réduire l'écart entre les deux sources d'inspiration. Sur la nature du nationalisme basque, il tend à évacuer une définition essentialiste de l'identité basque pour évoluer vers des formes plus volontaristes : « Dans le siècle présent, ni la race, ni la langue, ni le passé historique n'octroient le droit d'être maître de lui-même et d'être libre(...) l'unique condition nécessaire pour constituer (une nation) est celle-ci : que nous la voulions. »<sup>60</sup>. Autre facteur essentiel – déjà mentionné précédemment – l'ETA considère le Pays Basque comme un pays colonisé, occupé administrativement, militairement et politiquement. Surtout, l'Espagne ou pays colonisateur lui renie toute forme d'identité, spécificité culturelle. Un communiqué de l'ETA datant de novembre 1970 vient ajouter au trouble qui entoure le jugement. Si les preuves étaient faibles, elles semblent frappées d'illégitimité et d'irrecevabilité. Quelques jours après l'arrestation du militant basque Javier Izko<sup>61</sup>, le quotidien français *Le Basque Éclair* et le journal monarchiste madrilène *ABC*, annoncent que le pistolet retrouvé sur l'assaillant était identique à celui utilisé pour le meurtre du commissaire Melitón Manzanos. La police aurait également influencé la famille de la victime pour obtenir des témoignages infirmant l'identité de Javier Izko. Si la mère et la fille du policier se sont rétractées quelque temps plus tard, ajoutant qu'elles ne participeraient pas au procès, le tribunal a conservé ces témoignages comme preuves à charge. Ces éléments incertains jettent un trouble persistant sur la nature du procès institué, à mesure que s'érodent les éléments d'accusation. L'ETA s'écarte toute responsabilité d'Izko dans le meurtre de Manzanos depuis son arrestation (déclaration de juin 1969 dans *Kemen*, bulletin officiel de l'organisation).

La conviction du caractère exceptionnel du procès de Burgos s'est éveillé tôt, avant même que ne soient cités les chefs d'accusation et que soient mentionnées la date d'ouverture du procès. Le nombre d'accusés et le choix du Tribunal militaire étaient suffisamment éloquents. Les premières traces d'un discours militant contre le procès de Burgos revient au Comité Basque contre la répression constitué fin octobre. Destiné à un public universitaire, les premiers tracts sont distribués sur le campus de Nanterre dès le 3 novembre, et tout au long de la semaine avec une fréquence soutenue. Université emblématique de la contestation étudiant, le choix des militants du Comité Basque était de faire des émules parmi les étudiants. Ainsi, le but avoué était de dépasser le cercle des militants traditionnels pour une majorité d'origine basque et engager un soutien d'ampleur nationale. Parfois réutilisés par économie de production, les tracts annoncent une phase préparatoire durant

<sup>60</sup>Zutik ( Caracas), n°14, 1961, p.8 cité par Jauregui, Université de Pau

<sup>61</sup>Le 5 janvier 1969, les militants Javier Izko de la Iglesia et Gregorio Lopez s'attaquent à la prison provinciale de Pamplona.

laquelle le message se permet plus de rigidité. La stratégie première consiste à provoquer un élan d'information et de sensibilisation. La densité, l'imprécision du tract mais aussi le foisonnement de propositions indécisées d'actions sont des signes du caractère non définitif du tract. Dès la diffusion du procès, le journal *Rouge* se présente comme une tribune du discours de l'ETA. Dans ce même hebdomadaire, *Rouge* publie les « principes de base de l'ETA ». Ce soudain intérêt pour le procès de Burgos cache en apparence un regard avisé de la question basque et du groupe terroriste. (voir *Rouge* n°92 « L'ETA : du nationalisme au marxisme »). Dès ce numéro, le journal *Rouge* s'empare du procès de Burgos avec une vigueur incomparable à d'autres journaux. Il se félicite notamment de l'apparition d'une tendance révolutionnaire au sein des Commissions Ouvrières de la Jeunesse.

#### 4. L'IMMIGRATION OU LA DIFFICILE INTÉGRATION DANS LES MANIFESTATIONS ANTIFRANQUISTES

Pour comprendre l'ampleur des manifestations antifranquistes des années 60, il faut saisir en premier lieu la prééminence d'une population d'origine espagnole en France. Formée depuis de longue date, l'émigration espagnole en France a conquis des espaces spécifiques et s'est constituée autour de deux capitales, Paris et Toulouse. La guerre d'Espagne et l'exil massif en France s'est tourné immédiatement vers la capitale occitane. Mais la situation évolue dans les années soixante comme le souligne Geneviève Dreyfus-Armand, "le flux migratoire économique en fait la colonie étrangère la plus nombreuse de Paris et les départements méridionaux ne concentrent alors plus que la moitié des Espagnols de France.". La situation migratoire est par nature un fait difficile à appréhender : "A la complexité du recensement des étrangers, s'ajoutent les difficultés d'une appréhension des comportements tant la diversité de cette population, ajoutée à ce qu'Isabelle Taboada-Leonetti appelle l'« invisibilisation » des immigrés résidant dans les beaux quartiers, c'est-à-dire leur facilité à se fondre dans la masse des Français par l'apparence et l'attitude font problème. " Les raisons qui font de Paris, " l'autre capitale de l'exil ", sont aussi d'ordre symbolique. La ville concentre dès l'après-guerre des formations politiques et représentatives de l'Espagne vaincue. En premier lieu, les institutions républicaines migrent ou s'implantent pour une partie d'entre-elles à Paris. C'est le cas de la CNT ou des institutions communistes, initialement établies à Toulouse. Paris rassemble également de nombreuses associations de soutien aux réfugiés comme la Croix-Rouge républicaine, devenue en 1950 et jusque dans les années 70 le centre *Cervantes*. "Les espagnols déploient une grande activité culturelle dont la caractéristique essentielle est la volonté de sauvegarder l'identité culturelle hispanique et un effort constant de maintien de cohésion identitaire." Parallèlement se créent des cercles comme les *Atheneos*, centres culturels de la tradition libérale espagnole. Autre lieu de concentration de la colonie espagnole à Paris, c'est la Librairie espagnole située rue Mazarine puis rue de Seine, restée en activité jusque en 2004. L'institution d'Antonio Soriano cultive une littérature interdite par le régime franquiste et ouvre un espace de dialogue des récits individuels de l'exil<sup>62</sup> :

" Les républicains espagnols ont donc déployé à Paris une intense activité politique et culturelle et ont constitué un milieu fortement organisé en réseaux multiples,

<sup>62</sup>BACHOUD, Andrée, DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *Des Espagnols aussi divers que nombreux, Paris 1945-1975*, p. 55-76 dans MILZA, Pierre, MARÈS, Antoine, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, 470 p.

mais sans réussir à former une communauté du fait de leurs divisions internes. Ils se retrouvent cependant dans les manifestations spectaculaires organisées par la gauche française pour protester contre certaines exécutions politiques décidées par le régime de Franco. Milieu fortement politisé dont la préoccupation principale reste l'Espagne, milieu qui ne songe pas à s'installer durablement en France tant l'espoir de retour demeure fort jusqu'aux années cinquante ; les naturalisations y sont rares, indice que les réfugiés ne cherchent pas à s'intégrer dans la société française. "

Les origines de l'immigration espagnole remontent à la période de la guerre civile et aux années qui l'ont immédiatement suivi. Néanmoins, l'arrivée de migrants espagnols en France se poursuit tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Pour des raisons politiques, économiques ou démographiques, nombreux sont ceux à quitter leur nation d'origine pour échapper aux restrictions politiques et aux carences économiques d'une nation sous l'emprise de la dictature. Si les migrations espagnoles en France ont le plus souvent été motivées par des raisons politiques, les années 50 voient apparaître une nouvelle situation plus difficile pour les immigrés espagnols en France. Les réfugiés politiques décroissent en proportion avec l'arrivée de nouveaux émigrés. « Les années 1960 marquent le définitif déplacement du centre de gravité de l'antifranquisme, de l'extérieur vers l'intérieur de l'Espagne. »<sup>63</sup>. Le milieu immigrés connaît une recomposition : à côté de la « première génération », une nouvelle génération apparaît. Les chiffres de l'immigration offrent un éclairage sur cette mutation. En 1962, la proportion de réfugiés politiques atteint 20 %. « En 1968, année du sommet de la courbe ascendante de l'immigration espagnole du travail, alors que 607184 Espagnols sont présents en France, les réfugiés politiques – au nombre de 51913 – ne constituent plus qu'environ 8,5 % de la colonie.<sup>64</sup> En même temps, cette date marque le point culminant du nombre d'espagnols au sein de la population étrangère en France et le début d'un décroissement de cette proportion.

Les motivations de l'exil sont aussi très diverses. Les nouveaux immigrés connaissent un parcours bien différent. Élevée sous le franquisme, cette nouvelle génération ne se reconnaît pas *immédiatement* dans la rhétorique du discours républicain. Dans le même temps, pour les militants antifranquistes, il est essentiel de sensibiliser ces nouveaux travailleurs à l'action politique. « Les réfugiés confectionnent alors des instruments de propagande adaptés au niveau de conscience supposé de leurs compatriotes et à leurs préoccupations ; des brochures et des tracts sont distribués à la gare d'Austerlitz, où débarquent les immigrés. D'après les statistiques de l'INSEE, la proportion d'espagnols parmi les immigrés français atteint un pic peu avant 1968, rassemblant près de 12%. Après cette date, il demeure élevé (environ 8%) mais connaît une chute continue jusqu'à nos jours. La population immigrée comprend les étrangers installés durablement en France et les français naturalisés. l'immigré : c'est une personne née à l'étranger et née de nationalité étrangère.<sup>65</sup>

<sup>63</sup>DREYFUS-ARMAND, Geneviève, L'exil des républicains espagnols en France, Paris, Albin Michel, 1999

<sup>64</sup>La proportion de réfugiés baisse encore régulièrement pour se situer autour de 6 % au début des années 1970. (données de l'OFPPA, précisées par Geneviève Dreyfus-Armand p. 298)

<sup>65</sup>TALVIKKI CHANFREAU, Marie-Catherine, « Espagnols en territoire français de 1813 à 1971 : circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés », Les Cahiers du MIMMOC [En ligne], 1 | 2006, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 19 janvier 2017.

**Le tract de burgos face au terrorisme basque : Répertoire de luttes et d'actions**

## PARTIE 4

# UNITÉ ET FRACTURES AU SEIN DES MANIFESTATIONS ANTIFRANQUISTES DE BURGOS

---

## 1. LA SOLIDARITÉ MANIFESTANTE SOUS LA TUTELLE DU SECOURS ROUGE : AUTONOMISATION ET UNIFICATION DES MOUVEMENTS D'EXTRÊME-GAUCHE

### 1. Le Secours Rouge aux avant-postes de la contestation

Né dans les années 1920, le Secours Rouge International se présente comme une alternative politique d'inspiration communiste à la Croix Rouge donnant naissance à de nombreuses sections nationales en Europe dans les années suivantes. Très active durant les années 1930 face à la montée du fascisme, les antennes du SRI luttent alors dans la clandestinité durant la seconde guerre mondiale jusqu'à disparaître progressivement. Après une longue absence, le Secours Rouge connaît une première refondation dans les années 1970, dans de nombreux pays européens, en Italie, en Allemagne et en France. L'implication de personnalités intellectuelles reconnues<sup>66</sup> est décisive pour la visibilité de ces nouvelles structures et l'attraction de nouveaux militants. En France, le Secours Rouge s'est reconstitué le 11 juin 1970, suite à l'appel de Jean-Paul Sartre appelant à constituer une opposition unifiée à « l'État bourgeois ». Ce document constitue l'acte inaugural de cette fédération de partis ou comités plus ou moins définis autour d'un projet anti-impérialiste, partie prenante de toutes les luttes et qui cherche à s'installer durablement dans le paysage politique et manifestant.<sup>67</sup> Ainsi, le mouvement s'illustre par des actions de dé-légitimation des institutions républicaines : Sartre a été immédiatement favorable à l'idée que se tient à Lens, le 12 décembre 1970, un tribunal populaire dont l'initiative en revient à la fois aux « maos » et au Secours Rouge, à sa branche locale. Elle entend illustrer son combat par des actions spectaculaires en vue d'établir une démocratie populaire de rue. Cette organisation a été créée en juin 1970 pour barrer la route à la loi « anticasseurs » votée par l'Assemblée Nationale. ». En présentant le Secours Rouge à la presse, le 18 juin – date anniversaire de l'appel du général de Gaulle à la France libre – Sartre dénonce cette loi : « Toutes les couches laborieuses sont menacées : la dictature policière que le patronat exerce dans les usines s'étend à toute la société. [...] Il n'est pas possible de défendre la justice et la liberté sans organiser la solidarité populaire. Le Secours Rouge, issu du peuple, le servira dans

<sup>66</sup> En ce qui concerne le Secours Rouge, un tract de la Commission Internationale, du 5 novembre 1970, annonce l'ouverture du procès le 14 novembre. Un appel à manifester devant les consulats et ambassade d'Espagne et de France vient clore le document. On discerne dès le début du mois de novembre une mobilisation massive des intellectuels. La liste des signataires rassemble un large éventail de personnalités : Claude Angeli, Eugénie Camphin, R.P Cardonel, Georges Casalis, Jean Chaintron, Robert Davezies, Madame Halbwachs, Charles Tillon, Bernard Herzberg, Henri Guilloux, Francis Kahn, Bernard Lambert, Henri Leclerc, Georges Montaron, Roger Pannequin, Jean-Paul Sartre, Vercors.

<sup>67</sup> Pour percer toute critique de concurrence, il publie dans un communiqué préalable du 15 avril 1970 ne pas vouloir se substituer aux organisations syndicales et politiques que ces questions concernent tout en étant capable de les stimuler. Ces actions concernent explicitement "la solidarité permanente avec les victimes de la répression en Espagne".

son combat. »<sup>68</sup>. L'histoire du Secours Rouge<sup>69</sup> couvre une période relativement réduite puisqu'elle succombe aux refontes de l'ultra-gauche à l'été 1972, durant une période où les tensions entre le pouvoir et l'extrême gauche furent des plus intenses. L'héritage assumé, à travers la filiation au SRI, joue « sur les deux registres du politique et du mythologique » : il s'agit d'inscrire la refondation du Secours Rouge dans une perspective révolutionnaire qui prenne part à toutes les luttes contre la « répression fasciste »<sup>70</sup>. De ce fait, elle couvre un spectre politique très large parmi l'extrême-gauche :

« Le Secours rouge devient un collectif contre la répression contrôlé par les maoïstes mais ouvert aux « démocrates » qui ne partagent pas la même ligne politique. Le Secours rouge affiche même des intellectuels et personnalités, comme Jean-Paul Sartre, qui lui assurent une protection médiatique. Les maoïstes créent même un journal qui se veut ouvert au dynamisme des mouvements sociaux : l'Agence de Presse Libération. »<sup>71</sup>

Six mois après sa création, le procès de Burgos lui offre une occasion inespérée pour prendre l'initiative d'une mobilisation de rue. Le Secours Rouge engage une campagne de solidarité internationale qui culmine au mois de décembre avec l'appel à une manifestation qui réunit 10000 personnes Place des Ternes, le 1<sup>er</sup> décembre 1970. Dans les jours suivants, le 3 puis à nouveau le 10 décembre, le Secours Rouge se joint aux manifestations appelées par les organisations de gauche et les organisations syndicales à travers un cortège de second-rang, en concurrence directe avec le Parti Communiste et la CGT situés en tête des défilés, derrière les personnalités politiques de la gauche républicaine.

« Les mobilisations contre le procès de Burgos constituent un des grands moments du Secours Rouge qui s'est imposé comme force de mobilisation en drainant un fort courant de sympathie, mais entraînant des critiques violentes des courants (maoïstes notamment) qui dénoncent ce type de campagne nationale et le ralliement aux initiatives lancées par la gauche traditionnelle. »<sup>72</sup>

S'il hérite du Secours Rouge créé dans les années 30 pour lutter contre la montée du fascisme en Europe, celui-ci se positionne comme une plate-forme de coordination des mouvements gauchistes français et européens. La campagne de solidarité aux inculpés basques doit pouvoir servir – plus que la lutte nationaliste de l'ETA – les causes et devenir des mouvements d'extrême-gauche eux-même. Cette ascendant maoïste du secours Rouge constitue rapidement un frein à l'unité manifestante. Il se présente comme un versant social au maoïsme politique. Mais le mépris de ses militants pour les structures politiques hiérarchisées et les tensions latentes avec les franges militantes trotskystes ou libertaires rendent cette unité plus illusoire.<sup>73</sup> Parmi les personnalités qui

<sup>68</sup> BAROU Jean-Pierre, *Sartre, le temps des révolte*, Éditions Stock, 2006

<sup>69</sup> BRILLANT Bernard, *Intellectuels et extrême-gauche : le cas du Secours Rouge*, dans « Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie », Lettre d'information n°32, 24 p.

<sup>70</sup> Le Secours Rouge, dans de nombreux tracts, revient régulièrement sur les interdictions qui touchent la presse militante : dans un tract du Comité Provisoire pour la Création du Secours Rouge 19ème, un appel à une assemblée générale dans laquelle les cas des journaux tels que le Canard Enchaîné, Hara-Kiri ou La Cause du Peuple sont évoqués.

<sup>71</sup> Les maoïstes de la Gauche Proletarienne, Publié le 4 Juillet 2015 : <http://www.zones-subversives.com/2015/07/les-maoistes-de-la-gauche-proletarienne.html>

<sup>72</sup> BRILLANT Bernard, *Intellectuels et extrême-gauche : le cas du Secours Rouge*, dans « Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie », Lettre d'information n°32, p. 18

<sup>73</sup> La Ligue Communiste le quitte en 1971 en raison – selon ses propres termes – de son « orientation anti-syndicale ».

le soutiennent, nombreuses sont celles qui prennent leur distance avec le mouvement l'année suivante, y compris Jean-Paul Sartre qui dès le départ avait agi avec prudence en refusant d'être associé au comité directionnel.<sup>74</sup> Le paysage de l'extrême-gauche française se transforme entre 1970 et 1971 avec l'apparition d'une fraction maoïste, incarnée dans deux organisations de cette obédience, la Gauche Prolétarienne et Vive la Révolution. Le Secours Rouge d'ailleurs entretient une parenté évidente avec ces groupes maoïstes : on retrouve dans le numéro de février 1971 de *Tout!ce que nous voulons* !.

Cette phase est primordiale pour attirer militants et tisser le lien entre organisations. Le Secours Rouge annonce par là sa volonté de prendre la tête des manifestations annoncées début décembre, à l'approche de l'ouverture du procès. A partir du mois de novembre, le Secours Rouge propage de nombreux tracts à valeur de sensibilisation et d'avertissement. La volonté inaugurale du secours Rouge est manifeste dans ses premiers tracts.<sup>75</sup> Les lieux de distribution ne sont pas choisis au hasard : le tract « Six révolutionnaires basques menacés de mort », du 15 novembre est ainsi diffusé au matin place des Internés et des Déportés de la Résistance au Plessis-Robinson. Le 15 novembre, le tract « Non aux tribunaux d'exception » signe définitivement l'engagement précoce du Secours Rouge à préparer toute manifestation d'envergure afin de tenir l'avant-garde du mouvement. Signé et imprimé par le Comité d'Initiative Secours Rouge du XVème, il est distribué immédiatement sur les bords de Seine, au métro Duplex notamment. Cette stratégie d'un mouvement d'envergure est confirmée par la multiplicité des tracts retrouvés, distribués en plusieurs lieux et dates différentes. Un autre document fort élaboré est diffusé le matin aux abords de l'Église espagnole dans le XVIème arrondissement. Imprimé en couleur et tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, le tract s'illustre parmi les plus soignés de la campagne. Agrémentée d'images, de dessins ou encore de schémas démonstratifs, il recoupe des fonctions émotionnelles diverses qui ne peuvent que rendre sensibles ses lecteurs. Deux pages recto-verso sont imprimées en rouge à l'image de l'issue sanglante promise aux accusés. L'initiative revient à la section du 10ème arrondissement et non pas au comité décisionnelle : toutefois, il ne s'agit pas d'une entreprise isolée, mais d'une démarche inscrite au cœur d'un schéma élargi. Si le Secours Rouge désire chapeauter l'ensemble des actions manifestantes tout au long du procès, l'activité militante reste néanmoins fort décentralisée. Les jeunes comités de quartier ou d'Universités possèdent une relative indépendance dont témoigne la diversité des tracts produits.

Le coup de force du Secours Rouge eut lieu le 1<sup>er</sup> décembre au soir en parvenant à rassembler des manifestants en nombre Place des Ternes. La semaine

<sup>74</sup> Sartre n'est membre que du Comité Intellectuel du Secours Rouge et si son éloignement vis à vis du mouvement tient plus d'une stratégie personnelle que du reniement politique. « Si beaucoup d'ambiguïtés et de confusions persistèrent, Sartre demeura clairement un socialiste révolutionnaire. S'il abandonna le terme « marxiste » pendant les années 1970, cela n'impliquait nullement un virage à droite. Au contraire comme il l'expliqua à Michel Rybalka en 1975, il utilisait désormais le terme « socialisme libertaire ».

<sup>75</sup> Un autre tract du Secours Rouge, du 25 novembre, appelle à manifester de la place des Ternes à la place Wagram le 1<sup>er</sup> décembre. En moyenne, les premiers appels à manifester sont distribués au moins une semaine voire dix jours avant l'évènement. Dans sa concurrence avec le PCF, l'organisation gauchiste témoigne d'une réelle volonté d'anticipation. Dès le début du mois de novembre, le Secours Rouge organise une à deux réunions d'information pour établir sa stratégie de résistance : Le 5 novembre, une réunion est dirigée par François Maspero, membre du Secours Rouge, afin d'annoncer la détermination dans la lutte contre le procès de Burgos. La parole est donnée à plusieurs connaisseurs des questions basques et de l'ETA comme Pedro Meca Souacou, militant associatif et ancien contrebandier au Pays basque. Robert Davezies et Christian Revous prennent également part à la réunion pour le versant organisationnel de la solidarité du Secours Rouge envers les accusés du procès de Burgos.

qui le précède, le Secours Rouge fait produire une quantité impressionnante de tracts en petites coupures, format 9x21 cm, qui sont ensuite distribués par les jeunes comités lycéens. Ainsi, pour la seule journée du 28 décembre, ces documents sont retrouvés par différents agents aux abords du Lycée Turgot et du Lycée Condorcet, durant la pause déjeuner, mais également rue Letort. Le Secours Rouge n'a certes pas un ascendant avéré sur les manifestations mais l'amplitude de son mouvement est remarquable. Capable de regrouper des militants de comités autonomes pour des distributions régulières, parfois le même jour à la même heure, comme ce fut le cas dès le mois de novembre, il doit néanmoins réguler la production militante dans les lycées, s'éloignant parfois des mots d'ordre initial.<sup>76</sup>

Un autre élément ayant servi les organisations antifranquistes réside dans l'incertitude du pouvoir franquiste. En repoussant par trois reprises l'ouverture du procès, annoncé dès la fin du mois d'octobre pour la mi-novembre, il a laissé le champ libre aux opposants pour organiser une résistance symbolique. Le Secours Rouge affectionne des distributions de tracts plus spectaculaires comme celle de la gare Saint-Lazare le 21 décembre 1970. Une douzaine de militants se répartissent en deux groupes à l'entrée du quai d'un train en partance pour Saint-Sébastien. Produits par l'imprimerie spéciale du Secours Rouge, située dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement, les documents sont signés par le Comité d'Initiative mais également par le comité SNCF de la gare Saint-Lazare. Un seul point original, le document mentionne la date de sa distribution. Distribué à la fin du procès, ce tract appelle à une manifestation immédiate le jour de rendu du verdict. Malgré son titre et cet appel, le corps du texte se concentre sur des préoccupations de branche et appelle à des améliorations des conditions de travail des cheminots. D'autres sujets emblématiques du Secours Rouge sont évoqués comme la libération de Alain Geismar ou l'arrêt des poursuites à l'encontre des militants gauchistes. Ces tracts quelque peu « fourre-tout », assez nombreux chez les syndicats traditionnels, prennent pour prétexte l'actualité du procès de Burgos pour manifester des exigences très personnelles.

En confrontant les documents les uns aux autres, on s'aperçoit de réelles similitudes entre certains documents issus de groupes distincts. Sans lui attribuer une fonction normative, il semble naturel que le tract, en tant que parole collective, parvienne à s'imposer à certaines initiatives personnelles et tende vers une régulation de la parole protestante. Ainsi, les mêmes thèmes sont repris par des groupes politiques distincts et certains tracts maoïstes, n'affichant aucun lien avec le Secours Rouge, reprennent fréquemment les mêmes mots d'ordre. La porosité entre groupes politiques est bien réelle. Un tract distribué le 15 décembre 1970 aux abords des usines Unic de Suresnes reprend de très nombreuses phrases du tract des Maos de Nanterre. La virulence du message et l'appel final à descendre dans la rue sont très caractéristiques des tracts maoïstes retrouvés malgré l'absence de tout ralliement au Secours Rouge.

Le Secours Rouge se fait le relais du discours revendicatif de l'ETA. L'internationalisme du Secours Rouge se joue aussi sur d'autres terrains. Signé par le Secours Rouge, un tract distribué le 19 décembre élargit la question basque à toutes les causes internationales. La mise en page originale est l'œuvre des comités du 3<sup>ème</sup> et du 4<sup>ème</sup> arrondissements. Les encadrés dénoncent les violences policières, considérées comme une résurgence autoritaire des gouvernants. Un rapport de police indique que les manifestants auraient jeté en l'air des tracts place de la République avant de s'enfuir vers la rue du Temple. Le document est trahi par de très nombreuses fautes d'orthographe et semble produit dans des conditions précaires. Le 14 décembre, un tract

<sup>76</sup> Presque tous les tracts issus de cellules lycéennes usent de l'évènement pour manifester des revendications qui leurs sont propres.

intitulé « Franco assassin – Marcellin Complice » est retrouvé devant le lycée Turgot à midi. Le document appelle à participer à une assemblée générale à 14 heures. Signé par le Secours Rouge, il ne comporte aucune indication susceptible de le localiser. Ici, l'objet de la propagande fait appel à la mémoire de la Guerre Civile en suggérant le caractère intangible de la nature fasciste du régime de Franco. Il entretient la dénonciation d'actes de « complicité » entre le gouvernement français et le régime espagnol concernant l'affaire d'un militant antifranquiste livré aux autorités puis condamné à 12 ans de prison ferme. A mesure que le procès s'éternise et dans la perspective de plus en plus probable d'une condamnation à mort des six de Burgos, le Secours intensifie sa production militante et les tracts deviennent de plus en plus virulents. Un tract retrouvé le 21 décembre, aux allures étranges, appelle à une réciprocité de la réponse révolutionnaire et suggère l'idée d'une lutte armée pour faire tomber le régime franquiste. Un mot d'ordre menaçant, rédigé à la main appelle à descendre dans la rue aux côtés du Secours Rouge le soir du verdict. Contrairement aux tracts syndicaux, les tracts d'extrême-gauche n'hésitent pas à justifier l'action directe des militants basques, jusqu'à l'assassinat qui leur est imputé. En réalité quelle que soit la sentence reconnue pour les six accusés, le Secours Rouge souhaite rassembler en nombre pour clore ces mois de luttes. Le Secours Rouge ne se contente pas de verser dans une production documentaire de masse qu'elle fait distribuer à travers les usines, dans les marchés et les universités. Elle entretient avec les réseaux traditionnels de solidarité avec l'Espagne des relations étroites et affirmées dans ces périodes de crise. Ainsi, le Secours Rouge envoie un appel de participation à la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre entre la Place des Ternes et la place Wagram. « C'est la raison pour laquelle nous nous adressons personnellement à vous, afin de venir vous joindre à celles et ceux qui sont déjà volontaires ». Cet appel personnalisé – mais innomé – aux personnalités antifranquistes prouve la volonté fédératrice qui anime le Secours Rouge dans cette lutte.

## **2. L'activisme guerrier des maoïstes au sein du Secours Rouge**

En France, les « maos » sont dispersés entre la revue *Révolution* (1963-5), la Fédération des cercles marxistes-léninistes de France (1964-1966), le Centre marxiste-léniniste de France (1965-1976), le mouvement communiste français (marxiste-léniniste)(1966-1967), le Parti Communiste marxiste-léniniste de France (1966-1977), l'Union des Jeunesses communistes marxistes-léninistes (1966-1968). « Les événements de Mai 1968 accélèrent l'émergence en Europe du maoïsme qui fascine certains milieux de la culture occidentale par sa radicalité révolutionnaire et son mythe de la violence.[...] En France, nombre de groupes apparaissent dont la Gauche Prolétarienne (1968-1973), Vive la Révolution (1969-1971) »<sup>77</sup>.

Si les maoïstes, à la différence des anarchistes et communistes marxisants, ne partagent pas d'histoire commune avec l'Espagne, ils perçoivent dans ces sursauts antifranquistes des similitudes avec leurs modalités d'action. Aussi imprévisibles que spectaculaires, les maoïstes reconnaissent dans les luttes ouvrières et étudiantes l'émergence d'une action contestataire de nature révolutionnaire. Une solidarité insistante chez les maoïstes, la participation aux manifestations de

<sup>77</sup>COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême-gauche*, Paris, Larousse, 2007, p. 181

solidarité envers les accusés de Burgos est réelle à en croire le nombre considérable de tracts retrouvés. Plus qu'un combat à part entière, la lutte contre l'impérialisme est en soi un combat de toujours pour les maoïstes et Burgos surgit comme une occasion de prêcher contre toutes formes de fascisme. L'intérêt pour la cause basque est beaucoup plus tardif parmi les groupes maoïstes. Si des tracts sont distribués ponctuellement dès le mois de novembre, la question du procès de Burgos n'apparaît pas avant mi-décembre dans le journal *Tout, Nous voulons tout !* (1970-1971) proche du groupe Vive la Révolution, de tendance spontanéiste. Le journal composé généralement de 8 pages se différencie de nombreuses publications d'extrême-gauche, par sa couverture en bichromie et la reproduction fréquente de photographies. A l'image du mouvement « mao », la publication fort irrégulière du journal varie entre une sortie quinzomadaire et mensuelle. Il faut attendre le numéro du 10 décembre pour que surgisse la cause basque en première page, titrant « Euskadi libre ». Le journal amplifie grandement l'opposition au régime, en généralisant par la propagande les mouvements étudiants et les grèves ouvrières. Il interroge caractère révolutionnaire du mouvement indépendantiste basque et revient sur les manifestations du 1er et du 3 décembre. En dernière page, Tout publie un entretien accordé par deux militants de l'E.T.A. évoquant la construction d'un mouvement nationaliste armé au Pays Basque et sa filiation avec le groupe EKIN, de nature paramilitaire. Quelque peu tardive, l'apparition des tracts maoïstes est surtout remarquable par la singularité du message autant que par les formes de distribution des tracts. Les militants maoïstes agissent parfois indépendamment d'un groupe et œuvrent à une lutte spontanée, qui voit la révolution surgir avec une passion souveraine. Les tractages sont d'autant plus discrets et fugaces qu'ils sont souvent le fait d'initiatives isolées. De plus, certains tracts manuscrits et ronéotés manuellement indiquent qu'ils peuvent être produits par tel ou tel militant, et ainsi adopter une graphie unique et un message émancipé de tout modèle et de toute autorité. On retrouve ici et là, en filigrane, quelques principes situationnistes adaptés au champ politique.

C'est ainsi qu'une distribution de tracts est organisée à Nanterre aux abords des usines Citroën le 2 décembre vers 14 heures. Intitulé « Franco assassin – Marcellin complice »<sup>78</sup>, le tract est tout autant adressé à la direction de l'usine qu'aux ouvriers. Il précise agir en solidarité avec un autre distributeur maoïste arrêté la semaine passée et condamné à cinq mois de prison ferme. Pour preuve de l'isolement assumé des militants maoïstes, le texte ne mentionne nulle part les manifestations organisées la veille et le lendemain, et ne propose aucune action de rue de leur propre chef. Enfin, le tract abonde de ratures et les expressions espagnoles, villes ou noms, sont pour certaines erronées : il semble évident que le texte a été écrit dans la précipitation par un militant non-hispanophone et peu alerté par la situation espagnole. La question de l'identité est également remise en question. Signé par un pluriel indéfini, le même tract se refuse l'autorité d'un groupe unifié, mais agit selon une communauté d'acteurs distincts. « Les Maos de Nanterre » rassemblent sous une identité géographique qui ne se substitue à aucun comité local.

La production documentaire oscille donc assez vite entre « révolution » et « révolte », laissant en filigrane de ces textes de circonstances un sentiment d'incertitude entre une parole trotskyste et maoïste. Dans cette effervescence maoïste, le procès de Burgos constitue une occasion inespérée pour donner au mouvement une résonance plus large, prouvant ainsi son ambition internationaliste. Par des actions isolées, les maoïstes entendent provoquer une réaction immédiate de leur cibles bourgeoises en attaquant les effets à leur plus lointaine extrémité.<sup>79</sup> La singularité du discours maoïste réside avant

<sup>78</sup> Tract « Franco assassin – Marcellin complice », Les Maos de Nanterre, 2 décembre 1970

<sup>79</sup> Entretien de Béatrice Vallaeys avec Jean-Claude Milner, Libération, 29 septembre 2009, disponible en ligne : [http://www.liberation.fr/planete/2009/09/29/dans-le-maoisme-d-apres-68-il-y-a-la-chine-et-mai\\_584549](http://www.liberation.fr/planete/2009/09/29/dans-le-maoisme-d-apres-68-il-y-a-la-chine-et-mai_584549) militant de la Gauche prolétarienne de l'hiver 68 à l'été 71. « Le maoïsme d'après 68 - le seul que j'ai connu directement - est un maoïsme où il y a la LIOT Benjamin | Master 1 Cultures de l'Écrit et de l'Image | Mémoire de Recherche | juin 2017

tout dans son message belliqueux, empreint de menace ou de chantage, son plus fidèle corollaire. Le courant « mao » constitue un exemple singulier et précurseur des mouvements révolutionnaires décentralisés et des-individualisés : n'importe qui est susceptible de s'en prétendre, de s'en revendiquer. Contrairement aux trotskystes, qui agissent à travers des institutions hiérarchisées pour s'exprimer, les « maos » privilégient l'action directe. Les premiers doivent demeurer présentables aux yeux de l'opinion publique, à laquelle ils présentent des candidats chaque année aux élections sans rien renier de leurs aspirations révolutionnaires.

Parmi les tracts maoïstes, on retrouve une production du Comité Ho Chi Minh. Là encore les tracts sont diffusés plus tardivement, à partir de début décembre. Le choix du lieu est un élément de compréhension du public visé par le tract. Distribués Métro Balard à 23H30, il s'agit de tendre aux ouvriers à la sortie des usines Citroën un document de solidarité. Nombreux sont les travailleurs étrangers, certains espagnols et portugais, à choisir les créneaux du soir à peine mieux payés. Ainsi, le document est expressément rédigé dans une version bilingue qui suppose quelques ajustements. L'ETA est présenté comme l'avant-garde révolutionnaire « préparant la lutte armée qui renversera la bourgeoisie espagnole ». Les ratures manuscrites sur le titre laissent penser que le document aurait pu être révisé en vu d'une réécriture mais dont la diffusion se serait pourtant poursuivie sans ces modifications. Nous avons recensé près de huit tractages aux abords de l'usine Citroën entre novembre et décembre 1970. On peut supposer que la proximité du Comité d'Initiative du Secours Rouge situé sur les bords de Seine s'est avéré déterminant dans le choix du lieu. Le comité Ho Chi Minh conclut ainsi le tract en assumant son soutien permanent au Secours Rouge « Tous dans la rue avec le Secours Rouge ». Parmi les autres tracts on peut ajouter un exemplaire du Comité « Front Uni » engagé dans les luttes anti-impérialistes situé en Seine-Saint-Denis. Ce collectif pro-chinois est à rapprocher du comité Ho Chi Minh dans son approche ouvriériste des luttes. Il fait état de la variété d'action de solidarité, à l'image de la grève des dockers français et du boycott des navires espagnols.

### **3. L'appui des groupes trotskystes aux initiatives gauchistes : entre une volonté de ralliement et une persistance des fractures**

*« Dans l'immédiat après-Mai 1968, les utopies conduisent jusqu'au saut de l'ange dans le tout, tout de suite ».<sup>80</sup>  
Daniel Bensaid, *Les Trotskysmes**

Bernard Brillant souligne quelques éléments de rhétorique qui alimentent les lignes de failles entre les acteurs de la contestation et les structures dominantes. « Présenté par Daniel Cohn-Bendit comme le remède à la maladie sénile du communisme, le « gauchisme » a même été élevé au rang de « théorie » par Richard Gombin qui entendait ainsi le distinguer de la « pratique » qu'était pour lui la contestation. A l'inverse, contestant au PCF l'héritage du léninisme, les organisations trotskystes et maoïstes y virent la marque du discrédit jeté par les « staliniens » ou les révisionnistes ». Absentes du vocabulaire des tracts de 1970-

Chine et Mai, où l'établissement n'est plus la seule forme de l'engagement politique. »

<sup>80</sup> BENSALD, Daniel, *Les Trotskysmes*, Paris, PUF, 2002, p. 99

71, ces éléments discours peuvent laisser penser que les tensions internes entre ces mouvements disparaissent au profit d'une alliance dans l'ailleurs. La lutte contre toute répression politique à l'égard de militants révolutionnaires constitue une cause commune à toutes les auteurs des tracts de solidarité. La lutte contre toute forme de fascisme est également à la croisée de l'ensemble des formes révolutionnaires. Il en est même une forme éminente : un régime autoritaire qui refuse les plus élémentaires des libertés démocratiques (droit de vote, droit d'association, liberté complète de la presse) ne peut que rassembler la solidarité de toutes les forces qu'elles soient républicaines ou révolutionnaires. Florence Joshua alerte le lecteur : « c'est l'explosion étudiante de Mai 68 qui apparaît comme le moment fondateur de la future LC »<sup>81</sup>. La Jeunesse Communiste Révolutionnaire, dissoute l'année suivante, propulse un nombre de ses jeunes adhérents dans les fleurs de la LC. Une image « mouvementiste » prédomine à juste titre : la participation intérieure parmi les masses suppose des formes d'agitation et de bouleversements. La LC est portée par la vague contestataire des années 1970, élargissant ses terrains d'actions et son répertoire de lutte. La solidarité internationale lui est génétique : elle témoigne un investissement sans relâche dans la lutte antifranquiste et dans la participation à une solidarité à l'égard de l'Espagne révolutionnaire.<sup>82</sup> La Ligue Communiste fait figure d'exception pour ce qui concerne sa persistance, sa continuité. Elle compte quelques milliers de militants au milieu des années 1970 et tient une presse régulière, dont le journal *Rouge* est emblématique. Sur les fondations politiques du parti trotskyste, il faut dépasser une lecture bornée aux critiques du Parti Communiste Français, de ses ambiguïtés concernant la Guerre d'Algérie et de la critique du stalinisme comme ferment politique. L'expression désigne une réalité multiforme, embrassant la majorité des expressions d'inspiration révolutionnaires et non-communistes : elle employée aussi négativement que positivement, autant par ses détracteurs que par ses soutiens. Remplacé dans les années 30 par l'épithète « trotskysme », il réinvestit surtout la scène retour en force se situe dans le sillon de mai 1968, où il connaît son heure de gloire : le PCF se l'approprie pour dénoncer les agitateurs anarchistes. « Le gauchisme devient un phénomène culturel revendiqué qui participe de la dilution puis de la destruction de la culture communiste orthodoxe. [...] le gauchisme désigne trois ensembles distincts : les groupes critiques du communisme orthodoxe qui optent pour la lutte armée, ceux qui se situent à la gauche des partis communistes et vont donner naissance au néo-communisme et ceux qui s'engagent dans une vie alternative au sein des communautés.

Le journal *Rouge*, organe de la Ligue Communiste<sup>83</sup>, évoque précocement l'affaire de Burgos. Dès le 26 octobre, une manchette détaille les conditions d'arrestation, les chefs d'inculpation et un portrait des accusés. L'article conclut sur un appel à la mobilisation internationale avec pour mots d'ordre suivants qui annoncent la rhétorique présente dans les tracts trotskystes : « Halte à la répression, à la torture ! Liberté pour les prisonniers politiques ! Vie sauve pour Izko et ses camarades ! ». Le journal *Rouge* percevait dès le départ, dans la politique incertaine du régime franquiste, une victoire de l'opposition notamment des Commissions Ouvrières après avoir organisé une journée de solidarité avec les militants basques. Dans une quatrième de couverture rédigée à l'encre rouge, qui rappelle étonnement le tract imprimé par le Secours Rouge,

<sup>81</sup> JOHSUA Florence, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, coll. « SH / Laboratoire des sciences sociales », 2015, p. 280

<sup>82</sup> Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste constitue son plus fidèle équivalent de l'autre côté des Pyrénées, avec lequel la Ligue Communiste entretient des liens étroits, régulièrement invité lors des congrès nationaux.

<sup>83</sup> *Rouge* est publié à partir de 1968 par la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) puis par la Ligue Communiste (LC). Le tirage initial, de 3.500 exemplaires, passe en janvier 1967 à 4.500 puis à 6.000 après mai 1968, un chiffre qui n'a de cesse d'augmenter tout au long de la décennie suivante avec la professionnalisation de leurs militants-typographes puis avec l'achat d'une rotative en 1975.

un appel est émis à l'attention des lecteurs pour préparer la manifestation du 14 novembre devant les ambassades et les consulats de toute la France. Un long texte revient sur les événements du 3 novembre, apportant en complément, des chiffres sur le nombre de manifestants et de grévistes : 35000 ouvriers du bâtiment et 15000 ouvriers et employés y auraient participé à Barcelone. Une illustration met en exergue la figure de Juan Antonio Creix, tortionnaire présumé durant les années noires du franquisme. Un meeting organisé le 10 décembre au Centre Universitaire de Vincennes rassemble près de 700 personnes à l'appel de diverses organisations d'extrême-gauche. Dans le rapport de police, des détails de l'Assemblée Générale mettent en évidence des fractures palpables dans les modes d'action à adopter. Face à l'appel de Christian Weckerle, militant de l'ex-Gauche Prolétarienne, favorable à des opérations armées, de nombreux étudiants s'y sont opposés, plus enclins à une « manifestation unitaire ». Les militants du Secours Rouge concluent en faveur d'actions différenciées : une manifestation unitaire au départ des Champs-Élysées devant l'immeuble Jours de France, tandis que des actions ponctuelles seront menées par divers groupes d'anarchistes espagnols et de militants du comité portugais de lutte anti-impérialiste<sup>84</sup>. L'objectif de cette courte manifestation consiste à se rendre aux abords de l'ambassade espagnole située à une quinzaine de minutes du métro Franklin Roosevelt.

Plusieurs tracts sont diffusés en même temps dont un texte cosigné par l'Organisation Communiste Internationale, l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme et l'Alliance Ouvrière, trois groupes du mouvement trotskyste des années 1970. Située dans le 10ème arrondissement, le local de l'AJS abrite une imprimerie spéciale qui se charge de produire tracts et journaux des différents groupes. Le document invite à se rassembler le soir même à 18h30 devant le cinéma « Le Concorde » en vue d'une manifestation sous la tutelle de l'AJS et d'autres organisations trotskystes. Aux côtés de la LC coexiste la formation politique Lutte Ouvrière. Un tract<sup>85</sup> est distribué aux abords des usines Dassault à Saint-Cloud (Hauts -de-Seine) le 16 décembre 1970 intitulé « La dictature franquiste se lézarde ». On retrouve parmi de nombreux tracts un discours confiant dans la crise du régime franquiste devant les mobilisations intérieures et extérieures en solidarité avec les inculpés du procès de Burgos. Les institutions religieuses et militaires, principaux piliers du régime autoritaire de Franco, ne sont pas exemptes de critiques internes. Le clergé basque se positionne depuis longtemps en faveur des militants régionalistes. D'autre part, une frange de l'Armée accueille des positions progressistes favorables pour certaines à la transition démocratique. Mais si la déstabilisation est réelle au sein du gouvernement espagnol, elle n'entraîne pas de crise suffisamment importante pour faire vaciller le pouvoir.

Chaque groupe entretient des relations différentes avec les milieux antifranquistes français et espagnols mais globalement, tous assument un lien étroit avec l'organisation indépendantiste ETA. Le 21 décembre, Rouge publie à nouveau le texte d'un tract traduit en français du groupe *Comunismo*, étroitement lié à la Ligue Communiste, daté du 10 décembre. Soit le tract n'est distribué que de nombreux jours à la suite de sa rédaction. Dans une double-page chargée d'émotion, le journal offre un cartographie des mobilisations en France. Seulement, le souci d'objectivité est souvent contrarié par une trop grande

<sup>84</sup> Un tract du Comité Portugais de Lutte Anti-impérialiste est ainsi retrouvé sur les lieux.

<sup>85</sup> Tract « La dictature franquiste se lézarde », Lutte Ouvrière, 16 décembre 1970. Le tract comporte une brûlure de cigarette, chez des militants qui n'hésitent pas à fumer dans l'attente des sorties d'usine.

précipitation ou une mauvaise foi réelle. Dans un court texte, il est fait mention d'une grève au lycée espagnol de Paris le 16 décembre, un établissement sous la tutelle de l'ambassade pour le moins conservateur : cinq minutes de silence annoncées et l'arrestation d'une vingtaine de lycéens sont contredites par d'autres versions.

#### **4. Implications et insubordinations anarchistes durant les manifestations de solidarité**

Sur les techniques de production des tracts, ce sont certainement les structures libertaires ou communistes les plus concernées par la question et qui offrent le plus grand nombre d'éléments didactiques. Le site de la Confédération Nationale du Travail – syndicat anarchiste – un document décrit les pratiques successives pour la fabrication des tracts. Cette approche presque dogmatique du tract laisse à sourire en comparaison avec les techniques rudimentaires de l'époque et le peu d'intérêt formel de ses rédacteurs. De la même sorte, on rencontre sur le site de la Confédération Générale du Travail des semblables manuels adressés aux militants pour aider à l'écriture militante.

L'émanation laissée par le tract illustre la rapidité avec laquelle se crée la chaîne de l'information. Certains documents portent en substance une mention rappelant au lecteur l'absence de toute propriété du document : « soyez libres de reproduire ce document et de le diffuser » ou « prière de reproduire et faire distribuer ce tract ». Inscrite en fin de document, ces formules injonctives enjoignent leur lecteur à s'approprier le document avant d'engager son processus de perpétuation. Le tract adopte alors une position comparable à celle de la circulaire, dont la définition est plus ouverte que celle de communiqué. Le tract se fait le vecteur d'une parole reproductible à l'infini, sans modération aucune. L'année 1970 vit deux attaques « terroristes » d'envergure menées par différents groupes libertaires, prétendument par la FIJL (Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires, proche du Mouvement Libertaire Espagnol en exil, branche dure des anarchistes). Le 28 janvier 1970, un engin explose au centre culturel de l'ambassade d'Espagne à Paris, puis un mois plus tard, un nouvel attentat vise cette fois le siège de la « Banque de Bilbao » et une agence des chemins de fer proche de l'ambassade espagnole. Les trois sites étant devenus des cibles symboliques pour les actions antifranquistes à Paris, un important dispositif policier y était déployé, preuve d'une attention particulière des forces de l'ordre pour se prémunir des actions antifranquistes. Quelques mois plus tard, reprenant exemple des actions terroristes déployées à Londres, à Genève, à Francfort et à Amsterdam, un engin explosif est déposé au siège parisien de la compagnie Ibéria le 26 septembre. Dans ce climat tendu, le procès de Burgos vient densifier la base de solidarité des militants antifranquistes.

## 2. UN MOMENT MANIFESTANT MULTIFORME : SOLIDARITÉ ET CONCURRENCES POLITIQUES

### 1. Genèse des mouvements de solidarité : Paris en retard et la province en tête de cortège

Dans l'article du 23 novembre, *Rouge* fait état des manifestations en France : Le Havre, Toulouse, lycées parisiens, Bordeaux, Perpignan. S'il n'est pas étonnant de voir une telle attention aux mouvements étudiants et lycéens – lectorat actif du journal – *Rouge* fait figure d'exception dans sa lecture des événements et dans le déroulement détaillé des manifestations. Dans le Quartier Latin, les étudiants des établissements Fénelon, Saint-Louis, Henri IV, Louis-Le-Grand, ont largement œuvré à la diffusion des dépliants du *Secours Rouge*. En effet, l'organisation disposait d'un important maillage dans les lycées parisiens. L'article souligne les méthodes de diffusion employées par les militants : division de 70 militants sur trois lignes de métro dès son ouverture à 6 heures du matin. Un groupe de 5 militants pour chaque wagon, précisant la volonté de prendre le temps de l'échange avec les passagers. La stratégie de la Ligue Communiste est entièrement tournée vers les lycées, offrant un terrain favorable pour sa base militante. L'arrestation de jeunes militants comme Geismar – alors âgé de 31 ans – suscite admiration et engouement chez de nombreux étudiants et lycéens. Le Secours Rouge étend son influence dans les établissements parisiens, dont le noyau réside dans le Quartier Latin. La distribution de tracts a lieu dans deux lycées proches Montaigne et Lavoisier, à proximité du Jardin du Luxembourg. « Il est possible de mener de pair la construction du Secours Rouge et la reconstruction du mouvement lycéen. [...] Le Secours Rouge assume et assumera l'information, la mobilisation et l'organisation des lycéens contre la répression menée par la bourgeoisie française. ». Le Lycée constitue l'espace de diffusion d'un discours d'indignation et de révolte fertile. La sensibilité de la jeunesse aux oppressions étrangères se fait plus aiguë avec les événements de la guerre du Vietnam... Quoiqu'il en soit, le journal *Rouge*<sup>86</sup> se fait le relais des manifestations en province à Perpignan, Toulouse, Pau, Bayonne, Bordeaux, Brest, Le Havre. L'appel à manifester à Paris Place des Ternes le lendemain vient conclure l'article, reprenant littéralement les slogans du tract produit à cette occasion. Signé par les grandes centrales syndicales, la CFDT, le CIR, la FEN, la LC, le PSU, le SR. L'état des comptes estime à 50000 le nombre de manifestants en province. La manifestation débouchait sur le pont Alexandre III, précisant avoir choisi son parcours et son lieu de dislocation.

### 2. Les universités, refuges de l'écrit militant

L'activité militante à l'université Nanterre ne faiblit pas. Haut lieu de la contestation, Nanterre fait l'objet d'une étroite surveillance de la part des renseignements généraux. Ainsi, plusieurs policiers assistent aux assemblées

<sup>86</sup>*Rouge*, 30 novembre 1970, N°90

générales et transcrivent une partie des discours. Un tract du 15 décembre 1970 appelle à « continuer la riposte » est distribué à cette occasion dans les amphithéâtres de la faculté d'Histoire et Géographie par le Comité de Lutte des étudiants. Dès la veille, les collages d'affiches se multiplient sur les murs de l'université appelant à toute forme d'action collective et avisant les étudiants d'une réunion du Secours Rouge. L'Alliance Marxiste Révolutionnaire (AMR) organise dans l'heure qui précède sa propre réunion d'information dans la faculté de Lettres. Ces deux exemplaires sont conservés naturellement dans les fonds de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine. Lors d'une Assemblée organisée à l'université de Nanterre le 21 décembre, la SNE sup, la CGT du personnel, le SNEB-FEN de 13h45 à 15heures dans la faculté de Lettres. Près de 200 étudiants en présence à l'appel unitaire de l'Union des Étudiants Communistes, Parti Socialiste Unifié, Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, Alliance des Jeunes pour le Socialisme, de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, l'Union des Communistes de France Marxiste-Léniniste, Vive la Révolution, Mouvement du 27 Mai ainsi que des militants anarchistes. Les tensions entre les participants portent sur les formes à donner aux actions de lutte : protestation pacifique par envoi de motions de protestation à M. Pompidou, à l'ambassade d'Espagne – membre de la CGT précise l'organisation d'une manifestation de masse devant l'ambassade avant Noël. - M. Harrissen, professeur de tendance maoïste refuse ces propositions, considérant comme seules efficaces les action violentes. Les membres de la CGT et de l'UEC quittent la salle après ces déclarations. Un tract intitulé « Procès de Burgos = Procès de Franco », signé de la main de l'ex-Gauche Prolétarienne, est distribué au Centre Universitaire de Vincennes le 17 décembre. Une assemblée générale évoque de possibles « actions de commandos maoïstes ». Produit par l'Imprimerie Spéciale Paris VIII – Comité de soutien aux révolutionnaires basques et espagnols, le document précise la participation de Rémy Kolpakopoul place de Clichy. La réunion du jeudi 17 décembre est annoncée à 16 heures dans un amphithéâtre. A cette occasion, un étudiant rend compte de l'échec d'une tentative de boycott des cours organisée au lycée espagnol de Neuilly, en raison de « la passivité des étudiants ».

### **3. La manifestation du 1<sup>er</sup> décembre sous le flambeau du Secours Rouge**

Un rapport de police, rédigé le lendemain, offre un éclairage étonnant de détails sur le déroulement de la manifestation. Le principe d'une manifestation en solidarité aux autonomistes basques est acté dès le début du mois de novembre par le SR. A l'appel du Secours Rouge de la Ligue Communiste, du Parti Socialiste Unifié et de l'Union Nationale des Étudiants de France, 1500 personnes se sont regroupées dans la soirée du 1<sup>er</sup> décembre, place des Ternes<sup>87</sup> (17<sup>ème</sup>) afin de manifester leur solidarité à l'égard des manifestants nationalistes basques à la veille du procès de Burgos. L'unité manifestante s'exprime l'organisation préparatoire du cortège. Le CISR avait « chargé » la Ligue Communiste de préparer matériellement la manifestation en contactant les comités de quartier, les lycées et facultés. L'intervention de plusieurs orateurs, Alain Krivine et Michel Rocard. Pour preuve des tensions palpables entre les forces de police et les manifestants, le rapport prétend que le « PSU avait convié au rassemblement des personnalités du monde de la politique, des arts et du spectacle connues pour leur sympathie envers les mouvements gauchistes : cette mobilisation des intellectuels avait

<sup>87</sup> Le trajet organisé par le SR s'articule de la manière suivante : Place des Ternes – avenue de Wagram - Boulevard de Courcelles – Boulevard de Malesherbes – place des Saint-Augustins – place de l'Opéra – avenue de l'Opéra – rue Gaillon.

pour but de tenter de faire appréhender ceux-ci par les services de police et de créer ainsi une situation embarrassante pour les autorités, et d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le sort des basques espagnols. La Ligue Communiste, le PSU, l'UNEF mais aussi des militants de la Fédération Anarchiste » et des syndicalistes de la Confédération Nationale du Travail ont finalement répondu présent. Un regroupement préalable des manifestants et militants organisé par les Cercles Rouges est avéré dans de nombreux lycées et facultés ( Nanterre, Vincennes...). Dès 16 heures, des rassemblements s'accompagnent d'ateliers de confection des banderoles et de la diffusion des mots d'ordre. Le ralliement s'effectue par groupes d'une cinquantaine de manifestants à partir de leur universités et lycées d'origine tandis que le contingent le plus important se forme dès 17h30 à la Halle aux Vins. Un service d'ordre gauchiste était présent à l'entrée de la station de métro Ternes pour empêcher les manifestants de se disperser. Néanmoins, la plupart d'entre-eux rejoignent tardivement le rendez-vous ou patientent dans les cafés alentours dans l'attente de l'arrivée d'Alain Krivine, de Daniel Ben Said et de Christian Michaloux. Près de 700 manifestants à l'heure du rendez vous

Les manifestants ont formé un cortège qui s'est disloqué sur la place Saint-Augustin. Selon ce récit policier, quelques maoïstes et anarchistes ont manifesté par des actes plus virulents dans le quartier de l'Opéra contre des vitrines de magasins. Un groupe de 200 individus se dirige Place de la Madeleine puis gagnent la place de la Concorde, par la rue de la Madeleine. De petits groupes se dirigent vers les grands magasins, par le boulevard Haussmann occasionnant des bris de verre des boutiques d'Antin, « Sommer » et au magasin d'exposition Citroën, situé à l'angle de la place de l'opéra. Enfin des dégradations sont constatées au siège de la Banque Populaire Espagnole, 20 rue Saint-Augustin. Le même jour, le lendemain *Le Monde* évoque l'interpellation de neuf personnes (« Neuf personnes appréhendées à Paris après une manifestation contre le procès de Burgos »). La présence d'un service d'ordre important. Selon le journal, seul deux mille personnes auraient participé à la manifestation d'après les estimations policières. Aux côtés d'Alain Krivine et de Michel Rocard, président du PSU, Robert Davezies a adressé un appel à la foule. Cette solidarité intellectuelle se manifeste également dans la rue à travers des actions « unitaires » menées avec rigueur par les militants du Secours Rouge. Pour mener ce coup de force, un étroit cordon humain se forme sur les côtés latéraux de la manifestation et on distingue sur les images télévisuelles quelques militants casqués en marge du service d'ordre. Ce coup de force du Secours Rouge est quelque peu terni par des dégradations en fin de manifestation mais l'étroite surveillance du cortège permet de se désolidariser des militants les plus virulents. Entre 6 et 8 heures du soir avec les nationalistes basques entre 3000 et 5000 personnes, dont Michel Rocard et Alain Krivine, a défilé entre la place des Ternes et les Grands-Augustins. Un groupe « infiltré » a parcouru l'avenue de l'Opéra en faisant quelques dégâts. Le lendemain, la question basque fait l'ouverture du journal télévisé de 13 heures.<sup>88</sup> Une interview avec le correspondant de Bordeaux puis avec le journaliste et correspondant en Espagne Marcel Niedergang évoque le « durcissement très net du mouvement nationaliste » qui peut compter sur la sympathie des couches sociales, et des manifestations très virulentes à Barcelone.

<sup>88</sup> Antenne 2, Journal télévisé du 13 heures, « Burgos avant le procès des basques le 2 décembre 1970 », Archives INA, CAF95054933

La réussite de la manifestation est relayée abondamment dans la presse militante. Dans le numéro 91 du journal *Rouge*, un long article<sup>89</sup> est consacré aux manifestations de rue organisées par le Secours Rouge : La manifestation du 1<sup>er</sup> décembre affiche une réussite réelle pour le Secours Rouge car elle met en scène non seulement la capacité mobilisatrice de la jeune organisation, mais car elle prend les rennes d'une contestation parisienne qui s'étend jusqu'à la fin du mois. L'occasion de féliciter les adhérents qui ont distribué près de 200000 tracts du Secours Rouge (le chiffre avancé correspond certainement à la quantité imprimée par les militants eux-même). Cet article est également l'occasion pour le Secours Rouge de se désolidariser des anarchistes, responsables des bris de vitrines. Par la même occasion, l'article accuse l'AJS de passéisme et les « maos » de violence inutile : cette stratégie de communication permet à l'organisation de se présenter responsable et pacifique. Elle s'offre comme un interlocuteur possible aux yeux du pouvoir. Enfin, elle accuse le coup en dénonçant l'absence du PSU, s'étant tardivement joint à la manifestation en intégrant le Service d'Ordre. Mais face à la manifestation annoncée du PCF, le Secours Rouge appelle dès le 1<sup>er</sup> décembre à renouveler la mobilisation le surlendemain.

#### **4. L'illusion d'unité de la manifestation du 3 décembre**

De nombreux tracts sont retrouvés la veille de cette manifestation. Un appel à se rassembler au Rond-Point des Champs-Élysées est distribué au métro Balard par la Direction du Parti Marxiste-Léniniste Clandestin. Autre rare exemplaire à conserver trace du date, il fait mention du 3 décembre 1970, soit une semaine avant sa distribution. Il est probable qu'il fut copié afin d'être distribué lors de la manifestation du même jour organisée par le Parti Communiste mais son emploi dépasse largement cette occasion. Un article du 5 décembre fait état de la manifestation organisée par le PCF.<sup>90</sup> La manifestation a rassemblé 11000 personnes selon la police, contre 20000 personnes d'après le Secours Rouge. Les organisateurs multiples étaient à l'origine déjà d'une forte mobilisation pour dénoncer les bombardements américain au Vietnam du Nord : la filiation internationale est ici assumée. Le cortège comptait parmi les personnalités de gauche comme Albert Detraz secrétaire de la CFDT, Georges Séguy, et René Duhamel responsables à la CGT, Georges Marchais et Jacques Duclos pour le Parti Communiste, Claude Bessis et Joxe pour la Convention des Institutions républicaines, Michel Rocard pour le PSU, le poète Marcos Ana et le secrétaire du PC espagnol Santiago Carrillo, venu de Rome. Suite à l'interdiction de manifester entre République et Opéra, le cortège est finalement conduit jusqu'à Nation. La mobilisation gauchiste est inversement proportionnelle à sa communication : le cortège du Secours Rouge rassemble quelques centaines de personnes en comptant sur la présence de l'AJS et de quelques dizaines d'anarchistes. Loin de mener la manifestation, ils sont relégués derrière le cortège du PCF et devant les manifestants les plus radicaux. Parmi les incidents, on compte des bris de vitrines d'une banque et du commissariat du 11<sup>ème</sup> arrondissement. *Rouge* entretient la bataille des chiffres en opposant à chiffres égaux le capital d'attraction de manifestants du *Secours Rouge* et du PCF. La manifestation du 3 décembre aurait rassemblé 20000 personnes avec l'appui du PCF et des syndicats. Sans son concours, le Secours Rouge capitaliserait la moitié à lui seul du nombre de militants, de quoi alimenter la tension avec le Parti Communiste. Enfin, elle se prétend responsable de l'appel lancé par le PCF le soir même à 21 heures d'une manifestation unitaire prévue le surlendemain. En tout état de cause, au-delà des chiffres, la manifestation du PCF

<sup>89</sup>*Rouge*, 6 décembre 1970, N°91

<sup>90</sup>Le Monde, *Onze mille personnes ont manifesté à Paris*, 5 décembre 1970

rassemble un éventail plus large de manifestants, entre une gauche républicaine et une extrême-gauche plus virulente. La présence des avocats humanistes Jean-Jacques De Felice et de Robert Badinter, tous deux militants proches de la Ligue des Droits de l'Homme et engagés dans la défense de militants antifranquistes, illustre la plus grande force d'attraction de cette manifestation d'initiative communiste. A côté de ce tract collectif, il existe un autre document du Secours Rouge, appelant lui-aussi à la manifestation du 10 décembre. Aux côtés du PCF et d'autres organisations gauchistes, ce sont près de 800 personnes à défiler sous la banderole de la Ligue Communiste tandis que le PSU rassemble environ 500 manifestants. Le Secours Rouge annonce la présence de son propre service d'ordre, preuve que ces manifestations sont autant l'instantané d'une défiance à l'égard des forces de l'ordre qu'une démonstration de force pour les organisations concurrentes. Ici le document ne provient pas de l'imprimerie spéciale du CISR mais est produit par RU Anthony 92. Le tract publié dans la matinée a certainement retenu l'attention des services de police qui craignent de possibles actions de violence de la part des maoïstes de « Vive la révolution » et de « l'ex-Gauche Prolétarienne ». Ce rapport fait office d'avertissement, prévoyant l'intervention de possibles militants anarchistes appartenant aux Groupes Autonomes d'Action et pointe des risques de débordements.<sup>91</sup> Il est fait état de la participation de l'UNEF-Renouveau à cette manifestation.

### **3. LA FABRIQUE D'UNE « ARTILLERIE POLITIQUE »**

#### **1. Discours de lutte, discours de propagande du tract antifranquiste**

Le terme de « propagande » joue un « double-jeu »<sup>92</sup> dans le discours des tracts : il renvoie à la dualité d'un imaginaire de lutte où les acteurs s'accusent mutuellement de contre-information. La propagande concerne autant les cibles que les partisans du mouvement. La propagande fasciste fait écho à la propagande révolutionnaire (la communication du Secours Rouge est ainsi qualifiée). Néanmoins, la propagande révolutionnaire que nous retrouvons à travers ces tracts revêt un aspect positif pour ses rédacteurs et groupes émetteurs. Dans cette même interview, la propagande est relevée par deux moyens : la stratégie de communication de l'ETA vise à gagner l'attention de tous les milieux d'extrême-gauche en Espagne comme à l'étranger mais le discours sert aussi la reconquête d'une position dominante au sein de cet anti-franquisme aux couleurs multiples, affichant une pleine solidarité avec toutes les victimes du pouvoir et toutes les organisations engagées dans la lutte clandestine contre la dictature. Cette démarche de séduction n'a d'égal que la virulence du propos, alternant entre la haine viscérale et la confusion des objectifs. Il demeure que cette production documentaire ne feint pas l'espoir d'une commutation des peines : dans l'interview accordée par les deux militants d'ETA pour le journal *Rouge*, il est fait référence à d'autres formes d'annulation de peines par Franco.

<sup>91</sup> Les rapports de police alertent de possibles de bris de vitrines et de renversements de véhicules.

<sup>92</sup> LOYER Emmanuelle, *Mai 68 dans le texte*, Paris, Éditions Complexe, 2008, p. 18

« Pour la génération mai 1968, le tract se résume à un outil de contestation produit en masse au cours de cette période. [...] Pour exprimer cette idée par une métaphore, on peut dire que Mai 1968 est comparable à une gigantesque feuille blanche remplie d'idées en liberté. La France se trouve alors littéralement enfouie sous une mer de papiers qui cherche à emporter dans ses flots le pouvoir, les

et la société. La logorrhée soixante-huitarde, véritable effusion de parole exempte de toute censure, a tôt fait d'escamoter la dimension esthétique des tracts, laquelle a pourtant été de toutes les guerres et de toutes les batailles politiques du XX<sup>ème</sup> siècle. ».

Quand surviennent le procès de Burgos, ce reflux de papiers n'a pas encore lieu et les traces visibles imprègnent les chaussées de France. Rares sont les tracts à laisser une place de choix aux images, en dehors des créations de l'école des Beaux-Arts ou d'ingénieuses fabriques personnelles. Le graphisme est sacrifié au profit d'une immédiateté rimant avec sobriété : l'absence d'illustrations, la réduction au maximum des logos partisans, la pauvreté du grain de papier, l'abondance d'erreurs orthographiques sont monnaie courante et la production s'engouffre dans ces modalités avec un réel mépris esthétique. Cette raison explique sans aucun doute l'intérêt timide des historiens pour ce matériau.

« Après l'insurrection estudiantine de Mai 1968, on en est presque venu à oublier que le tract, avant d'être une arme de contestation surchargée de mots et de slogans, était aussi et avant tout un outil de séduction médiatique, un vecteur d'illustrations et de compositions savantes. Cette faiblesse doit être resituée au sein d'un système médiatique en pleins bouleversements. La production écrite doit faire face à la concurrence de plus en plus dangereuse d'une télévision carnivore, désormais présente dans de nombreux foyers (chiffre?) et disposé aux bonnes intentions du pouvoir gaulliste. Le tract s'inscrit dans un champ médiatique parallèle, voire alternatif, se confondant avec un rôle de contre-pouvoir. Rien n'illustre mieux ce propos qu'une affiche de l'école des Beaux-Arts largement diffusée au mois de juin 1968 : « Toute la presse est toxique. Lisez les tracts, les affiches, le journal mural. ». Le tract, comme l'affiche ou la revue militante, doit supplanter « l'objectivité feinte »<sup>93</sup> des supports d'information classiques au profit d'une information parallèle agitant la conscience révolutionnaire de son lectorat. ».<sup>94</sup>

« Le tract de Mai 68, c'est avant tout le jaillissement spontané de la parole retranscrite dans des mots et des formules écrites. ». L'ouvriérisme et le populisme sont à l'honneur en Mai 68. Le peuple, non pas pris dans sont acception démagogique, fait l'objet d'une représentation quasi messianique. D'une dictature à l'autre<sup>95</sup>, les stratégies subversives alimentent des formes originales dans le rapport à l'écrit. L'article de Maria Luiza Tucci Carneiro sur l'écrit révolutionnaire dans le Brésil du siècle dernier témoigne de l'ingéniosité des militants révolutionnaires pour contourner la censure et la répression politique. Jusqu'à la décennie 70, les groupes politiques doivent redoubler d'effort pour alimenter une production militante en quantité suffisante pour instaurer une parole alternative dans un espace politique fortement cerné par la parole dictatoriale : « un simple ronéo servait à imprimer un tract ou une circulaire », multipliant à la force du poignet, au rythme laborieux d'une manivelle rouillée, une parole insoupçonnée et

<sup>93</sup>GAULTIER-VOITURIEZ Odile, « Archelec, les archives électorales de la Vème République, du papier au numérique », *Histoire@Politique*, 3/2016 (n°30), p. 213-220

<sup>94</sup>NOVAK, Zvonimir, *Agit-tracts, Un siècle d'actions politiques et militaires*, Paris, L'Échappée, 2015, 352 p.

<sup>95</sup>TUCCI CARNEIRO Maria Luiza, « La place de l'imprimé révolutionnaire : des caves aux archives policières », p.119-140 dans *L'imprimé dans la construction de la vie politique : Brésil, Europe, Amériques XVIIIème-Xxème siècle*

dangereuse. Cette cuisine révolutionnaire trouve une description éloquente dans un document retrouvé parmi les archives policières de la ville de São Paulo, d'une ingénieuse machine nommée l'hectographe, « sorte de duplicateur qui au moyen d'une humidification à l'alcool transfère sur le papier qui l'alimente l'écriture ou le dessin de la matrice obtenue au moyen de papier hectographique ». La symbolique de l'« alchimiste révolutionnaire » semble loin du tract mécanique du producteur de tract français des années 1970. En tombant entre les mains de ses collectionneurs, le tract perd de sa « valeur d'usage » qui équivaut en partie à une mort sociale.

## 2. Manifestations et manifestants

Si un nombre florissant d'articles évoque l'ampleur des manifestations en solidarité avec les condamnés à mort, rares sont ceux à prolonger une réflexion sur la nature des manifestations : il est dès lors extrêmement difficile de reconstituer la physionomie des mouvements, c'est à dire l'origine, l'identité, le nombre exact et les revendications principales des militants. Dans ce foisonnement documentaire, il ressort paradoxalement très peu d'éléments nouveaux, les journaux ayant tendance à se partager les mêmes informations. Toutefois, la comparaison d'articles provenant d'une presse généraliste avec des revues militantes permet de constater des écarts flagrants dans le nombre de manifestants. Ces dernières oscillent entre une surévaluation ou une sous-évaluation, selon leurs intérêts mutuels. Aussi ces informations appellent à la plus grande prudence. Il faut étudier la manifestation<sup>96</sup> comme un fait politique à part entière qui survient épisodiquement mais dont la fréquence ne cesse de croître depuis son institutionnalisation dans les années 30. " Une manifestation est un déplacement collectif organisé sur la voie publique aux fins de produire un effet politique par l'expression pacifique d'une opinion ou d'un rassemblement. ". Ne pas confondre la manifestation avec d'autres formes de "démonstrations de rue" telles que le rassemblement qui est statique, ni à la procession, qui est religieuse ou à l'attroupement, qui n'est pas organisé. Le siècle dernier suivit un long processus de *naturalisation* de la manifestation, intégrée par la société comme un moyen d'expression et d'impression politique. L'accès à l'analyse des manifestations connaît pourtant plusieurs obstacles : si la recherche dans ce domaine est aussi jeune, c'est que les sources documentaires sont réduites et à l'image de la manifestation elle-même, éphémère. Comme le souligne Pierre Favre dans son étude du *moment manifestant*, "les comptes-rendus journalistiques ou savants des manifestations ne s'arrêtent que brièvement à la manière dont celles-ci s'organisent et aux protagonistes en présence dans l'espace concret de la rue". Les acteurs volontaires ou passifs des manifestations sont nombreux : les manifestant en premier lieu, puis le service d'ordre manifestant éventuel, et une nébuleuse constituée de simples spectateurs ou de manifestants parallèles, qui détournent certains usages ou manifestent une identité distincte du groupe majoritaire. Enfin, les forces de l'ordre viennent conclure ce paysage de la manifestation. Cette répartition des différents acteurs qui investissent ce *moment manifestant*, à la fois passager et absorbant, demeure difficile à saisir dans sa complexité.

<sup>96</sup>FAVRE, Pierre, *La Manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, 1990, 392 p.

16 membres de l'ETA sont accusés d'avoir assassiné, en 1968, le chef de la brigade des Enquêtes sociales de Guipuzcoa, Melitón Manzanos. Le PCF lance son offensive contre la répression franquiste et un procès qui, comme lors de l'affaire Delgado-Granado, devait tourner au spectacle orchestré. Le 1er décembre 1970, le Secrétariat du Comité central demande de : " Publier dans l'Humanité une interview de Santiago Carrillo sur la situation en Espagne. Mener une forte campagne contre le procès de Burgos et créer les conditions pour une manifestation à Paris. " L'Humanité offre durant ce long mois une tribune continue à Carrillo. Mais comme le souligne Violette Marcos, le cas du procès de Burgos est complexe pour le Parti communiste car il s'agit de militants nationalistes basques. Néanmoins, le projet socialiste du parti basque clandestin est annoncé dès les premières années suivant sa création. Les mouvements de solidarité voient l'apparition d'un groupe pacifiste, les Jeûneurs ( 27 rue Linne, Paris, 5ème arr.). "Notre volonté est de concilier, non de diviser davantage, de rompre l'enchaînement de la violence, en commençant en nous-même.". A travers la privation alimentaire, le groupe de militants désire engager un processus alternatif à la violence mutuelle des organisations favorables à la lutte armée, comme l'ETA et la répression franquiste. Le symbole consiste en l'intégration d'une violence personnelle par la souffrance de la privation. Un tract édité sur papier jaune fluo relate les étapes préliminaires de l'accusation des seize inculpés et lance un appel au jeûne durant la semaine du 30 octobre au 6 novembre. (renseignements, Michel Lefeuvre<sup>97</sup>). Évènement brutal dans la lutte antifranquiste, le procès de Burgos semble avoir laissé peu de traces chez les militants. En guise de réponse, il semble que la découverte d'autres formes d'antifranquisme en Espagne ne s'intègre pas dans les schémas mentaux des militants communistes. Plus important, l'apparition, en France, dans les manifestations et les meetings d'autres antifranquistes, dont les représentations peuvent diverger, et s'autonomisent vis à vis du PCF. ( manifestation du 3 décembre 1970 ). « Les républicains espagnols ont donc déployé à Paris une intense activité politique et culturelle et ont constitué un milieu fortement organisé en réseaux multiples, mais sans réussir à former une communauté du fait de leurs divisions internes. Ils se retrouvent cependant dans les manifestations spectaculaires organisées par la gauche française pour protester contre certaines exécutions politiques décidées par le régime de Franco. Milieu fortement politisé dont la préoccupation principale reste l'Espagne, milieu qui ne songe pas à s'installer durablement en France tant l'espoir de retour demeure fort jusqu'aux années cinquante, les naturalisations y sont rares, indice que les réfugiés ne cherchent pas à s'intégrer dans la société française. »

### **3. Imprimeries militantes et productions marginales**

De fabrication française, la Ronéo ( du nom de la firme française fabricante) s'est popularisée dès les années 60 avec l'apparition de moyens de reproduction mécaniques moins encombrants, que l'on destinait à un public amateur. Il s'applique indistinctement au système de « duplicateur à alcool » et à un procédé différent, « la miméographie ». Le duplicateur à alcool fonctionne de la manière suivante : après la rédaction du texte – manuscrit ou dactylographié – et son application dans l'interstice de la machine, un rouleau vient le presser sur une feuille blanche la forme du papier imprégné d'alcool. Il agit par transfert d'encre sur un modèle comparable à l'héctographie, découverte dans les années 20 en Allemagne. Son procédé est d'une simplicité enfantine à condition de disposer de tous les éléments chimiques et mécaniques. Des nombreuses pièces venaient

<sup>97</sup>Michel Lefeuvre, philosophe français, dans le sillon de Jacques Derrida qui fut son professeur de thèse.

à manquer. Pour des raisons financières, il arrivait que le produit ne soit pas accessibles. En tout état de cause, la quantité de tracts produits – certes variable et souvent difficile à estimer – demeure limitée à quelques centaines d'exemplaires.<sup>2</sup> Avec une production estimée entre 50 et 300 exemplaires, le système de duplicateur américain s'adapte parfaitement aux initiatives individuelles de certains militants ou aux groupes isolés. Que le tractage soit de leur propre grès ou le fait d'une initiative collective, les capacités maximales limitent grandement l'amplitude de diffusion. Avec une capacité maximale on peut supposer une distribution totale des tracts de quarante-cinq minutes à une heure. La ronéo convient donc parfaitement à des pratiques isolées mais expose tout de même assez longuement le distributeur : cibler des moments de forte affluence lors d'embauche ou de débauche des ouvriers à la sortie des usines ou aux heures de sortie d'ouverture des lycées ou de sortie des cours permet d'écouler le stock de tracts auprès d'un public concerné et souvent sensible aux revendications. Les risques sont moins élevés plus l'affluence est grande. Si ces pratiques ne s'illustrent certes pas par la nouveauté, elles correspondent parfaitement aux stratégies employées par les militants maoïstes ou libertaires. Le tract se positionne comme le média privilégié du répertoire d'actions spontanées<sup>3</sup>.

Une immense variété de machines Ronéo rend difficile une comparaison raisonnable des procédés de reproduction de l'éphémère d'autant que coexistent des systèmes mécanique ou électrique – d'une manipulation variable et d'une efficacité inégale. Quelle que soit l'ambition des militants, ces instruments répondent parfaitement à leurs exigences typographique ; le tract doit pouvoir être produit en quantité et en temps limité. Au delà de cette durée, il doit répondre du mieux possible aux aléas politiques de l'actualité : le tract « de réaction » se doit d'être disponible dès le lendemain de l'évènement, tandis que le tract « d'anticipation » - majoritaire dans notre cas – doit pouvoir s'adapter à chaque communiqué venu d'Espagne. La ronéo dispose d'un régulateur de quantité. Les modèles mécaniques fonctionnent grâce à une manivelle latérale tandis que les modèles électriques ne nécessitent aucune intervention. Ces modèles sont réservés aux partis politiques imposants, rarement employés par les groupuscules gauchistes. De qualité médiocre, l'encre – souvent bleue – tend à s'estomper avec le temps, éclaircie puis translucide, s'effaçant parfois complètement par endroits. Les ultra-violets provoquent un éclaircissement de la couleur de l'encre. Le papier non plus n'est pas en reste : de qualité médiocre, il jaunit rapidement en quelques décennies selon la qualité de conservation du document. Toutes ces raisons expliquent assez clairement les difficultés de conservation que rencontrent les institutions archivistiques. Dans les années 1970, le principe de la xérogaphie se substitue progressivement à celui du duplicateur à alcool. Quelques années auparavant, l'entreprise destinait ses produits aux professionnels en misant sur des modèles électriques d'une utilisation facile. Certaines améliorations techniques remédient à la grande rigidité des copieurs-reproducteurs traditionnels : un système de correction par le recours aux caches opaques offre la possibilité d'intervenir directement sur l'original. D'autres marques n'offre pas la même qualité matérielle ni même de service. La Roneo « Métro » est l'une des plus en vogue dans les années 60, fournissant une reproduction sommaire et nettement variable. Sans protection ni aucun régulateur, la Ronéo nécessite deux tours par exemplaire. La grande régularité typographique entre les tracts peut s'expliquer par un socle commun à toutes les machines. Le format du papier est prédéfini pour chaque

modèle et livré en conséquence selon les besoins du producteur. Il semble que le procédé chimique ait une plus grande valeur que le procédé mécanique induisant la reproduction du papier : en effet, on peut procéder de manière artisanale, sans machine, au simple moyen d'une matrice et d'une feuille imprégnée d'alcool.

« A cette époque, la calculette de poche était un gadget de luxe. La photocopieuse était elle-même un appareil relativement rare. On n'imaginait même pas qu'il y aurait un jour des microordinateurs et des imprimantes. Pour tirer à de multiples exemplaires des documents comme des tracts, il n'y avait que la Roneo (marque de matériel de bureau dont c'était la spécialité), appareil qu'on ne trouvait évidemment que dans les bureaux. Il fallait auparavant taper à la machine un stencil (mot anglais pour « pochoir ») qui servait en quelque sorte de matrice. Il n'y avait pas de correction possible sur le stencil et on n'avait donc pas le droit à la faute de frappe. Puis le tirage demandait un certain savoir-faire. Une fois le tract rédigé, il y avait un travail assez fastidieux pour peu qu'on dispose d'une machine à écrire et d'une Roneo. »<sup>98</sup>

Abexpress a notamment imprimé les affiches de l'AJS (Alliance des jeunes pour le socialisme), du Secours Rouge, de l'OCI, et La Nouvelle revue socialiste ainsi que des livres pour EDI (Études et documentation internationales) dans les années 1970, pour SELIO (OCI). L'imprimerie aurait démarré en 1969. Durant les années 1980 la bibliographie des livres imprimés semble moins militante bien que l'on puisse retrouver des militants du MPPT/Parti des travailleurs dans certaines entreprises donneuses d'ordre. Elle a également à son actif des publications des Cahiers de Mai, du journal *Guerre de classe* ( communiste libertaire : 1<sup>er</sup> numéro le 15 novembre 1971 – mars 1976). Quelques exemples d'affiches viennent s'ajouter à la production militante d'Abexpress. Nous avons donc affaire à une imprimerie commerciale, dont sort une production diversifiée : des publications marxistes aux affiches anarchistes, la production militante est considérable durant les années 60-70.<sup>99</sup>

<sup>98</sup>DAUM Nicolas, *Mai 68 raconté par des anonymes*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008

<sup>99</sup> Créée en 1968, l'imprimerie Abexpress se situe au cœur des mouvements des années 70, au croisement de différents groupes communistes, libertaires...

L'Organisation Communiste Internationale (OCI) et l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, installée au 87 rue du Faubourg-Saint-Denis, tout près de l'imprimerie.

## CONCLUSION

---

« *L'efficacité du tract n'est sans doute pas dans ce qu'il donne le plus directement à voir mais dans l'invisible qu'il contribue à féconder.* »  
**Jean-Gabriel Contamine, *Le tract, à quoi bon ?***

Comment croire en la puissance d'un objet aussi volatile, « voué à n'être pas lu ». Outil par excellence du militant, le tract réveille l'esprit d'une contestation mutualisée<sup>100</sup>, par laquelle les espoirs individuelles nouent alliance avec la cause collective sous une commune bannière. Discours en partage, le message du tract agit une parole offensive : elle inspire le drame de l'inactivité, elle inspire la lutte, la séduction et la persuasion ; elle engage au ralliement. « Le tract, moyen primaire et premier des organisations pour démontrer leur existence et faire entendre leurs voix sans s'en remettre aux médias institutionnels et à leurs logiques de sélection et de traduction. ». S'il semble avoir acquis une place stable au sein du paysage public, son existence se refuse à toute évidence : « un regard à la fois historique et sociologique invite pourtant à remettre en cause cette impression de familiarité. ». Le tract militant agit selon d'autres modalités que le tractage militaire ou le tractage commercial, organisés selon des principes rationalisés et des raisons pécuniaires. Pourtant, ces évolutions ne sont pas sans effets pervers pour le tractage militant. « Certes, en termes organisationnels, si on compare la situation contemporaine à celle qui prévalait en mai 1968, le recours au tract s'est « démocratisé ». L'effusion solidaire durant le procès et les semaines qui suivirent jusqu'à l'annonce du verdict laissent place à un grand vide après que fut annoncée la commutation des peines des militants basques. D'ailleurs, comme le souligne Violette Marcos, la mémoire des acteurs de l'époque allait déjà en s'évanouissant vingt années après :

« Une amnésie totale semble s'être installée. Tous les communistes que nous avons interrogés ne retiennent de cet épisode que l'expression « procès de Burgos » sans l'enrichir d'aucun contenu, sans pouvoir dire à quel groupe politique appartenaient les militants poursuivis. »<sup>101</sup>

De toutes les recherches effectuées, on n'a pu recenser aucun tract sur Burgos qui ne soit pas de pure nostalgie et rappel des faits passés. Cette absence de tract soulève quelques constats : si aucunes manifestations en solidarité avec les accusés de Burgos n'a vraisemblablement eu lieu dans l'année qui a suivi, à partir de janvier 1971, remarquons tout de même les traces indélébiles des événements de Burgos à chaque fois que renaît une occasion fédératrice de lutter contre le régime franquiste.<sup>102</sup> Profondément affaiblie suite au départ de nombreux militants et aux

<sup>100</sup> CONTAMINE Jean-Gabriel, « le tract, à quoi bon ? », *Vacarme*, 4/2008 (n° 45), p. 68-71. disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-vacarme-2008-4-page-68.htm>

<sup>101</sup> MARCOS, Violette, *Communistes et antifranquisme*, p. 386

<sup>102</sup> Daté du 8 janvier 1972, le document est signé par la Ligue Communiste, le PSU, Lutte Ouvrière, Révolution, Fédération de Paris du Parti Socialiste, Centres d'Initiative Communiste, Alliance Marxiste Révolutionnaire, Secours Rouge, Objectif Socialiste, Convention Socialiste. Invitant à un meeting le 14 janvier à la Mutualité pour dénoncer la répression et soutenir 3 militants arrêtés en Espagne reprend tous les aspects graphiques du tract appelant aux manifestations du Secours Rouge.

tensions internes entre maoïstes, l'organisation n'a plus de rôle moteur dans quelque appel à manifester que ce soit. Si un nombre florissant d'articles évoque l'ampleur des manifestations en solidarité avec les condamnés à mort, rares sont ceux à prolonger une réflexion sur la nature des manifestations : il est dès lors extrêmement difficile de reconstituer la physionomie des mouvements, c'est à dire l'origine, l'identité, le nombre exact et les revendications principales des militants. Dans ce foisonnement documentaire, il ressort paradoxalement très peu d'éléments nouveaux, les journaux ayant tendance à se partager les mêmes informations. Toutefois, la comparaison d'articles provenant d'une presse généraliste avec des revues militantes permet de constater des écarts flagrants dans le nombre de manifestants. Ces dernières oscillent entre une surévaluation ou une sous-évaluation, selon leurs intérêts mutuels. Aussi ces informations appellent à la plus grande prudence. A la suite de l'abrogation de la sentence, le soulagement laisse vite place à l'oubli de la cause basque. Cette question disparaît des tracts pour ne reparaitre quelques mois en années plus tard dans d'autres luttes comme mémoire victorieuse d'une mobilisation réussie. Burgos a sans aucun doute constitué un moment de l'antifranquisme unique par la production documentaire, par l'élan de solidarité au sein de l'opinion publique française.

# BIBLIOGRAPHIE

---

## Ouvrages Généraux

### Sur le Franquisme

- ABDON, Mateos, *Historia del antifranquismo. Historia, interpretación y uso del pasado*, Barcelone, Flor del Viento, 2011, 287 p.
- ALFAYA, Javier, *Crónica de los años perdidos : la España del tardofranquismo*, Madrid, Temas de Hoy, 2003, 255 p.
- ANGOUSTURES, Aline, MILZA, Pierre (dir.), *L'opinion publique française et l'Espagne, 1945-1975*, thèse de doctorat, Paris, Institut d'Études Politiques, 1988, 2 vol. (330, 260 p.)
- ANGOUSTURES, Aline, *L'exil espagnol et le statut de réfugié*, Paris, Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides, Service de documentation, 1994, 26 p.
- BRENDEL, Cajo, *Illusions politiques et lutte des classes : de l'anti-franquisme à l'après franquisme*, Échanges et Mouvement, Paris, 1979, 172 p.
- CANAL, Jordi, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Paris, Armand Colin, Collection U, 336 p.
- CIRICI, Alexandre, *La estética del franquismo*, Barcelone, Editorial Gustavo Gili, Colección Punto y línea, 1977, 191 p.
- CRUZ MARTINEZ, Rafael, *Protestar en España (1900-2013)*, Madrid, Alianza Editorial, 2015, 332 p.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *L'Espagne, passion française : 1936-1975 : guerres, exils, solidarités*, Paris, Les Arènes, 2015, 255 p.
- HERMET, Guy, *L'Espagne de Franco*, Paris, Armand Colin, 1974, 302 p.
- HÜSLER, Angelo, *Du franquisme à la démocratie : effondrement ou évolution d'un régime ?*, Lausanne, l'Âge d'homme, 2003, 133 p.
- MARCOS ALVAREZ, Violette, *Communistes et antifranquisme : l'exemple du parti communiste français, représentations et stratégies*

*politiques (1936-1975)*, Toulouse, thèse de doctorat, 1998, 2 vol. (489 ; 114 p.)

- MARCOS ALVAREZ, Violette, *L'antifranquisme en France : 1944-1975 : le rôle prépondérant du Sud-Ouest*, Portet-sur-Garonne : Loubatières, 2013, 239 p.
- MORALES MOYA, Antonio, *Nacionalismos e imagen de España*, Madrid, Sociedad Estatal España Nuevo Milenio, 2001, 206 p.
- PRESTON Paul, *La política de la venganza : el fascismo y el militarismo en la España del siglo XX*, Barcelona : Península, 2014, p. 399 p.
- RENAUDET, Isabelle, *Un Parlement de papier. La presse d'opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*, Madrid, Casa de Velásquez, 2003, 566 p.
- RODRIGUES, Denis, *L'Espagne sous le régime de Franco*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, 643 p.
- RUBIO, Javier, *La emigración española a Francia*, Barcelona, Ariel, 1974, 402 p.
- SAGNES, Jean, *Images et influences de l'Espagne dans la France contemporaine*, Béziers, Presses Universitaires de Perpignan, 1994, 79 p.
- TUSELL, Gomez, *La política exterior de España en el siglo XX*, Madrid, Universidad nacional de educación a distancia, Biblioteca Nueva, 2000, 574 p.
- VILAR, Sergio, *Historia del antifranquismo : 1939-1975*, Barcelona : Plaza & Janés, 1984, 486 p.

### **Identités et histoire du Pays Basque**

- HALIMI, Gisèle, *Le procès de Burgos*, préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Gallimard, 1971, 321 p.
- SALABERRI, Kepa, *El proceso de Euskadi en Burgos : el sumarísimo 31/69*, Paris, Ruedo Ibérico, 1971, 318 p.
- VÁZQUEZ DE SOLA, Andrés, *La Franquíssima gràcia : procès de Burgos*, Paris, Éditions catalanes de Paris, 1972, 183 p.
- URIARTE, Teo, *Mirando atrás : Del proceso de Burgos a la amenaza permanente*, Barcelone, Ediciones B, 2005, 486 p.

*Sur les manifestations et mouvements politiques*

- BECKER, Jacques, CANDAR, Gilles, *Histoire des gauches en France*. Volume 2, XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire, Paris, la Découverte, 2004, 776 p.
- CALVEZ (L.-J.), *La production révolutionnaire, slogans, affiches, chansons*, Paris, Payot, 1976
- CARREZ, Maurice, ROBERT, Vincent, *Visages de la manifestation en France et en Europe : XIXe-XXIe siècle*, Dijon : Éditions universitaires de Dijon, 2010, 148 p.
- DEMONET Michel, *Des tracts en mai 68 : mesures de vocabulaire et de contenu*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Armand Colin, 1975, 487 p.
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève et GERVEREAU, Laurent, *Mai 68 : les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), 1988, 303 p.
- FILLIEULE, Olivier, TARTAKOWSKY, Danielle, *La Manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 184 p.
- FILLIEULE, Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Science Po, 1997, 435p.
- FILLIEULE, Olivier, FAVRE, Pierre, *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, Éditions de l'Harmattan, 1993, 287 p.
- JUEN, Philippe, JAILLARDON, Édith, *La liberté de manifestation*, thèse, 1999, 581 p.
- NOVAK, Zvonimir, *Agit-tracts, Un siècle d'actions politiques et militaires*, Paris, L'Échappée, 2015, 352 p.
- REDEKOP, Vern Neufeld, *Manifester en démocratie : l'approche du respect mutuel*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2013, 304 p.
- TARTAKOWSKY, Danielle, *Les Manifestations de rue en France (1918-1968)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, 869 p.
- TARTAKOWSKY, Danielle, *Le pouvoir est dans la rue : crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998, 296 p.
- TARTAKOWSKY, Danielle, *Manifester à Paris : 1880-2010*, Seyssel : Champ Vallon, 2010, 284 p.

- TARTAKOWSKY, Danielle, *Paris manif' : les manifestations de rue à Paris de 1880 à nos jours*, Paris : Comité d'histoire de la Ville de Paris ; Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2011, 286 p.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, *Le moment 68 : une histoire contestée*, Paris : Éd. du Seuil, DL 2008, 313 p.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « *Les luttes et les rêves* » : *une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones : Éditions La Découverte, 2016, 994 p.

### Articles

- Castro Moral Lorenzo, « L'extrême gauche en Espagne », *Sécurité globale*, 2010/2 (N° 12), p. 59-68. <http://www.cairn.info/revue-securite-globale-2010-2-page-59.htm>
- DAGUZAN Jean-François, « La politique extérieure du franquisme (1944-1976) : une pratique à usage interne », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 24, 1988. pp. 255-276 ( disponible en ligne : [http://www.persee.fr/doc/casa\\_0076-230x\\_1988\\_num\\_24\\_1\\_2517](http://www.persee.fr/doc/casa_0076-230x_1988_num_24_1_2517) )
- DREYFUS-ARMAND, Geneviève. « L'émigration politique espagnole en France après 1939. Les fonds de la BDIC », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°3-4, 1985. L'Espagne, 1900-1985. pp. 82-89 ( disponible en ligne : [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_1985\\_num\\_3\\_1\\_403925](http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1985_num_3_1_403925) )
- FILLIEULE, Olivier, « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique », *Cultures & Conflits*, printemps-été 1993, consulté le 22 janvier 2017. ( disponible en ligne : <http://conflits.revues.org/212> )
- ROWELL, Jay, « La rue, objet politique », *Genèse*, 2015 / 3 (n° 100-101), p. 218-224 ( <https://www.cairn.info/revue-geneses-2015-3-page-218.htm> )
- SERGIO, León, « Notes sur le mouvement étudiant en Espagne ». *L'Homme et la société*, N. 16, 1970. Sociologie et contestation. pp. 219-240 ( disponible en ligne : [www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_1970\\_num\\_16\\_1\\_1289](http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1970_num_16_1_1289) )
- TRIBALAT, Michèle, « Une estimation des populations d'origine étrangère en France en 1999 », *Population*, 1/2004 (Vol. 59), p. 51-81 (disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-population-2004-1-page-51.htm> )
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, ARTIÈRES, Philippe, *La Banderole. Histoire d'un objet politique*, Paris, Éditions Autrement, coll. « Leçons de choses », 2013, 156 p. », *Clio*, 2/2014 (n° 40), p. 285-287.

<http://www.cairn.info/revue-clio-femmes-genre-histoire-2014-2-page-285.htm>

- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, VIGNA Xavier, « Les rencontres improbables dans " les années 68 " », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1/2009 (n° 101), p. 163-177 (disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2009-1-page-163.htm>)

## SOURCES PRINCIPALES

### Archives de la Préfecture de Police de Paris

- **153 W 33 - 153 W 36** : *Fonds de tracts et rapports de police* (entre octobre 1970 et janvier 1971)

### Archives de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC)

- **4 delta 1678** : *Espagne. Procès de Burgos, 1970*
- **Arch 0025/3** : *Dossier de tracts et journaux lycéens collectés dans plusieurs lycées français (Paris et régions) entre 1970 et 1972*
- **Arch 0039 / 1 / 2** : *Tracts - Description physique* : 8 pièces.
- **Arch 0044/3** - *Comité pour la liberté et contre la répression* Date : Mai 1968-1972
- **GF delta 0086** *France. 1er mai 1972. Paris. Manifestation des mouvements d'extrême gauche* – 1972 - 33 pièces
- **F delta 0106** : *Tracts et documents divers émanant d'organisations de solidarité française et d'organisations espagnoles* : 1963-1975
- **F delta 0030** : *Espagne. Espagnols opposants et antifranquistes* – 1947-1968
- **F delta 0106** : *Espagne. Opposition et répression, 1963-1975*
- **F delta 0729** : *1959-1989 - Espagne. Opposition extérieure*, 1 chemise
- **F delta 1067** : *Brochures de propagande* - Date : 1968-1978, 1 carton (27 pièces)
- **F delta 1111** : *Espagne. Politique et gouvernement en pays basque espagnol, 1970-1984*, 22 pièces
- **F delta 1114** : *Espagne. Mouvements d'opposition au gouvernement espagnol en France* : 1944-1974, 46 pièces
- **F delta res 0882/1/1** : *Espagne : les opposants au franquisme, 1963 – 1981*, 3 cartons

## ANNEXES

---

### *Table des annexes*

TITRE DU DOCUMENT PRÉSENTÉ EN ANNEXE1.....22

**Fig. 1 : Répartition des tracts selon la langue**

<b>Langue</b>	<b>Proportion de tracts</b>
Français	86 %
Espagnol	2 %
Bilingue	12 %

**Fig. 2 : Date de distribution des principaux tracts**

<b>Mois</b>	<b>proportion de tracts</b>
Novembre 1970	31 %
Décembre 1970	69 %

**Fig. 3 : Densité textuelle des tracts**

<b>Nombre de mots</b>	<b>Proportion du nombre de tracts en pourcentage</b>
0-100	14 %
100-200	26 %
200-300	38 %
> 300	12 %
Moyenne	217 p.

***Fig. 4 : Répartition des tracts par émetteur<sup>103</sup>***

<b>Émetteur</b>	<b>Proportion du nombre de tracts</b>
Secours Rouge	26 %
Maoïste	12, 5 %
Communistes <sup>104</sup>	12, 5 %
Trotskyistes	15 %
ETA	5 %
Syndicaux	8 %
Lycéens	5 %
Libertaires	7,5 %
Étrangers	8,5 %

<sup>103</sup> Émetteur principal du document, y compris pour les tracts unitaires.

<sup>104</sup> Tracts du PCF, de l'UEC, du MJC..

Illustration 1. : Tract CGT-CFDT, « Vie sauve pour les six de Burgos », décembre 1970

202 466 / Diver

# VIE SAUVE POUR LES SIX DE BURGOS

## Manifestez votre indignation

DEMANDENT LA C.G.T., LA C.F.D.T., LA F.E.N., LE P.C.  
LE C.I.R., LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, OBJECTIF 72  
ET LE COMITE FRANÇAIS POUR L'ESPAGNE

## GRÈVE NATIONALE

*de 30 minutes ce matin*

A L'APPEL DE LA C.G.T. ET DE LA C.F.D.T.

### LES NEUF ORGANISATIONS : SAUVONS-LES !

« Les organisations susignées, qui réprovent toutes les formes de répression, ayant appris le verdict prononcé par le tribunal militaire de Burgos qui a condamné à mort six nationalistes basques, appellent à une ultime action pour tenter de sauver la vie des condamnés.

« Elles demandent à tous d'adresser des télégrammes au général Franco pour qu'il fasse usage de son droit de grâce.

« Expriment leur indignation et leur colère, elles appellent tous les Français à se rendre en délégation à l'ambassade d'Espagne et aux consulats espagnols de leur ville pour y manifester leur exigence :  
« Vie sauve pour les six de Burgos ! »

CGT, CFDT, FEN, Parti Communiste Français, Parti Socialiste, Convention des Institutions Républicaines, Ligue des Droits de l'Homme, Objectif 72, Comité Français pour l'Espagne.

#### La C.G.T. et la C.F.D.T. : grève d'une demi-heure

Le bureau confédéral de la CGT a appris « avec stupeur » le verdict de Burgos. Il exprime « sa profonde indignation devant une sentence qui constitue un défi à l'opinion publique mondiale et soulève la colère de tous les travailleurs et de tous les démocrates ».

« Au nom de la solidarité ouvrière internationale, il affirme sa volonté de tout mettre en œuvre avec l'ensemble des forces syndicales et démocratiques pour que le gouvernement espagnol soit contraint de renoncer à l'exécution du jugement.

« Il appelle en conséquence et pour l'immédiat les travailleurs à manifester leur réprobation en participant à un arrêt national du travail de 30 minutes, mardi 29 décembre, en fin de matinée. »

De son côté, la CFDT manifeste « son indignation... devant une atteinte aussi dé-

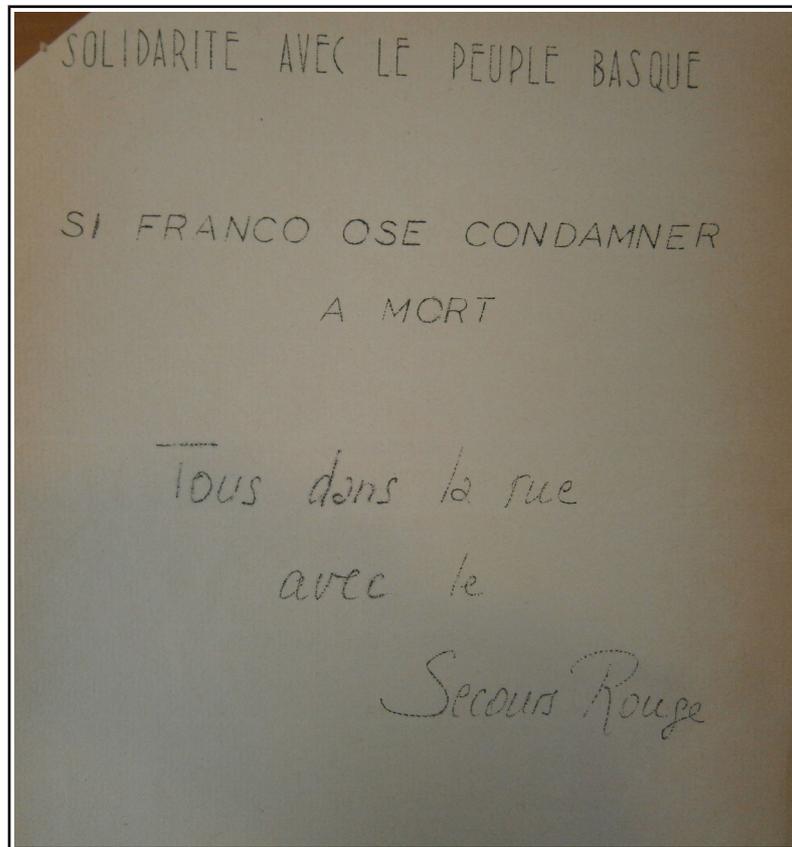
libérée aux droits fondamentaux et aux libertés démocratiques ».

Dans ce texte parallèle, la CFDT, « devant l'urgence de la riposte populaire, appelle les travailleurs à manifester dans les entreprises au cours d'un arrêt de travail de 30 minutes le mardi 29 décembre, en fin de matinée ».

Dans le même communiqué, la CFDT fait, d'autre part, allusion au verdict de Leningrad.

LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE déclare, dans un communiqué, que la condamnation à mort des six inculpés de Burgos « confirme le caractère totalitaire du régime franquiste et appelle la réprobation et la réaction unanime des démocrates ». La F.E.N. invite ses adhérents, « bien qu'ils soient actuellement en congé, à répondre à l'appel lancé en commun par neuf organisations démocratiques françaises pour tenter de sauver la vie des six condamnés de Burgos ».

**Illustration 2. : Tract Secours Rouge, « Solidarité avec le Secours Rouge », 22 décembre 1970**



**Illustration 3 : Tract Secours Rouge, « Six révolutionnaires basques menacés de mort, 15 décembre 1970**

XII - 1970

## six révolutionnaires basques menacés de mort

● LE NATIONALISME BASQUE

Le nationalisme basque - comme les nationalismes catalan, galicien...etc. - est extrêmement différent des mouvements régionalistes français. Ses racines historiques sont très profondes. Depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, bien que dépendant de la couronne royale d'Espagne le pays basque avait gardé son Parlement, sa monnaie, ses milices, ses lois fiscales propres. La république espagnole avait reconnu ce fait en accordant un statut d'autonomie à ses provinces : Généralité de Catalogne, République d'Euzkadi...etc, avec leurs parlements autonomes leurs lois et leur langue propre. Depuis 1939 le franquisme a pris le contrepied en supprimant toutes les libertés reconnues par la république : « Habla la lengua del imperio ! (Parle la langue de l'empire ! ) » est devenu son mot d'ordre. La bourgeoisie, pour pouvoir se livrer à une exploitation économique méthodique et totale de l'ensemble la péninsule, exigeait que soient mises à sa disposition toutes ses ressources et la totalité de son marché. En Euzkadi, comme ailleurs en Espagne, la défense de la spécificité basque, de ses institutions comme de sa langue est restée pendant 30 ans le ciment de la résistance populaire, mobilisant les masses contre la main-mise de la bourgeoisie franquiste sur ses richesses industrielles. C'est ainsi que le bas-clergé lui-même a lutté au sein de cette résistance.

prêtres basques exécutés, pendant la guerre civile.

secours rouge

71 rue Louis Blanc PARIS 10. tel. 200/41/75

F° Δ 1061 10

**Illustration 4 : Tract des Travailleurs émigrés de la Péninsule Ibérique, « Impidamos al fascismo nuevos crímenes », novembre 1970**

*Manif. Mardi 1 196*

**IMPIDAMOS  
AL FASCISMO  
NUEVOS CRIMENES**

1969 = 2 obreros asesinados por la policía franquista en Erandio (Bilbao); otro en Urabain (Alava); 2 muertos en Pamplona.

1970 = 3 albañiles asesinados en Granada; un obrero muerto en Vizcaya, la víspera del 1° de mayo.

IZKO, GOROSTIDI, DORRONSORO, URIARTE, LARENA Y ONANDIA, todos ellos militantes de E.T.A. (movimiento socialista revolucionario vasco) que ha declarado la guerra al Estado fascista español y que lucha por la autodeterminación del pueblo vasco y la implantación de un socialismo revolucionario en unión con la lucha de los demás pueblos peninsulares, están esperando en las mazmorras franquistas ser condenados a muerte por un tribunal militar en Burgos, expresión fiel de la oligarquía financiera peninsular y del imperialismo yankee.

Dejando a un lado las refinadas, permanentes y brutales torturas, que van de la descarga eléctrica hasta patadas en los testículos, no es la primera vez que el Estado Facista español condena a muerte a militantes de E.T.A. Últimamente SARAQUETA y ARRIZABALAGA han sido salvados de las traidoras balas franco-opusdeistas por la respuesta enérgica, valiente y decidida de las masas populares de todo el mundo.

Esta misma respuesta es la ÚNICA que puede salvar hoy de las balas criminales a nuestros compañeros IZKO, GOROSTIDI... no necesitan ni lamentaciones ni compasión, sino UNA RESPUESTA CONCRETA, valiente y enérgica, por nuestra parte —SUS VIDAS DEPENDEN DE NUESTRA ACCION.

- ORGANIZA A TUS COMPANEROS EN LA FABRICA, LUGARES DE TRABAJO, Y EN LOS BARRIOS!
- PARTICIPA ACTIVAMENTE EN LOS DIFERENTES MITINES Y MANIFESTACIONES!
- PINTA PAREDES EXIGIENDO LA LIBERTAD DE ESTOS 6 REVOLUCIONARIOS!
- BUSCA E IMAGINA OTRAS ACCIONES.

EN LA LUCHA CONTRA LA OLIGARQUIA FASCISTA NO HAY CABIDA PARA LOS MIEDOSOS! HOY SON ESTOS COMPANEROS VASCOS QUIENES PUEDEN CAER BAJO LAS BALAS FASCISTAS, MANANA PUEDES SERLO TÚ!

Los Trabajadores emigrados en Francia  
de la Península Ibérica

Pl de Terres (170)

**ARRETONS  
LES NOUVEAUX CRIMES  
DU FASCISME !**

1969 = Deux ouvriers assassinés par la police franquiste à Erandio (Bilbao), un autre à Urabain (Alava) ; deux morts près de Pampelune.

1970 = Trois maçons assassinés à Grenade, un ouvrier mort en Biscaye la veille du 1<sup>er</sup> mai.

IZKO, GOROSTIDI, DORRONSORO, URIARTE, LARENA et ONANDIA, attendant dans les cachots franquistes d'être condamnés à la peine de mort par le tribunal militaire de Burgos, fidèle expression de l'oligarchie financière péninsulaire et de l'imperialisme yankee. Ce sont tous des militants appartenant à l'E.T.A. (Mouvement socialiste révolutionnaire basque), qui a déclaré la guerre à l'Etat Fasciste Espagnol, et qui continue de lutter pour l'autodétermination du peuple basque et pour implanter un socialisme révolutionnaire, en union avec la lutte des autres peuples péninsulaires.

Ce n'est pas la première fois que, délaissant les tortures permanentes, raffinées et brutales, qui vont des décharges électriques aux coups dans les testicules, l'Etat fasciste espagnol condamne à la peine de mort des militants de l'E.T.A. Dernièrement SARASQUETA et ARRIZABA LAGA ont été sauvés des traîtresses balles Franco-opusdeistes grâce à la réponse enérgique, courageuse et résolue des masses populaires du monde entier.

Cette même réponse est la seule qui peut sauver aujourd'hui nos camarades des balles meurtrières. IZKO, GOROSTIDI, DORRONSORO, URIARTE, LARENA et ONANDIA n'ont besoin ni de lamentations ni de compassion, mais d'UNE REPONSE CONCRETE, courageuse et enérgique de notre part. LEURS VIES DEPENDENT DE NOTRE ACTION.

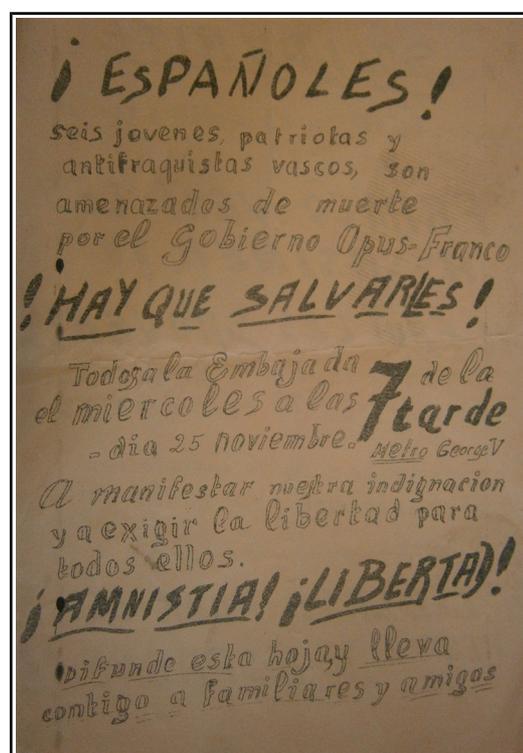
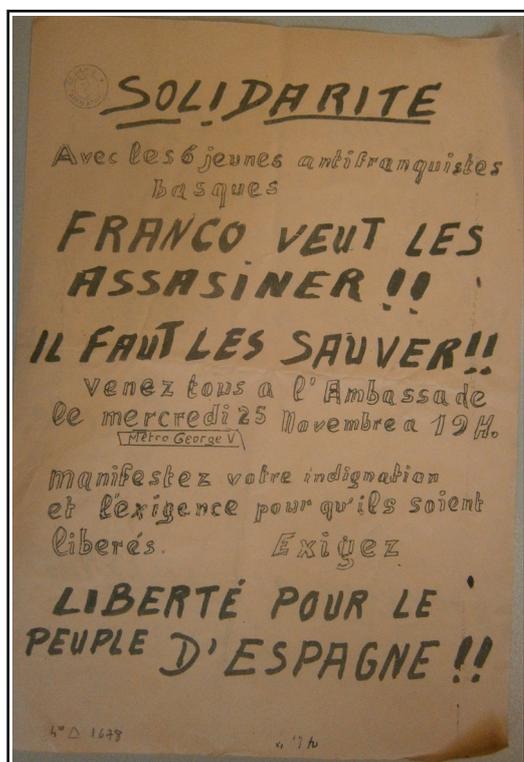
- ORGANISE TES CAMARADES A L'USINE, DANS LES LIEUX DE TRAVAIL ET DANS LES QUARTIERS !
- PARTICIPE ACTIVEMENT AUX DIFFERENTS MEETINGS ET MANIFESTATIONS !
- EXIGE PAR DES INSCRIPTIONS, DES AFFICHETTES, ETC., LA LIBERTE DE CES SIX REVOLUTIONNAIRES !
- CHERCHE ET IMAGINE D'AUTRES ACTIONS !

DANS LA LUTTE CONTRE L'OLIGARCHIE-FACISTE IL N'Y A PAS DE PLACE POUR LES POLTRONS ! AUJOURD'HUI, CE SONT DES CAMARADES BASQUES QUI PEUVENT TOMBER SOUS LES BALLES FASCISTES, DEMAIN IL SE PEUT QUE CE SOIT TOI !

Des travailleurs émigrés  
de la Péninsule Ibérique en France.

Imprimerie ABEXPRESS, Paris-10°

**Illustration 5 : Tract non signé, « Liberté pour l'Espagne », 18 novembre 1970, recto-verso**



# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b>PARTIE 1 : PRÉSENTATION MATÉRIELLE D'UN CORPUS DE TRACTS ANTIFRANQUISTES.....</b>	<b>11</b>
5. Éléments pour une analyse matérielle : Entre précaution et critique....	11
6. Fonds d'archives et parcours de recherche : un objet fuyant.....	12
7. Obstacles à la recherche : dispersion des fonds et difficultés d'accès aux sources.....	12
8. Pour une revalorisation du tract : au service d'une mémoire de l'éphémère.....	15
<b>PARTIE 2 : LE TRACT OU LA TRACE DE ÉPHÉMÈRE : UN DISCOURS D'ACTION AU CŒUR DES SOLIDARITÉS AVEC LES ACCUSÉS DE BURGOS.....</b>	<b>18</b>
1. Le tract au cœur de l'évènement contestataire : une voix qui porte l'espoir au-delà des Pyrénées.....	18
2. Le tract dans l'action : poursuite et répression des militants- distributeurs.....	20
3. Genèse d'un objet fuyant : la manifestation, un éphémère moment d'unité.....	23
4. Le tract de Burgos, témoin privilégié d'un renouveau de l'antifranquisme en France.....	24
<b>PARTIE 3 : LE TRACT DE BURGOS DEVANT LE TERRORISME BASQUE : RÉPERTOIRE DE LUTTES ET D' ACTIONS .....</b>	<b>29</b>
1. Faire face à la justice expéditive de Franco : le tract comme ferment spirituel.....	29
2. Chronologie d'un procès fondateur pour l'ETA : entre révélation et légitimation de la lutte antifranquiste basque.....	31
3. Des tracts au service d'une médiatisation du nationalisme basque : L'ETA sur la scène internationale.....	33
4. L'immigration ou la difficile intégration dans les manifestations antifranquistes.....	35
<b>PARTIE 4 UNITÉ ET FRACTURES AU SEIN DES MANIFESTATIONS DE BURGOS.....</b>	<b>38</b>
1. La solidarité manifestante sous la tutelle du Secours Rouge : autonomisation et unification des mouvements d'extrême-gauche... 1. Le Secours Rouge aux avant-postes de la contestation.....	38
2. L'activisme guerrier des maoïstes au sein du Secours Rouge.....	42
3. L'appui des groupes trotskystes aux initiatives gauchistes : entre une volonté de ralliement et une persistance des fractures.....	44

4. Implications et insubordinations anarchistes durant les manifestations de solidarité.....	47
2. Un moment manifestant multiforme : solidarité et concurrences politiques.....	48
1. Genèse des mouvements de solidarité : Paris en retard et la province en tête de cortège.....	48
2. Les universités, refuges de l'écrit militant.....	48
3. La manifestation du 1er décembre sous le flambeau du Secours Rouge.....	49
4. L'illusion d'unité de la manifestation du 3 décembre.....	51
3. La fabrique d'une « Artillerie politique » .....	52
1. Discours de lutte, discours de propagande du tract antifranquiste.....	52
2. Manifestants et manifestations.....	54
3. Imprimeries militantes et productions marginales.....	56
 CONCLUSION.....	 59
BIBLIOGRAPHIE.....	63
 ANNEXES.....	 69